



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 19 FÉVRIER 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 19TH FEBRUARY, 1921.

Avis divers

Miscellaneous Notices

### LOI DES COMPAGNIES, 1920

### COMPANIES' ACT, 1920

#### AVIS

#### NOTICE

Toute compagnie doit, conformément à l'article 6031, le ou avant le premier jour de septembre de chaque année, transmettre au secrétaire de la province un rapport spécial touchant son organisation et ses affaires.

La compagnie qui omet de se conformer aux prescriptions du présent article, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque jour que se continue cette omission, et tout directeur ou gérant de la compagnie qui, sciemment ou volontairement, autorise ou permet cette omission, est passible de la même pénalité; et ces amendes sont recouvrables sur conviction sommaire.

Toute compagnie organisée avant le premier juillet 1920 est tenue, sous peine de l'amende ci-haut indiquée, de fournir ce rapport spécial sans délai.

Every company must, in accordance with article 6031, on or before the first day of September of every year transmit to the Provincial Secretary, a special summary touching its organization and affairs.

Any company making default in complying with the requirement of the present article, is liable to a fine not exceeding twenty dollars for every day during which the default continues and every director and manager of the company who knowingly and wilfully authorizes or permits the default, is liable to a like penalty; and such fines are recoverable on summary conviction.

Every company organized before the first July, 1920, must, under pain of the aforesaid penalty, transmit this special summary without delay.

Le sous-secrétaire,

C.-J. SIMARD,

C.-J. SIMARD.  
Québec, 19 février 1921. 629-7-5

Assistant Provincial Secretary.  
Quebec, 19th February, 1920. 630-7-5

**AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE**

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

**Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.**

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Ls A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

51

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

**Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.**

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,

King's Printer.

Government House.

52

**Lettres patentes**

**"The Ronalds Press & Advertising Agency, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1921, constituant en corporation : Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, teneur-de-livres, George Robert Drennan, sténographe, Robert William Jackson et Michael Joseph O'Brien, commis, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, vendre de l'espace pour annonces dans toutes les pièces et catégories de publications ou autrement ;

Faire affaires comme papetiers, dessinateurs, graveurs, publicistes, de toutes manières aussi relieurs, lithographeurs, stéréotypeurs, photographeurs en creux, étampeurs coloristes, agents de publicité, éditeurs de journaux et périodiques commerciaux, faire affaires aussi comme manufacturiers et marchands de boîtes en papier, étiquettes ;

Acquérir, imprimer, lithographier, graver, publier, gérer et diffuser ou autrement disposer d'un ou plusieurs journaux, de livres, périodiques, illustrés ou autres publications ;

**Letters patent**

**"The Ronalds Press & Advertising Agency, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1921, incorporating: Frank Breadon Common, advocate; Francis George Bush, bookkeeper; George Robert Drennan, stenographer; Herbert William Jackson and Michael Joseph O'Brien, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of printers, publishers, engravers, advertisers in all its branches, including the business of dealers in advertising space in all kinds and classes of publications or otherwise ;

To carry on the business of stationers, designers binders, lithographers, stereotypers, photo-engravers, electrotypers, embossers, dye stampers, advertising agents, newspaper and trade journal publishers, and to carry the business of manufacturing and dealing in paper boxes, tags and labels ;

To acquire, print, lithograph, engrave, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers, books, periodicals, pictorial works or other publications ;

Manufacturer, acheter, vendre ou disposer des imprimés, vignettes brevetées, droits de reproduction, montures, caractères, machines à imprimer, aucun autre outillage ou machine utile dans une imprimerie ;

En rapport avec tout espèce de publicité, se livrer à un commerce général d'organisation, d'affaires à commission, d'occasion, d'agence et courtage ;

Faire affaires comme peintres, décorateurs, artistes ; annoncer par affiches, placards, dans les tramways, en rapport avec le service de publicité du commerce de la compagnie ;

Manufacturer, acheter, vendre de toute espèce et description d'enseignes, cartes d'annonce, fantaisies, plaques nominales, insignes, boutons, calendriers ou autres objets et généralement des procédés de toute sorte servant à la publicité commerciale et à d'autres fins ;

Exercer aucune autre industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce ;

Payer l'actif, le commerce, la propriété ou les droits acquis par la compagnie, les services rendus ou à être rendus à la compagnie, soit en argent soit en actions entièrement libérées ou en obligations que la compagnie peut émettre, ou partie d'une manière et partie d'une ou plusieurs autres manières, et généralement aux termes et conditions que déterminera la compagnie ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'amalgamation, à la consolidation, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux concessions réciproques, ou d'autres conventions de même nature, avec aucun gouvernement municipal, local, aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; aussi garantir les contrats, avec ou sans cautionnement prêter de l'argent ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, ou aucune personne, société ou compagnie entreprenant de bâtir ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée ;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la propriété et de l'actif de la compagnie, pour le prix, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables, et particulièrement pour des actions, débetures et obligations d'aucune autre compagnie ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider par boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir l'exécution des contrats par

To manufacture, buy, sell or dispose of ready prints, patent plates, copyrights, bases, type, printing machinery or any other plant or machinery useful in printing establishments ;

To carry on a general promotion, commission, jobbing, agency and brokerage business in connection with advertising of all kinds ;

To carry on the business of painters, decorators, designers, bill posters, billboards, street car advertising in connection with the advertising department of the company's business ;

To manufacture, buy, sell and deal, in every kind and description of sign, show card, novelty, label, name plate, badge, button, calendar or other devise and generally in specialities of all kinds to be used in advertising for commercial and other purposes ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property ;

To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the assets, business, property or liabilities of any person, firm or company carrying on any business in whole or in part similar to that which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

To pay for any assets, business, property or rights acquired by the company, or services rendered or to be rendered to the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue, or partly in one mode and partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ; and to guarantee the contracts of, either with or without security, or to lend money to or otherwise assist any such person, firm or company or any person, firm or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested ;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the entire undertaking, property and assets of the company, or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit and in particular for the shares, debentures and securities of any other company ;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance

aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie ; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

Distribuer aux actionnaires en espèces, par dividendes en boni ou d'aucune autre manière estimée judicieuse, aucune propriété de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la compagnie ;

Exercer aucun des commerces, faire les choses et actes précités comme principaux ou agents, par fiduciaires, procureurs ou autres, et soit seuls soit avec d'autres ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable et approprié à l'obtention d'aucune des fins ou à la réalisation des objets susmentionnés ou d'aucun d'eux, sous le nom de "The Ronalds Press & Advertising Agency, Limited", avec un fonds social total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

577

#### "P. L. Baldwin & Sons, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la partie 1 de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de janvier 1921, constituant en corporation : Porter L. Baldwin, Paul T. Baldwin et Allen M. Baldwin, tous manufacturiers, de la ville de Coaticook, dans la province de Québec, aux fins suivantes :

Exercer le négoce ou le commerce consistant à manufacturer, produire, préparer, acheter, vendre le bois et autrement en trafic ;

Exercer une industrie générale d'entreprises, de construction, de moulins à équarrir et à faire du bois, aussi fabriquer, acheter, vendre et trafiquer du bois, de la brique, de la pierre et autres matériaux de construction ;

Acquérir l'industrie qu'exercent actuellement, dans la ville de Coaticook, A. H. Cummings & Sons, Limited, leur actif et achalandage, et les payer soit en argent soit en actions du capital ;

Exercer aucune autre industrie semblable connexe aux objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, (manufacturière ou autre) et que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec la précitée ;

Acheter ou autrement acquérir d'aucune personne ou corporation aucune industrie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, avec les bâtisses, le fonds de commerce et l'actif de cette industrie d'une manière générale ;

of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To distribute among the shareholders in specie by way of dividend or bonus or in any other manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company ;

To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid either as principals, or agents or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another or others ;

To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or conducive to the attainment of any one or more of the objects hereinabove enumerated, under the name of "The Ronalds Press & Advertising Agency, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

578

#### "P. L. Baldwin & Sons, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1921, incorporating : Porter L. Baldwin, Paul T. Baldwin and Allen M. Baldwin, all manufacturers, of the town of Coaticook, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the trade or business of manufacturing, producing, preparing, buying, selling and otherwise dealing in lumber ;

To carry on a general contracting, building, planing mill and lumber business, and to manufacture, buy, sell and deal in lumber, bricks, stone and other building material ;

To acquire the business presently carried on at the town of Coaticook by A. H. Cummings & Sons, Limited, and assets and good will thereof, and to pay for the same either in cash or shares of stock ;

To carry on any other similar business germane to the objects for which this company is incorporated (whether manufacturing or otherwise) and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above ;

To purchase or otherwise acquire from any individual or corporation any business with objects similar to those of this company, together with the buildings, stock-in-trade and assets generally in such business ;

Posséder, détenir et acquérir de temps à autre par achat, bail, échange ou autrement des forêts affermées en tenure franche ou location, des peuplements ou tènements boisés, du bois de toute espèce, en sus des terrains, droits de coupe de bois, concessions de bois de pulpe, emplacements pour usines, forces hydrauliques ainsi que tout autre propriété foncière et personnelle nécessaire ou avantageuses aux objets de la compagnie, acquérir, louer, construire posséder, outiller, maintenir et exploiter des scieries et fabriques de toute espèce pour manufacturer le bois, aussi vendre ou autrement disposer de cette propriété foncière ou personnelle, sous le nom de "P. L. Baldwin & Sons, Limited", avec un fonds social total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Coaticook, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vngt-neuvième jour de janvier 1921.

Le sous-secrétaire de la province.

587

C.-J. SMARD.

**"Montreal Electrottype Company,  
Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1921, constituant en corporation : Gerald-Augustine Coughlin, avocat, Francis-George Bush, teneur-de-livres, George-Robert Drennan, sténographe, Herbert-William Jackson, commis, et Alexander-Gordon Yeoman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Se livrer au commerce de la typographie galvanique, du clichage, de la gravure en saillie, de la gravure en creux, des impressions et publications, de la gravure sur métaux et sur étain, de la cartographie, édition des livres, de la reliure, de la fabrication et de la vente du papier, des agences de publicité, des négociants et marchands de nouveautés, fournitures de bureaux et autres ;

Acheter, vendre, manufacturer, livrer, exploiter et trafiquer d'outillages, machines, outils, installations, fournitures, appareils ainsi que de tous articles nécessaires, servant ou se rapportant auxdits métiers et négoes ou à aucun d'eux ou qui peuvent y être utilisés ;

Exercer, sous toutes ses formes, un commerce général d'annonces et publicité, soit comme principaux soit comme agents ;

Exercer aucun autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie qui exerce aucun commerce que la corporation est autorisée à exercer ou qui possède des biens convenant aux objets de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et privilèges similaires conférant un droit limité, exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir aux fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera propre directement ou indirectement à

To have, hold and acquire from time to time by purchase, lease, exchange or otherwise freehold or leasehold timber lands, berths or limits, timber of all kinds apart from lands, licenses to cut timber, pulpwood concessions, mill sites, water powers and all other real and personal property necessary or convenient for the purposes of the company, to acquire, lease, erect, own, equip, maintain and operate saw mills and factories of all kinds for the manufacturing of lumber, and to sell or otherwise dispose of such property, real or personal, under the name of "P. L. Baldwin & Sons, Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the corporation will be at the town of Coaticook, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1921.

C.-J. SIMARD,

588

Assistant Provincial Secretary.

**"Montreal Electrottype Company,  
Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1921, incorporating : Gerald Augustine Coughlin, advocate; Francis George Bush, bookkeeper; George Robert Drennan, stenographer; Herbert William Jackson, clerk and Alexander Gordon Yeoman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on business generally as electrotypes, engravers, stereotypers, embossers, engrossers, printers and publishers, metal and tin plate printers, map makers, book publishers, book binders, paper makers, stationers, advertising agents and dealers in and vendors of novelties, office and other supplies ;

To buy, sell, manufacture, deliver, work and deal in plant, machinery, tools, furniture, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with or which can or may be used in connection with the said arts or businesses or any of them ;

To carry on a general advertising and publicity business in all its branches, both as principals and as agents ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or

profiter à la corporation, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis à leur sujet, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations de débiteurs ou d'autres valeurs ou autrement aucune autre personne, société, compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra avoir des relations d'affaires ;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie jugera avantageux, et particulièrement pour des actions, débiteurs ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent vers la réalisation des objets ci-haut, sous le nom de "Montreal Electrotape Company, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

589

C.-J. SIMARD.

indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Montreal Electrotape Company, Limited", with a total stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,

590

Assistant Provincial Secretary.

#### "La Maison Albert, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de février, 1921, constituant en corporation : Henri Chapdelaine, comptable ; Ulric Lacroix, commis, Jean-Marie-Alphonse Larivière, inspecteur ; Henri Larivière, commis, et Léo Lamer, sténographe, tous des cité et district de Montréal dans les buts suivants :

Faire commerce comme manufacturier, marchand en gros ou en détail dans toutes les lignes de confection pour hommes, jeunes gens et enfants, y compris les sous vêtements et accessoires de toilette et généralement tout ce qui relève de l'habillement ;

Faire tout comme similaire que ladite compagnie jugera à propos et convenable d'entreprendre acquérir par achat, échange ou autrement, en partie ou totalité tout fonds de commerce similaire y compris les locaux, ateliers, stock, clientèle, franchises et généralement tout actif et d'en effectuer le paiement soit en argent ou en actions acquittées de ladite compagnie ;

Émettre tout montant d'actions acquittées ou autres garanties de ladite compagnie en paiement de toute dette de ladite compagnie ou autre passif ou services rendus ;

Signer, endosser, émettre ou autrement exécuter tout billet promissoire, lettre de change, connaissance, mandat et autres effets négociables et transportables pour et au nom de ladite compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement tout immeuble qui sera jugé nécessaire pour les fins dudit commerce, louer, réparer, transformer

#### "La Maison Albert, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of February, 1921, incorporating : Henri Chapdelaine, bookkeeper ; Ulric Lacroix, clerk ; Jean-Marie-Alphonse Larivière, inspector ; Henri Larivière, clerk, and Léo Lamer stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturer, wholesaler and retailer in men's, young men's and children's clothing, agents' furnishing and generally all that is connected with said line of business ;

To carry on any such other similar business that the said company should deem advisable, to acquire by way of purchase, exchange or otherwise any such business or part thereof, of similar kind, including plants, stock, good will, franchise and assets generally and to pay for the same in cash or fully paid up shares of the said company ;

To issue or allot paid up shares of the said company bonds, or other security of same in payment of the debts or liabilities of the said company or services rendered ;

To draw, make, endorse, execute or otherwise issue promissory notes, drafts, bills of lading, warrants and other negotiable and transferrable instruments ;

To acquire by way of purchase, exchange or otherwise real estate for the purpose of the said business, or as investment of the surplus of said

tout local qui sera jugé nécessaire pour les fins dudit commerce ;

Faire tout ce qui sera nécessaire dans le but de mener à bonne fin la présente entreprise, sous le nom de "La Maison Albert, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

591

C.-J. SIMARD.

business, to lease, rent any store or other premises for the said business, repair, alter, transform same as it may deemed advisable by the said company ;

To do other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of La Maison Albert, Limitée, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD.

592

Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné que les lettres patentes émises le vingt-unième jour d'août 1920, en faveur de la compagnie "Northwestern Oil Company, Limited" (No Personal Liability) ont été corrigées et remplacées par les suivantes, conformément à l'article 5967, Loi des compagnies de Québec, 1920 :

**"Northwestern Oil Company, Limited"  
(No Personal Liability).**

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, articles 6743 et suivants, S. R. Q., 1909, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour d'août 1920, constituant en corporation : James Meredith Tresidder, courtier ; William Cantwell Strachan, courtier ; John Humphries, opérateur de cinéma, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants :

Rechercher et explorer des mines ou minéraux, des huiles, des argiles, gisements de naphthe, la pierre, le sel, le mica, la pierre de construction, et tous minéraux d'aucune nature quelconque ;

Se livrer à toutes les opérations par lesquelles le sol, la terre, le roc, la pierre, l'huile, l'argile, le goudron, le sel, le mica, l'or, l'argent, le cuivre, ou aucune autre matière minérale ou huile, ou leurs dérivés peuvent être obtenus, pour extraire aucunes substances minérales ou cléogéineuses quelconque, miner, creuser, excaver, extraire, laver, enlever, fondre, épurer, concasser ou d'aucune manière traiter ces minéraux ou leurs sous-produits pour leur donner une valeur marchande par aucuns procédés quelconques, aussi les vendre ou autrement en disposer ;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits d'extraction, de préemption, ou aucun intérêt en iceux, des engins mécaniques, droits brevetés d'invention, ainsi que le droit de faire usage de ces appareils ou droits patentés se rapportant aux objets précités ;

Bâtir, entretenir, exploiter sur sa propriété ou sur celle qu'elle contrôle, des réseaux de télégraphe et de téléphone, de jetées, barrages, biez, canaux, forces hydro-électriques et autres, des aqueducs, routes, fabriques, bâtisses, moulins, entrepôts et magasins nécessaires et utiles à ses opérations, aussi prendre, acquérir par bail ou autrement des forts ou concessions forestières, construire, pour les opérations de la compagnie, des moulins à seie, ainsi qu'aucun autre procédé de coupe de bois, aux fins des opérations de la compagnie, pour les fins aussi de la compagnie vendre, louer, ou aliéner tous les droits ou pouvoirs qu'on aura acquis par et en vertu de ces pouvoirs ;

Notice is hereby given that the letters patent issued the twenty first day of August, 1920, in favor of "Northwestern Oil Company, Limited" (No Personal Liability) have been corrected and replaced by the following, in conformity with article 5967, Quebec Companies' Act, 1920 :

**"Northwestern Oil Company, Limited"  
(No Personal Liability).**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, articles 6743 and following, R. S. Q., 1909, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of August, 1920, incorporating : James Meredith Tresidder, broker ; William Cantwell Strachan, broker ; John Humphries, cinematographer, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To prospect and explore for mines or minerals oils, shales, tar sands, stone, salt, mica, building stone, and any minerals of whatever kind of nature ;

Carry on all operations by which soil, earth, rocks, and stones, oils, shales, tar sands, salt, mica, gold, silver, copper, or any other mineral or oils or by products thereof for the purpose of extracting any minerals or oils whatever, to be mined, dug, bored for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner to render such minerals of by-products thereby merchantable by any means whatsoever, and to sell or otherwise dispose of them ;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest, therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, and the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes ;

Build, maintain, and exploit upon its own property or upon these under its own control, telegraph, and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses, and stores necessary and useful in its operations, and to take, acquire by lease or mills, warehouses, and stores necessary and useful otherwise any timbers or timber limits, and to erect for the purpose of carrying on the Company's business, saw-mills, and any other made of cutting timber for the purpose of the company's operations, and for the purpose of the company to sell, lease or dispose of any such rights or powers which they may have acquired in and by virtue of these powers.

Acquérir l'achalandage, les droits, biens et valeurs de toute espèce, assumer la totalité ou aucune partie du passif, prendre à bail et continuer le commerce d'aucune personne, société ou corporation, et les payer en argent, en actions ou en obligations de la présente compagnie ou autrement ;

Manufacturer, acheter et vendre toutes les sortes d'effets, marchandises, outils et appareils nécessaires à la compagnie, à ses domestiques ou employés ;

Bâtir, acquérir, posséder, affréter et utiliser les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits ;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débiteures ou autres valeurs émises par aucune compagnie minière, en paiement des minerais, terres, bois, marchandises ou structures ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, la propriété, les privilèges, franchises, contrats ou droits d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie, aucun commerce que peut exercer une compagnie constituée en vertu de la présente section et payer ces acquisitions en actions entièrement ou partiellement libérées de la présente compagnie ;

Faire tous les actes et opérations nécessaires aux précités ou qui peut aider à la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation, sous le nom de "Northwestern Oil Company, Limited", (No Personal Liability), avec un fonds social total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux cent cinquante mille (250,000) parts de une piastre (\$1.00) chacune. Les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle ou obligation en sus du prix payé ou qu'on a convenu à payer à la compagnie, pour leur actions.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour d'août 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

593

C.-J. SIMARD.

#### "Adler Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1921, constituant en corporation : Henri Chapdelaine, comptable ; Ulric Lacroix, commis ; Jean-Marie-Alphonse Larivière, inspecteur ; Henri Larivière, commis et Léo Lamer, sténographe. tous des cité et district de Montréal dans les buts suivants :

Faire commerce comme manufacturier, marchand en gros ou en détail dans toutes les lignes de confection pour hommes, jeunes gens et enfants, y compris les sous-vêtements et accessoires de toilette et généralement tout ce que relève de l'habillement ;

Faire tout commerce similaire que ladite compagnie jugera à propos et convenable d'entreprendre acquérir par achat, échange ou autrement en partie ou totalité tout fonds de commerce similaire y compris les locaux ateliers stock, clientèle, franchises et généralement tout actif et d'en effectuer le paiement soit en argent ou en actions acquittées de ladite compagnie ;

Emettre tout montant d'actions acquittées ou autres garanties de ladite compagnie en paiement de toute dette de ladite compagnie ou autre passif ou services rendus ;

To acquire the good will, rights, property and assets of all kinds, and to undertake the whole or any part of the liabilities or to take on lease and continue the business of any person, firm or corporation and to pay for same in cash, shares or bonds of this company or otherwise.

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools, and apparatus required for the company, or its servants or workmen ;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products ;

Receive, hold, and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, timber, merchandise or works ;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in part or in fully in this company ;

Do all such acts and operations necessary to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the object for which it was incorporated, under the name of "Northwestern Oil Company, Limited", (No Personal Liability), with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two hundred and fifty thousand (250,000) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each. That the shareholders incur no personal responsibility or liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated at office of the Provincial Secretary, this twenty first day of August, 1920.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

#### "Adler, Limitée".

Notice is hereby given that under the Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1921, incorporating : Henri Chapdelaine, bookkeeper ; Ulric Lacroix, clerk ; Jean-Marie-Alphonse Larivière, inspector ; Henri Larivière, clerk and Léo Lamer, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturer, wholesaler and retailer in men's, young men's and children clothing, gents furnishing and generally all that is connected with said line of business ;

To carry on any such other business similar that the said company should deem advisable, to acquire by way of purchase, exchange or otherwise any such business or part thereof, of similar kind, including plants, stock, good will, franchise and assets generally and to pay for the same in cash or fully paid up shares of the said company ;

To issue or allot paid up shares of the said company bonds, or other security of same in payment of the debts or liabilities of the said company or services rendered ;

Signer endosser émettre ou autrement exécuter tout billet promissoire, lettre de change, connaissance, mandat et autres effets négociables et transportables pour et au nom de ladite compagnie ;

Acquérir par achat, échange ou autrement tout immeuble qui sera jugé nécessaire pour les fins dudit commerce, louer, réparer, transformer tout local qui sera jugé nécessaire pour les fins dudit commerce ;

Faire tout ce qui sera nécessaire dans le but de mener à bonne fin la présente entreprise, sous le nom de "Adler Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sorel, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province.

597 C.-J. SIMARD.

#### "Quebec Cereal & Grain Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de février 1921, constituant en corporation : Wladys Marion Keating, épouse séparée de biens de Harold John Buckler Keating, agent, — ledit Harold John Buckler Keating, agent, et S.-Jules LaRue, notaire, tous trois résidant en la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter et vendre, importer et exporter, en gros et en détail, du grain, du vin, des provisions et autres denrées et marchandises ;

Exercer aucun autre commerce, manufacturier ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit avec d'autres ;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Quebec Cereal & Grain Company, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec, au numéro cent vingt de la rue Saint-Pierre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province.

599 C.-J. SIMARD.

#### "The City Sponging Works, Limited".

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1921, constituant en corporation : Moses Sherker, Asher Marcovitz, gérants, Oscar Cohen, marchand, Moses

To draw, make, endorse, execute or otherwise issue promissory notes, drafts, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To acquire by way of purchase, exchange or otherwise real estate for the purpose of the said business, or as investment of the surplus of said business, to lease, rent, store or other premises for the said business, repair, alter, transform same as it may be deemed advisable by the said company ;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above object, under the name of "Adler Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Sorel, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,

598 Assistant Provincial Secretary.

#### "Quebec Cereal & Grain Company, Limited".

Notice is hereby given that Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1921, incorporating : Wladys Marion Keating, wife separate as to property of Harold John Buckler Keating, agent ; the said Harold John Buckler Keating, agent, and S.-Jules LaRue, notary, all three residing in the city of Quebec, for the following purposes :

To buy and sell, import and export, wholesale and retail, grain, hay, provisions and other goods and merchandise ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To do all or any of things aforementioned as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all things incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Quebec Cereal & Grain Company, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business at the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec, at number one hundred and twenty Saint-Peter street.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,

600 Assistant Provincial Secretary.

#### "The City Sponging Works, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1921, incorporating : Moses Sherker, Asher Marcovitz, managers ; Osias Cohen, merchant ; Moses Hertchikoff,

Hertchikoff, courtier, de la cité de Montréal, Isaac Knauffman, manufacturier, d'Outremont, aux fins suivantes :

Exercer le commerce et le négoce qui consistent à éponger, plier et mesurer les soies, satins, tissus, lainages de toute sorte et les cotonnades en général ;

Exercer le commerce et l'industrie consistant à manufacturer et vendre les hardes et vêtements de toute espèce et description, à être marchands de nouveautés, soies, satins, garnitures de tailleurs, étoffes, draps et cotonnades généralement, de fournitures de tailleurs, à être habilleurs ;

Manufacturer et trafiquer des pièces de coton, piqués, et généralement de toutes choses confectionnées avec le coton et la laine pour servir dans la confection des habits ou autrement ;

Exercer aucune autre industrie semblable qui est connexe à la précédente et que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec l'industrie ci-haut ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, acquérir aussi l'achalandage d'aucun commerce constituée ou non, et payer en actions de la compagnie lesdits biens, commerce, passif et achalandage ;

Acquérir par achat ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir aux objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires aux fins de son commerce, et particulièrement des terrains, bâtisses, commodités, machines, outillages et fonds de commerce ;

Transiger sur immeubles d'une manière générale, et faire affaires comme agents fonciers ;

Emprunter, prêter ou garantir le paiement de denier de la manière que la compagnie croira convenable, et particulièrement par émission de débetures garanties sur la totalité ou aucune propriété de la compagnie, présente et future, mobilière et immobilière, ou en consentant des hypothèques sur aucuns immeubles appartenant à la corporation ;

Prêter de l'argent à aucune personne ou compagnie constituée ou non-constituée et garantir ces prêts de la manière que la compagnie croira la meilleure ;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, d'aucune débeture, des autres valeurs de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires ;

Souscrire ou autrement acquérir et posséder des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation ;

Vendre, améliorer, administrer, développer,

broker, of the city of Montreal ; Isaac Kauffman, manufacturer, of Outremont, for the following purposes :

To carry on the trade and business of spongers, pleaters, and measurers of silks, satins, textiles, generally ;

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in clothing and garments of every kind and description, and dealers in dry goods, silks, satins, tailor's trimmings, textile fabrics and cloth and cotton goods generally and tailor's supplies and outfitters ;

To manufacture and deal in cotton pads, quiltings, and generally all things made out of cotton and wool to be used in the manufacture of clothes or otherwise ;

To carry on any other similar business which is germane to the foregoing and which may seem to the company to be conveniently carried on in connection with the above business ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of the company, and to acquire the good will of any business, corporate or unincorporated and to pay for the said property, business liabilities and good will by shares of the company ;

To acquire by, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to the use of any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

Generally to purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary for the purposes of its business, and in particular, any land, buildings, easements, machinery, plant, and stock-in-trade ;

To deal generally in real estate and carry on the business of real estate agents ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such manner as the company shall think fit, and in particular, by the issue of debentures charged upon all or any of the company's property, both present and future, moveable and immoveable, or by the granting of hypothecs upon any immoveables belonging to the company ;

To lend money to any person or company, corporate or unincorporated, and secure such loans in any manner the company may think best ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guarantee to place any of the shares in the company's capital, or any debenture or other securities of the company or the conduct of its business ;

To take or otherwise acquire and own shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange,

échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Émettre et signer des chèques, billets, lettres de change, garantir, cautionner et se rendre responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes, ou autres obligations d'aucune espèce quelconque d'aucune autre corporation, société ou personne avec laquelle la compagnie est en relations d'affaires ;

Payer les frais nécessaires de la présente constitution ou corporation, sous le nom de "The City Sponging Works, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1921.

Le sous-secrétaire de la province.

601

C.-J. SIMARD.

#### "Med Paquette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1921, constituant en corporation : Médard Paquette, maître-boulangier ; L.-Conrad Barbeau, marchand et Bernard Bourdon, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter et prendre à son nom le commerce, y compris la clientèle, et les biens généralement mobiliers affectés au commerce actuellement exercé par Médard Paquette, de la cité de Montréal ;

Exercer l'industrie en gros et en détail, et généralement faire les affaires de meuniers, boulangers, pâtisseries, confiseurs, fabricants de pain, de biscuits et aliments cuits, de tous genres, subordonnement aux lois et règlements locaux, municipaux et autres à cet égard ;

Faire le commerce en général de tous matériaux, ingrédients ou autres nécessaires à l'industrie ci-haut désignée ;

Manufacturer, acheter, posséder ou vendre la machinerie de toutes sortes que peuvent utiliser les boulangers ou confiseurs ;

Acheter ou autrement acquérir, vendre des biens fonds pour les fins de l'industrie de la compagnie et en disposer à volonté ;

Construire, acheter, acquérir, ou autrement établir des boulangeries et des confiseries et les vendre ou autrement en disposer pour la compensation que la compagnie jugera bonne ;

Produire, pour les fins de la compagnie, de l'électricité de la vapeur ou autre énergie ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre que la compagnie croira pouvoir être exercée convenablement en rapport avec l'industrie de la compagnie et devoir augmenter, directement ou indirectement, la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie du commerce et des affaires de toute personne ou corporation faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie, s'associer ou faire toute convention au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie dans le but de promouvoir les intérêts de cette compagnie ;

lease, hypothecate, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To issue and sign cheques, notes, bills of exchange, and guarantee and give security for and become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings ;

To pay all the necessary costs of the present incorporation, under the name of "The City Sponging Works, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty sixth day of January, 1921.

C.-J. SIMARD,

602

Assistant Provincial Secretary.

#### "Med Paquette, Limitée".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1921, incorporating : Médard Paquette, master-baker ; L. Conrad Barbeau, merchant, and Bernard Bourdon, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To purchase and take over in its name the business including the goodwill and the moveable property generally in connection with the business actually carried on by Médard Paquette, of the city of Montreal ;

To carry on business wholesale and retail, and generally carry on the business of millers, bakers, pastry-men, confectioners, makers of bread, biscuits and cooked foods of all kinds, subject to the local, municipal and other laws and regulations to such effect ;

To generally deal in any materials, ingredients or other necessary for the aforesaid designated business ;

To manufacture, purchase, hold or sell the machinery of any kind that bakers or confectioners may use ;

To purchase or otherwise acquire, sell real estate for the purposes of the business of the company and dispose of same at will ;

To construct, purchase, acquire or otherwise establish bakeries and confectioneries and sell or otherwise dispose thereof for the compensation that the company may deem fit ;

To produce, for the purposes of the company, electricity, steam or other power ;

To carry on any other business manufacturing or otherwise that the company may deem to be suitably carried on in connection with the business of the company and that may increase directly or indirectly the value of the property or rights of the company or render them profitable ;

To acquire or take over the whole or part of the trade and business of any person or corporation carrying on any similar business to that of the present company, to amalgamate with or make any arrangement respecting the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint risks, reciprocal concessions or otherwise with any person or company for the purpose of promoting the interests of the company ;

Demander, obtenir, acheter, enregistrer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser vendre et céder des marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, inventions et brevets, licences et privilèges qui peuvent être obtenus de tout gouvernement ou corporation, les utiliser et en disposer, accorder des permis pour leur usage ou autrement, faire valoir lesdits biens ainsi acquis ;

Acquérir toutes actions ou débetures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement ;

Conclure toute convention avec les autorités ou corps publics, municipaux, locaux, provinciaux, ou autres qui paraîtraient être à l'avantage et dans l'intérêt de la compagnie et obtenir de tels corps publics ou autres personnes tous droits, privilèges ou concessions qui pourraient être utiles à la compagnie ;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'une partie des entreprises de la compagnie pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les fins seraient identiques à celle-ci ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, céder, tout ou partie des biens et droits de la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens propres aux fins de la compagnie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce ;

Acquitter les obligations de la compagnie en tout ou en partie, en argent, valeurs ou actions libérées de son capital social ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables ou transférables ;

Exercer tous les pouvoirs ci-dessus, comme principaux ou agents, ou entrepreneur ou autrement, et soit seuls, soit en société ou coopération avec d'autres personnes, faire tous autres genres d'affaires ou autres opérations qui peuvent directement ou indirectement aider la compagnie à remplir les objets ci-dessus, sous le nom de "Med Paquette, Limitée", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00) divisé en quatorze cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres chacune (\$100.00).

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
603 C.-J. SIMARD.

To apply for, obtain, purchase, register or otherwise acquire, hold, own, utilize, sell and assign trade marks, formulas, secret processes, trade names and distinctive marks, inventions and patents, licenses and privileges that may be obtained from any government or corporation, make use of or dispose thereof, grant permits for their use or otherwise turn to account the said property thus acquired ;

To acquire any shares or debentures of any other companies and dispose thereof by alienation or otherwise ;

To enter into any agreement with any authorities or public bodies, municipal, local, provincial or other that may appear to be to the advantage and in the interest of the company, and obtain from such public bodies or other persons any rights, privileges or concessions that may be useful to the company ;

To sell or dispose of the whole or a part of the undertakings of the company for the compensation that the company may deem fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company whose purposes may be identical to the latter ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, assign the whole or part of the property and rights of the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any property suitable for the purposes of the company and in particular any machinery, equipment or stock in trade ;

To pay for the obligations of the company in whole or in part with cash, securities or paid up shares of its capital stock ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments ;

To exercise all the hereinabove powers as principals or agents or contractor or otherwise, and either alone or in partnership or cooperation with other persons, and do any other kind of business or other operations that may directly or indirectly assist the company to fulfil the hereinabove objects, under the name of "Med Paquette, Limitée, with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into fourteen hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
604 Assistant Provincial Secretary.

#### "Arrow Clothing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de février 1921, constituant en corporation : Isidore Popliger, Benjamin Robinson, avocats ; Gerard Lanctôt, étudiant-en-droit ; Joseph-Oliver Bonnier, fiduciaire, et George Achille Normandin, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire commerce en gros et au détail du drap, des vêtements et complets ;

Manufacturer les hardes et vêtements de toute espèce, et généralement exercer aucun commerce ou négoce se rattachant aux objets de la compagnie ;

#### "Arrow Clothing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1921, incorporating : Isidore Popliger, Benjamin Robinson, advocates ; Gerard Lanctôt, student-at-law ; Joseph-Oliver Bonnier, trustee, and George Achille Normandin, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To deal wholesale and retail in cloth, clothing and ready to wear ;

To manufacture clothing and wearing apparel of every kind, and generally carry on any business or trade incidental to the company's purposes ;

Organiser et développer aucune compagnie ou corporation ou s'amalgamer avec icelle ;

Emprunter sur hypothèque ou par émission d'obligations ou de débiteures garanties en tout ou en partie par la compagnie ;

Acquérir aucune entreprise semblable où se rattachant à celle de la compagnie en actions, obligations ou autrement ;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété acquise par la compagnie, des services rendus et distribuer en nature aux actionnaires aucune propriété ou valeur appartenant à la compagnie ou dont elle peut disposer, sous le nom de "Arrow Cloting Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce cinquième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

609 C.-J. SIMARD.

#### "International Athletic & Social Club".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnie de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de janvier 1921, constituant en corporation : Charles-G. Jackson, tailleur ; Percy Millington, contrôleur, et Benjamin Sportsman, pédicure, tous de Montréal, aux fins suivantes :

Former une société ou un club de récréation et d'amusement, pour récréer le corps et l'esprit, avec pouvoir de détenir une licence de vente du vin et de la bière, en vertu de la loi des Licences et de Prohibition de Québec et de tous amendements qui peuvent affecter icelle loi ;

Prendre charge, connue d'une affaire en exploitation, d'aucun autre club dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation, et le payer en actions du capital ;

Détenir des actions dans aucune autre compagnie aucun autre club dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de ce club ;

Construire, acheter, louer, grever les immeubles qui pourront être nécessaires aux fins du club ou à aucune autre fin ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, lettres de change, et autres instruments négociables ;

Imposer des droits d'entrée, souscriptions mensuelles ou autres aux membres, avoir aussi le pouvoir d'emprunter de l'argent des membres ou d'aucune autre personne, sur le crédit et aux conditions dont on conviendra de temps à autre

Acquérir aucune propriété personnelle que ledit club croira désirable de posséder, aussi revendre la propriété personnelle qui ne sera pas nécessaire à ses fins ; aussi négocier et s'arranger avec les assemblées et autorités municipales pour l'obtention d'aucuns privilèges ou contrats dans l'intérêt du club ;

Tenir, gérer un restaurant, une salle à diner, à manger, de rafraichissements au profit du club ;

Avoir de plus le pouvoir de bâtir, organiser et gérer des jeux de quilles, des salles de billards, piscines, concours de lutte et de boxe au profit du club et de ses membres, et généralement faire ce qui semblera le plus propre à servir les intérêts

To promote and develop any company or corporation or amalgamate therewith ;

To borrow on hypothecs or by the issue of bonds or debentures guaranteed by the company in whole or in part ;

To acquire any undertaking similar or incidental to that of the company and to pay for the same in cash, shares, bonds or otherwise ;

To issue paid up shares of the company in full or part payment of any property acquired by the company for any service rendered and distribute in kind, to the shareholders any property or security belonging to the company or which it may dispose of under the name of "Arrow Clothing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20 000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD

610 Assistant Provincial Secretary.

#### "International Athletic & Social Club".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of January, 1921, incorporating : Charles G. Jackson, tailor ; Percy Millington, conductor and Benjamin Sportman, foot specialist, all of Montreal, for the following purposes :

To form association or Club for recreation and amusement, for the purposes of recreation of both body and mind and having power to hold license for the sale of wine and beer under the provision of the Quebec License and Prohibition Law and any amendments that may be made to the said Law ;

To take over as a going concern any other club having objects similar to those of this corporation, and to pay for same in shares of stock ;

To hold shares in any other company or club having objects altogether or in part similar to those of this club ;

To make, purchase, lease, hypothecate real estate that may be required for the purposes of the club or any other purpose ;

To draw, make, accept, endorse, discount, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To charge initiation fees, monthly subscriptions or otherwise to members and also have power to borrow money from members or any other person on such credit and under such terms as may from time to time be arranged ;

To acquire any personal property which the said club may find it desirable to own, and to re-sell such personal property that they may not require for the purposes ; also to enter into negotiations and arrangements with municipal councils and authorities or for the purposes of securing any privileges or contracts that may promote the interest of the club ;

To maintain, conduct a restaurant, dining room, eating room, refreshment for the benefit of the club ;

To further have power to build, promote and conduct bowling alleys, billiard halls, swimming pool, wrestling and boxing matches for the benefit of the club, and its members, and generally to do what may seem best calculated to promote the

du club, posséder un local de club et d'autres commodités et d'une manière générale procurer aux membres et à leurs amis tous privilèges, avantages, les commodités et le confort d'usage dans un club, sous le nom de "International Athletic & Social Club", avec un fonds social total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de janvier 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

611 C.-J. SIMARD.

**"D. E. S., Limitée—D. E. S., Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1921, constituant en corporation : Gustave-C. Piché, ingénieur forestier ; Lucien Paradis, Léo Paradis, mécaniciens ; Ernest Roy, avocat, et Marie-Louise Grégoire, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, importer, manufacturer, fabriquer toutes pièces, accessoires d'automobile, d'avion, de machinerie et en général tous genres d'objets, d'articles de marchandises et de produits que ce soit, en se servant de toutes matières premières que ce soit ; exercer en général l'industrie d'entrepreneur et de constructeur, pour tous genres d'entreprise et de construction que ce soit ; manufacturer l'acier, le fer et en faire le commerce ; exercer l'industrie, le commerce ou les affaires de maître-forgeron, de convertisseur d'acier, et de fondeur de fer, de cuivre, d'aluminium ou d'autre métal quelconque, dans toutes ses branches ;

S'occuper de l'industrie, de l'exploitation et du commerce de produits chimiques, des engrais, de la distillerie, de teinturerie, manufacturier de gaz, métallurgiste, ingénieur mécanique ;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, altérer et louer les machineries, les instruments, stock, roulant et quincaillerie de quelque nature que ce soit ;

Entreprendre et exécuter tout contrat pour tous travaux et entreprises comprenant l'emploi et l'usage de toute machinerie et s'occuper de toute chose, accessoires ou autres travaux compris dans tel contrat ;

Exercer toute autre affaire ou entreprise, soit manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'exercer, en rapport avec ce que ci-dessus mentionné ou qui semblera devoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou rendre plus profitable les propriétés, droits ou affaires de la compagnie ;

Acquérir, acheter, exploiter et conduire, en tout ou en partie, les affaires, actif, propriétés, entreprises, passif de toute personne, syndicat, compagnie, corporation s'occupant de toute affaire quelconque dont la compagnie est autorisée à s'occuper ou de toute affaire similaire, en tout ou en partie ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir et disposer de quelque manière que ce soit, les brevets, licences, concessions et privilèges conférant un droit exclusif, limité ou non, à l'usage de tout secret ou autre connaissance, renseignement ou information relatif à toute invention quelconque qui paraîtra susceptible de servir aux fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera propre, directement ou indirectement, à profiter à la

interest of the club, and provide a club house and other conveniences and generally afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club, under the name of "International Athletic & Social Club", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of January, 1921.

C.-J. SIMARD,

612 Assistant Provincial Secretary.

**"D. E. S., Limitée—D. E. S., Limited".**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1921, incorporating : Gustave-C. Piché, forestry engineer ; Lucien Paradis, Léo Paradis, mechanics ; Ernest Roy, advocate, and Marie-Louise Grégoire, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To purchase, sell, import, make, manufacture automobile, motor-truck, machinery parts and accessories, and generally all kinds of goods, wares, merchandise and products whatever, by making use of any raw materials whatever ; to generally carry on the business of contractors and builders for any kind of undertaking and building whatever ; to manufacture steel, iron and deal in same ; to carry on the industry, trade or business of iron-masters, steel manufacturers, and iron, brass, aluminum or any other metal founders whatever in all its branches ;

To carry on the business of dealers in chemicals, fertilizers, distillers, dyers, gas manufacturers, metallurgists and mechanical engineers ;

To purchase, sell, manufacture, repair, convert, alter and lease machinery, implements, rolling stock and hardware of every kind and description ;

To undertake and carry out any contracts for works and undertakings purporting the use and utilization of any machinery, and to perform all and everything, accessories or other works connected with such contracts ;

To carry on any other business or undertaking manufacturing or otherwise, which may seem capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property, rights or business ;

To acquire, purchase, operate and carry on, undertaking and liabilities of any person, syndicate, company or corporation carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on or engage in, in whole or in part ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, and to dispose on any manner, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exer-

compagnie ; utiliser, exercer, développer, accorder des permis à leur sujet ou faire valoir autrement les propriétés, biens, brevets, licences, concessions, droits, informations ou renseignements ainsi acquis ;

Vendre, aliéner, louer en tout ou en partie, ou autrement en disposer, l'actif, les propriétés, les droits ou l'entreprise de la compagnie, pour tel prix, considération, et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables, et en particulier, accepter comme paiement des actions, actions-obligations, bons, obligations, débetures ou toute autre garantie de toute autre compagnie poursuivant des objets en tout ou en partie similaires à ceux poursuivis par cette compagnie ;

Faire des conventions, arrangements ou contrats avec toute municipalité locale ou autre qui peuvent sembler avantageux à la compagnie ou en rapport avec quelques-uns des objets dont la compagnie a le droit de s'occuper, et obtenir de toute telle autorité, tout privilège et concessions que la compagnie trouvera désirable ;

Exécuter, remplir et exercer tout ce qui sera nécessaire en rapport avec lesdits arrangements, conventions et contrats, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie dont les fins, l'objet et le but sera d'acheter, d'acquérir en tout ou en partie, et de s'en charger, les affaires, propriétés, actif, entreprise et passif de la compagnie ou pour toute autre fin, objet ou but qui pourra paraître, directement ou indirectement, être au bénéfice de la compagnie ;

Acheter, louer, échanger, posséder ou autrement acquérir toute propriété personnelle et tout droit ou privilège que la compagnie croira nécessaire ou convenable pour les fins de ses affaires et, en particulier, toute machine, établissement, fonds de commerce ; construire, améliorer, maintenir, développer, gérer, exploiter ou contrôler tout chemin, voie de communication, embranchements, voie d'évitement, pont, réservoir, cours, aqueduc, quais, manufacture, entrepôt, usine électrique, magasin, boutique, maison et autre institution, entreprise, organisation et accommodation qui pourront sembler être directement ou indirectement de nature à servir les intérêts de la compagnie et contribuer ou s'intéresser, au moyen de subside ou de quelque manière que ce soit auxdits construction, amélioration, maintien, établissement, gestion, exploitation ou contrôle ;

Adopter tel moyen qui lui semblera convenable, pour faire connaître les produits de la compagnie et en particulier, par des annonces dans la presse, au moyen de circulaires, par l'achat ou l'exposition des produits, des œuvres d'art, par la publication de livres, de journaux périodiques, de brochures, par l'octroi, de prix, récompenses ou par des donations ;

Avancer de l'argent aux clients ou autres personnes faisant des affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de contrat par telle personne ;

Payer toute acquisition faite, avantage, services rendus ou toute considération de quelque nature que ce soit que la compagnie pourra juger, bon, utile, avantageux ou nécessaires de payer en argent comptant ou avec le consentement des actionnaires en actions libérées ou en partie libérées par bons, obligations, débetures ou autres valeurs quelconques de la compagnie, ou partie l'une ou l'autre, selon qu'il sera jugé convenable par la compagnie ;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la opération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute per-

sonne, cise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, assets, patents, licenses, concessions, rights or information so acquired ;

To sell, alienate, lease or otherwise dispose of the properties, assets, rights or undertakings of the company or any part or parts thereof for such consideration and upon such terms and conditions as may be agreed upon and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects similar, in whole or in part, to those of this company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain ;

To carry out, exercise and comply with any such arrangements, contracts, rights, privileges and concessions ;

To promote any company for the purpose of acquiring or taking over, in whole or in part, any of the business, property, assets and liabilities of the company or for any other purpose which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company ;

To purchase, lease, exchange, own or otherwise acquire any personal property and any right or privilege which the company may deem necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plant and stock in trade ; to construct, improve, maintain, develop, manage, operate or control any roads, ways, branches, sidings, bridges, reservoirs, watercourses, aqueducts, wharves, factories, warehouses, electric works, stores, shops, houses and other institutions, undertakings, organizations and commodities which may seem likely to be conducive to the attainment of the company's objects, directly or indirectly, and to contribute to or assist by way of subsidies or in any other manner, in such construction, maintenance, establishment, management, operation or control ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of book and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To lend money to customers and others having dealings with the company and guarantee the performance of contracts by any such persons

To pay for any acquisition, advantage, service rendered or any other consideration which the company may deem proper, useful, advantageous or necessary, either in cash or, with the approval of the shareholders, in fully or partly paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company, or partly in one way and partly in the other, as the company shall see fit ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company

sonne ou compagnie exerçant ou engagée, ou à la veille d'exercer ou entreprendre une industrie ou transaction, que cette compagnie jugera capable d'être conduite, directement ou indirectement, à l'avantage de cette compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie; prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de telle compagnie et les vendre, détenir et rémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus, ou de toute autre manière qui sera jugé avantageuse, toute propriété ou actif de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et en particulier tous actions, actions-obligations, débetures ou autre garantie qui appartiendra à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer;

Exercer l'un ou plusieurs des pouvoirs ci-mentionnés, soit comme principal, agent, facteur ou autrement, et exercer et jouir de tous tels droits et privilèges, et faire tout autre acte avantageux à la compagnie, pour atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'eux;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, des lettres de change, mandats, valeurs en vertu de la loi des banques, non défendue aux compagnies incorporées d'après ladite loi et autres instruments négociables ou transférables;

Payer à même les fonds de la compagnie ou avec l'approbation des actionnaires, en actions de la compagnie, toute dépense et commission sur la vente ou l'obtention de souscription pour actions du capital-actions de la compagnie, soit vendu ou souscrit avant ou après l'émission de ses lettres patentes et payer les coûts, dépenses et honoraires nécessaires ou raisonnablement encourus pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, louer et en disposer, réaliser, accepter à compte, ou autrement en faire commerce, toute ou quelque partie que ce soit, des droits, actifs de la compagnie, pour du comptant ou des actions, bons, débetures, obligations ou garantie de toute autre compagnie, ou partie l'un ou partie l'autre;

Acheter, acquérir, détenir et en disposer, des actions du capital-actions, des bons ou autre garantie de toute autre compagnie, corporation, syndicat ou personne engagée de quelque manière que ce soit, dans tout ou partie de quelques-unes des affaires dont la compagnie a le pouvoir de s'occuper et acquérir, détenir, vendre ou en disposer autrement tels actions, bons et garanties;

Exercer, toute autre chose qui pourra être jugée avantageuse, profitable, nécessaire ou utile, d'une manière directe ou indirecte à la compagnie, pour atteindre toutes ou quelque-une des fins ci-dessus mentionnées;

Employer pour faire le placement des actions, actions-obligations, ou autres valeurs que la compagnie émettra, des agents à commission, et fixer la rémunération qui sera donnée à ces agents pour leurs services, laquelle rémunération pourra être payée en argent ou par remises d'actions, d'actions obligations, ou d'autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "D. E. S., Limitée—D. E. S., Limited", avec un capital total de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, as the board of directors of the company may determine, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company, or the proceeds of the sale or alienation of any property of the company, and in particular any shares, debenture-shares, bonds, debentures or other securities belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To exercise one or more of the powers herein mentioned either as principals, agents, factors or by or through trustees, agents, factors or otherwise, and to carry out and enjoy such rights and privileges and to do all such other acts as are conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, securities under The Bank Act, not forbidden to incorporated companies under the said Act, and other negotiable or transferable instruments;

To pay out of the funds of the company, or with the approval of the shareholders, in shares incurred for the sale or underwriting of any shares in the company's capital stock, either sold or subscribed for before or after the issue of its letters patent and to pay all necessary or reasonable costs, expenses and fees incidental to the incorporation and organization of the company;

To sell, improve, manage, develop, lease and dispose of, convert into, accept on account or otherwise deal in the whole or any part of the rights and assets of the company for cash or shares, bonds, debentures or securities of any other company, or partly in one and partly in the other;

To purchase, acquire, hold and dispose of the shares of stock, bonds or other securities of any other company, corporation, syndicate or person carrying on, in whole or in part, any business which this company is authorized to carry on or engage in, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of such shares, bonds and securities;

To do all such other acts and things as may be deemed advantageous, profitable, necessary or useful in any manner, directly or indirectly, for the attainment of any one or more of the objects herein above enumerated;

To employ commission agents for the placing of the shares, debenture stock or other securities that the company may issue, and fix the remuneration that may be given to such agents for their services, which remuneration may be paid in cash or by delivery of shares, debenture stock or other securities of the company, under the name of "D. E. S., Limitée—D. E. S., Limited", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec, in the district of Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce septième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
621 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
622 Assistant Provincial Secretary.

**"Claridge Hotel Corporation".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de février 1921, constituant en corporation : François-Xavier-Antoine Biron, avocat ; Percy Arnott Gregory, secrétaire ; James Edward Duckett, étudiant-endroit, tous de Montréal, aux fins suivantes :

Etablir, acquérir, posséder, louer et tenir des restaurants, cafés, cafeterias, salles à manger publiques, établir et tenir en rapport avec ceux des restaurants et échoppes de rafraîchissements ;

Construire et tenir un hôtel ou restaurant public ainsi qu'aucunes autres bâtisses ou constructions qui deviendront nécessaires à cela, y compris la construction d'un jardin sur toit et s'en servir pour tout objet approprié à l'hôtellerie, aussi tenir, vendre toutes échoppes, les magasins et objets semblables ;

Tenir toute espèce d'exposition, représentation théâtrale, donner des vues animées ainsi que d'autres spectacles et amusements s'y rattachant ;

Acquérir, détenir, vendre, transférer ou louer les biens-fonds, terrains ou bâtiments qui seront nécessaires aux objets de la compagnie ;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre société, association ou corporation, et accepter aucun prix de cette vente, location ou cession de l'argent, ou des actions, débetures, bons, titres ou d'autres obligations d'aucune compagnie ou corporation ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Exercer aucun autre commerce, conduire aucune entreprise que la compagnie croira propre à être convenablement exercé ou conduite en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie ;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir ;

Rémunérer en argent ou avec l'assentiment des actionnaires, en actions entièrement ou partiellement libérées, en parts, obligations ou en débetures de la compagnie, aucune personne, société ou corporation se livrant à la promotion et à l'organisation de la compagnie ;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce ou de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune société, association ou corpora-

**"Claridge Hotel Corporation".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1921, incorporating : François-Xavier-Antoine Biron, advocate ; Percy Arnott Gregory, secretary ; James Edward Duckett, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes :

To establish, acquire, own, lease and operate restaurants, cafes, cafeterias and public eating places, and to establish and maintain in connection with such, restaurants and refreshment booths ;

To erect and maintain a public hotel or restaurant and any other building or constructions that may become necessary thereto, including the construction of a roof garden and to use this for any purpose proper to a hotel keeper and to run, sell any or all other shops, stores and similar objects ;

To hold all and any kind of exhibition, theatrical performance, moving pictures and any shows or entertainments in connection with same ;

To acquire, hold, sell, convey or lease such real estate, lands or buildings as may be necessary for the purposes of the company ;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other firm, association or corporation and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer moneys or any shares, debentures, bonds, securities or other obligations of any company or corporation ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated to directly or indirectly advance the company's interests ;

To invest and deal with the monies of the company, not immediately required, in such a manner as may from time to time be determined ;

To issue paid up shares, bonds, or debentures for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire ;

To remunerate, either in cash or, with the approval of the shareholders, in paid up or partly paid up shares, stock, bonds or debentures of the company, any person, firm or corporation engaged in the promotion of the organization of the company ;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the company to any other firm, association or corporation and to accept by way of

tion, et accepter, comme prix de cette vente, location ou cession, de l'argent ou des actions, débetures, bons, valeurs ou autres obligations d'aucune compagnie ou corporation, sous le nom de "Claridge Hotel Corporation", avec un fonds social total de soixante mille piastres (\$60,000.00), divisé en six cents (600) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

623

C.-J. SIMARD,

consideration for such sales, lease or transfer, moneys or any shares, debentures, bonds, securities or other obligations of any company or corporation, under the name of "Claridge Hotel Corporation", with a total capital stock of sixty thousand dollars (\$60,000.00), divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

624

#### "Armstrong and Cook Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1921, constituant en corporation : John Jeremiah Cook, courtier ; Mary Armstrong, veuve ; George Hugh Armstrong, écuyer ; William Cook, avocat ; George Stuart Haigh Cook, commis de banque, tous de la cité de Toronto, dans le comté de York et la province d'Ontario, aux fins suivantes :

L'acquisition et la possession par la compagnie de toute la propriété mobilière et immobilière, des droits, contrats, de tous les intérêts connexes appartenant actuellement à la succession de feu James Armstrong et à John Jeremiah Cook, lesquels sont situés dans la province de Québec, avec l'intention que la compagnie devienne et soit incontinent investie de tous ces biens et droits mobiliers et immobiliers, avec en sus tous pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires ou se rattachant à la gestion de son entreprise, y compris vendre et aliéner cette propriété mobilière et immobilière et la grever ;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, de toutes les bâtisses ou structures, d'aucune d'icelles, qui y sont ou y seront à l'avenir construites, et prendre pour cela la garantie jugée nécessaire ;

Construire des bâtisses et trafiquer des matériaux de construction ;

Prendre ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance non payée sur le prix d'achat d'aucune des terres, bâtisses ou structures ainsi vendues, aussi vendre, grever ou autrement disposer desdites hypothèques ;

Améliorer, altérer et administrer lesdits terrains et bâtiments ;

Aider et subventionner par avances de fonds ou autrement, avec ou sans garantie, les constructeurs actuels et intentionnels qui bâtiront sur aucuns terrains appartenant à la compagnie, ou sur les terrains sis dans le voisinage des terrains corporatifs, et généralement encourager l'amélioration des terrains de la compagnie ;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations de personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires, aussi assumer et prendre charge de ces hypothèques ou obligations en souffrance, sous le nom de "Armstrong and Cook Company", avec un fonds social total de quarante mille piastres (\$40,000.00),

#### "Armstrong and Cook Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1921, incorporating : John Jeremiah Cook, broker ; Mary Armstrong, widow ; George Hugh Armstrong, esquire ; William Cook, barrister-at-law ; George Stuart Haigh Cook, bank clerk, all of the city of Toronto, in the county of York and Province of Ontario, for the following purposes :

The acquisition and holding by the company of all the moveable and immoveable property, rights, contracts, and all interest in the same and each of them now belonging to the estate of the late James Armstrong and to John Jeremiah Cook, all of which are situate in the Province of Quebec, to the intent that the company shall forthwith become and be vested with all such property and rights, moveable and immoveable, and with all powers, privileges and immunities requisite or incidental to the carrying on of its undertaking, including selling, and alienating such property, moveable and immoveable, and hypothecating the latter ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary ;

To erect building and deal in building material ;

To take or hold mortgages or any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages ;

To improve, alter and manage the said lands and buildings ;

To aid and assist by advances of money or otherwise, with or without security, builders and intending builders, upon any lands belonging to the company, or upon lands in the neighborhood of the company's lands, and generally to promote the improvement of the company's lands ;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings, and to assume and take over such mortgages or contracts on default, under the name of "Armstrong and Cook Company", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four

divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au bureau de Messieurs Brown, Montgomery & McMichael, avocats, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
625 C.-J. SIMARD.

hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the office of Messrs. Brown, Montgomery & McMichael, barristers, in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
626 Assistant Provincial Secretary.

## Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que M. Henri Grandbois, marchand de bois à Saint-Casimir, comté de Portneuf; M. Jos. T. Chénard, agent-général d'assurances, de la cité de Québec; M. Joseph Mercier, maître-imprimeur, échevin de la cité de Québec; M. L.-Arthur Richard, courtier en assurances, de la cité de Québec, présenteront un bill privé, durant la présente session de la Législature, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant la fondation d'une compagnie d'assurance-vie, sous le nom de "La Great-East Compagnie d'assurance-vie", en anglais "The Great-East Life Assurance Company." 651—7-4

Avis public est donné par Napoléon Desjardins, de Montréal, ancien contremaitre, qu'à la présente session de la Législature de la province de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension ou rente viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, le 27 janvier 1921.

Les agents du pétitionnaire,  
LAVALLEE, DESMARAIS & DE SERRES.  
417—5-4

Avis est par les présentes donné que lors de l'étude du bill No 130, intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Montréal", actuellement soumis à la Législature, la compagnie de Publication "La Presse Limitée" proposera un amendement à ce projet de loi comportant la ratification de l'acte notarié entre la cité de Montréal et la compagnie de publication "La Presse, Limitée", à l'effet de permettre à ladite compagnie de publication "La Presse, Limitée" de construire un édifice au-dessus de la ruelle "Fortification" et de pratiquer un souterrain sous la même ruelle, ledit acte notarié dûment autorisé par un règlement de la cité de Montréal.

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION  
"LA PRESSE" LIMITEE."  
Montréal, 2 février 1921. 493—5-4

Montréal, 25 janvier 1921.

Avis public est par les présentes donné que Ernest D. Twité, de Montréal, comptable, qu'à la session actuelle de la Législature de la province de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera le rappel de la résolution passée par la cité de Montréal, le 7 juin 1918, et par le conseil de la cité de Montréal, le 10 juin 1918, imposant une taxe de \$10.00 sur les célibataires ayant 25 ans ou plus et résidant, travaillant ou ayant une place d'affaires dans la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

L'agent du pétitionnaire,  
LAVALLEE, DESMARAIS & DE SERRES.  
397

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Mr. Henri Grandbois, lumber merchant at Saint-Casimir, county of Portneuf; Mr. Jos-T. Chénard, general insurance agent, of the city of Quebec; Mr. Joseph Mercier, printer and Alderman of the city of Quebec; Mr. L.-Arthur Richard insurance broker, of the city of Quebec, will present a bill, during the present session of the Legislature, to authorize them to establish a life assurance company, under the name of "The Great-East Life Assurance Company".

652—7-4

Public notice is hereby given by Napoleon Desjardins, of Montreal, ex-foreman, that at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, when the bill of the city of Montreal comes up for consideration, he will ask for the passing of an amendment to the charter of the city, granting him a pension or life annuity, and for other purposes.

Montreal, 27th January, 1921.  
LAVALLEE, DESMARAIS & DE SERRES,  
418—5-4 Agents for applicant.

Notice is hereby given that when bill No. 130, intituled: "An act to amend the charter of the city of Montreal", presently submitted to the Legislature comes up for consideration, "La Compagnie de Publication "La Presse, Limitée" will move an amendment to said bill to the effect of ratifying a notarial deed between the city of Montreal and "La Compagnie de Publication "La Presse, Limitée" and permitting the said "Compagnie de Publication "La Presse, Limitée" to erect a building over Fortification lane and to build an underground passage under the said lane, the said notarial deed being duly authorized by a by-law of the city of Montreal.

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION  
"LA PRESSE, LIMITEE."  
Montreal, 2nd February, 1921. 494—5-4

Montreal, 25th January, 1921.

Public notice is hereby given that Ernest-D. Twité, of Montreal, accountant, at the present session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal is taken under consideration, will ask for the repeal of the resolution passed by the city of Montreal, the 7th June, 1918, and by the council of the city of Montreal, the 10th June, 1918, levying a tax of \$10.00 on bachelors 25 years of age and over residing, working or having a place of business in the city of Montreal, and for other purposes.

LAVALLEE, DESMARAIS & DE SERRES,  
Attorneys for applicant.  
398

Avis public est par le présent donné, que Monsieur William-Thomas Wilkinson, inspecteur, de la ville de Montréal-Ouest, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi validant, ratifiant et confirmant la vente par M. John-R. McDonnell, John-A. McDonnell, Walter-B. McDonnell et Herbert-D.-A. McDonnell, des lots numéro dix et cinquante-cinq du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles à M. William-Thomas Wilkinson et Antoine David et ratifiant, confirmant et déclarant légaux et valides à toutes fins et intentions les actes suivants, savoir : (a) Acte de vente par John-R. McDonnell, John-A. McDonnell et Walter-B. McDonnell à William-Thomas Wilkinson et Antoine David, passé devant R.-B. Hutcheson, notaire à Montréal, le vingt-trois juillet mil neuf cent douze ;

(b) Acte de vente par Herbert-D.-A. McDonnell auxdits William-Thomas Wilkinson et Antoine David, passé devant R.-B. Hutcheson, notaire à Montréal, le treize septembre mil neuf cent douze ;

Montréal, 3 février 1921.

Le procureur,

WILLIAM-THOMAS WILKINSON.

J.-C.-V. Roy, N. P.,

92 Notre-Dame-Est, Montréal 501-5-4

Avis est aux présentes donné que John-Joseph Robson et Thomas-Yates Foster, de la cité de Montréal, comptables, solliciteront de la Législature, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant leur nomination comme curateurs de la succession insolvable de feu Michael-Joseph Stack, ainsi que tous les actes par eux faits comme tels, et spécialement ratifier la vente, le transfert et les titres de certaines propriétés faisant partie de ladite succession, à savoir :

1. Parties des subdivisions 190 et 192 du lot 219, paroisse de Montréal, Westmount ;
2. Subdivision 4 du lot 306, quartier Saint-Laurent, Montréal ;
3. Le lot 1366, quartier Sainte-Anne, Montréal ;
4. Le lot de subdivision 141 du lot 181 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, et la partie nord-ouest du lot No 47 dudit plan ;

5. Les droits de ladite succession sur un certain lot de grève à eau profonde sis dans le Lac Saint-Louis, paroisse de Lachine, en avant du lot 181-41, du plan officiel de ladite paroisse ;

6. La subdivision 39 du lot 875 du plan officiel de la paroisse de Lachine, et une partie de la subdivision 21 dudit lot 875, et pour autres fins.

Montréal, 21 janvier 1921.

Les procureurs des requérants,

323-4-4 BLAIR, LAVERTY & HALE.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour que le projet de loi de la cité de Montréal (Commission administrative) et celui de la Commission de la charte de la cité de Montréal, lorsqu'ils seront soumis à la Législature, soient amendés de manière à pourvoir à l'annexion des municipalités suivantes à la cité de Montréal : cité d'Outremont ; cité de Westmount ; cité de Verdun ; ville LaSalle ; ville Saint-Pierre ; ville Montréal-Ouest ; cité de Lachine ; village de la Côte-Saint-Luc ; ville de Hampstead ; ville de Mont-Royal ; ville de Saint-Laurent ; paroisse de Saint-Laurent ; village Saraguay ; ville

Public notice is hereby given that William Thomas Wilkinson, of the town of Montreal West, inspector, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to secure the passing of an Act to ratify, confirm and make valid the sale by John-R. McDonnell, John-A. McDonnell, Walter-B. McDonnell and Herbert-D.-A. McDonnell, of the lots numbers ten and fifty-five on the official plan and in the book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles to MM. William-Thomas Wilkinson and Antoine David, and also to ratify, confirm and declare legal and valid to all intents and purposes the following deeds, viz :

(a) Deed of sale by John-R. McDonnell, John-A. McDonnell and Walter-B. McDonnell to William-Thomas Wilkinson and Antoine David, passed before R.-B. Hutcheson, notary at Montreal, on the twenty third day of July, nineteen hundred and twelve.

(b) Deed of sale by Herbert-D.-A. McDonnell to the said William-Thomas Wilkinson and Antoine David, passed before R.-B. Hutcheson, notary at Montreal, on the thirteenth day of September, nineteen hundred and twelve.

Montreal, 3rd February, 1921.

WILLIAM-THOMAS WILKINSON,

Attorney.

J.-C.-V. Roy, N. P.,

92 Notre-Dame street East, Montreal 502-5-4

Notice is hereby given that John-Joseph Robson and Thomas-Yates Foster, of the city of Montreal, accountants, will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act to confirm their appointment as curators of the insolvent estate of the late Michael-Joseph Stack, and all acts accomplished by them in such capacity, and especially to ratify the sale, transfer and titles of certain properties forming part of such estate, being :

1. Portions of subdivisions 190 and 192 of lot 219, parish of Montreal, Westmount ;
2. Subdivision 4 of lot 306, Saint Lawrence ward, Montreal ;
3. Lot 1366 Saint Ann's ward, Montreal ;
4. Subdivision lot 141 of lot 181 on the official plan and book of reference of the town of Lachine, and the north west portion of lot No 47 on said plan ;

5. The rights of said estate in a certain beach and deep water lot lying in Lake Saint-Louis, parish of Lachine, in front of lot No 181-41, on the official plan for said parish ;

6. Subdivision 39 of lot 875 on the official plan of the parish of Lachine, and a portion of subdivision 21 of said lot 875, and for other purposes.

Montreal, 21st January, 1921.

BLAIR, LAVERTY & HALE,

324-4-4

Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that the council of the city of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its present session, in order that the bill of the city of Montreal (Administrative Commission) and that of the Montreal Charter Commission, when the same are submitted to the Legislature, may be amended to provide for the annexation of the following municipalities to the city of Montreal : city of Outremont ; city of Westmount ; city of Verdun ; town of LaSalle ; town of Saint-Pierre ; town of Montreal-West ; city of Lachine ; village of Côte Saint-Luc ; town of Hampstead ; town of Mount Royal ; town of Saint-Laurent ; parish of Saint-Laurent ; village of Saraguay ; town

Montréal-Nord ; ville Saint-Michel-de-Laval ; ville Saint-Léonard-de-Port-Maurice ; municipalité de la paroisse Saint-Léonard-de-Port-Maurice ; ville Montréal-Est ; ville Pointe-aux-Trembles ; ville Laval-de-Montréal ; paroisse Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies.

(Par ordre),

Le greffier de la cité,

RENE BAUSET.

Bureau du greffier de la cité,

Hôtel-de-ville.

Montréal, 25 janvier 1921.

363—44

Avis est par les présentes donné que "Brown Corporation", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, demandera à la Législature, à sa présente session, la passation d'une loi amendement sa charte et l'autorisant à acquérir l'actif et le passif, les droits et les entreprises de "Beaurivage Lumber Company" et de "Saint Lawrence Timber Industrial Company", et d'exercer en ses propres nom et droit, leurs pouvoirs tels qu'énumérés dans et accordés par leurs lettres patentes d'incorporation.

Les procureurs de la requérante,

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON.

Québec, 24 janvier, 1921.

349

of Montreal-north ; town of Saint-Michel-de-Laval ; town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice ; municipality of the parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice ; town of Montreal-East ; town of Pointe-aux-Trembles ; town of Laval-de-Montréal ; parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies.

(By order),

RENE BAUSET,

City clerk.

City clerk's office,

City Hall.

Montreal, 25th January, 1921.

364—44

Notice is hereby given that "Brown Corporation, a body politic and corporate, having its head office at the city of Quebec, will apply to the Legislature, at its present session, for the passing of an act amending its charter and authorizing it to acquire the assets, obligations, rights and undertakings of the "Beaurivage Lumber Company" and of the "Saint Lawrence Lumber Industrial Company", and to exercise, in its own name and right, their powers as enumerated in and conferred by their letters patent of incorporation.

PENTLAND, GRAVEL & THOMSON,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 24th January, 1921.

350

## Département des affaires municipales

## Department of Municipal Affairs

### CONSEIL EXECUTIF

### EXECUTIVE COUNCIL

Québec, 14 février 1921.

PRESENT : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Zénon-du-lac-Humqui, dans le comté de Matane, le vingtième jour de décembre 1920, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de la paroisse de Saint-Zénon-du-lac-Humqui, dans le comté de Matane, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,

OSCAR MORIN.

Québec, 14 février 1921

605

Québec, 14th February, 1921.

PRESENT : the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Zénon-du-lac-Humqui, in the county of Matane, on the twentieth day of December, 1920, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Zénon-du-lac-Humqui, in the county of Matane, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy minister of Municipal Affairs.

Quebec, 14th February, 1921.

606

## Département de l'Instruction publique

## Department of Public Instruction

1250-20

Québec, 7 février 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Présentation-de-la-Sainte-Vierge, comté de Jacques-Cartier, les lots Nos 508 à 530, inclusivement, les lots Nos 532 à 536, inclu-

1250-20.

Québec, 7th February, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Présentation de la Sainte Vierge, county of Jacques-Cartier, the lots Nos. 508 to 530, both inclusive, the lots Nos. 532 to 536,

sivement, 537, excepté la partie appartenant à M. Fraser, 538, 539, 541, 542, 544, 546, 547, 548, 549, partie du lot No 540 et partie du lot No 543 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, 895 et 896 du cadastre officiel de la paroisse des Saints-Anges-de-Lachine, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Théophile.

553-6-2

both inclusive, 537, save the part thereof belonging to Mr. Fraser, 538, 539, 541, 542, 544, 546, 547, 548, 549, part of lot No. 540 and part of lot No. 543 of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, 895 and 896 of the official cadastre of the parish of Saints-Anges-de-Lachine, and to erect all the above territory into a distinct school municipality, under the name of Saint-Théophile.

554-6-2

## Département des terres et forêts

### PROVINCE DE QUÉBEC

#### *Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière*

Avis est par les présentes donné que le mercredi 1er juin 1921, à 10.30 a.m. dans la salle de vente du Département des terres et forêts, en cette ville, nous affermerons à l'enchère :

1. Certaines forces hydrauliques sur les rivières Mégiscane et Bell, dans le comté de Témiscamingue ;

2. Une concession forestière d'une superficie de 400 milles carrés dans les cantons projetés de Louvicourt, Marrias, Tiblemont et Vauquelin, dans la partie supérieure du bassin de la rivière Bell.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au Département des terres et forêts, Québec.

Le sous-ministre des terres et forêts,  
411-5-17 ELZ.-MIVILLE DECHENE.

## Department of Lands and Forests

### PROVINCE OF QUEBEC.

#### *Loan of water-powers and timber limit*

Notice is hereby given that on Wednesday, 1st June, 1921, at 10.30 A.M., in the sale room of the Department of Lands and Forests, in this town, the following will be offered at auction :

1. Certain water powers on the rivers Megiscane and Bell, in the county of Temiscamingue ;

2. A timber limit of 400 square miles in area in the projected township of Louvicourt, Marrias, Tiblemont and Vauquelin, in the upper part of the valley of Bell river.

For further particulars, apply to the Department of Lands and Forests, Quebec.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,  
412-5-17 Deputy-minister of Lands and Forests.

## Département du trésor

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Merchants Casualty Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les maladies et d'assurance contre les accidents (sauf celle de ladite assurance connue sous le nom d'assurance relative à la responsabilité des patrons), a été amendé permettant en plus les classes suivantes : l'assurance de l'automobile et l'assurance de l'automobile contre le feu, le et après le dixième jour de février 1921.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce dixième jour de février 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 571-6-2

Avis est par le présent donné que la "Merchants Marine Insurance Company, Limited", a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et d'assurance de l'automobile, le et après le dixième jour de février 1921.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : John Jenkins, 17 Saint John street, Montreal.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour de février 1921.

Pou le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 573-6-2

## Treasury Department

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Merchants Casualty Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of sickness insurance and accident insurance (excluding employers liability insurance), has been extended to include automobile insurance and insurance of automobiles against fire, on and after the tenth day of February, 1921.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this tenth day of February, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 572-6-2

Notice is hereby given that the "Merchants Marine Insurance Company, Limited", has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance and automobile insurance, on and after the tenth day of February, 1921.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are John Jenkins, 17 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this tenth day of February, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance branch.

Treasury Department, Quebec. 574-6-2

## Ministère de l'agriculture

## Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Séraphin Gauthier, cultivateur, de Farnham, comté de Missisquoi, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole des comtés du Sud", avec sa principale place d'affaires dans la ville de Farnham, dans le comté de Missisquoi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du bœuf ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 15 février 1921.

Le ministre de l'agriculture,

627

JOS.-ED CARON.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Séraphin Gauthier, farmer, of Farnham, county of Missisquoi, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole des comtés du Sud", with its chief place of business in the town of Farnham, in the county of Missisquoi.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 15th February, 1921.

JOS.-ED CARON,

Minister of Agriculture.

628

## Actions en séparation de biens

## Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3766.

Dame Alexandria Abdalla, de la cité et du district de Montréal, épouse de Albert-A. Kouri, confiseur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Albert-A. Kouri, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 31 janvier 1921.

Les avocats de la demanderesse,

583-7-5

BRODEUR & THOUIN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3766.

Dame Alexandria Abdalla, of the city and district of Montreal, wife of Albert-A. Kouri, confectioner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Albert-A. Kouri, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on 31st January, 1921.

BRODEUR & THOUIN,

Attorneys for plaintiff.

584-7-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1570. Dame Alphonsine Ethier, de la cité de Montréal, épouse de Joseph-Alfred Larin, plombier, du même lieu, demanderesse ; vs Joseph-Alfred Larin, de la cité de Montréal, plombier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 février 1921.

Montréal, 14 février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,

613-7-5

DORAIS & DORAIS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1570. Dame Alphonsine Ethier, of the city of Montreal, wife common as to property of Joseph-Alfred Larin, plumber, of the same place, plaintiff ; vs Joseph-Alfred Larin, of the city of Montreal, plumber, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of February, 1921.

Montreal, 14th February, 1921.

DORAIS & DORAIS,

Attorneys for plaintiff.

614-7-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6971. Dame Marie-Blandine Brisson, épouse commune en biens de Adélard Pineault, tous deux de la ville de Rimouski, dûment autorisée, demanderesse ; vs ledit Adélard Pineault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Rimouski, 15 février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,

633-7-5

SASSEVILLE & GAGNON.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6971. Mrs. Marie-Blandine Brisson, wife common as to property of Adélard Pineault, both of the town of Rimouski, duly authorized, plaintiff ; vs the said Adélard Pineault, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this date.

Rimouski, 15th February, 1921.

SASSEVILLE & GAGNON,

Attorneys for plaintiff.

634-7-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2167. Dame Anita Prairie, de Montréal, épouse de Aristide Fontaine, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Aristide Fontaine, de Montréal, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2167. Mrs. Anita Prairie, of Montreal, wife of Aristide Fontaine, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Aristide Fontaine, of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.  
Montréal, 16 février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,  
635—7-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1564.

Dame Adèle Fournier, des cité et district de Montréal, épouse de Valère Huard, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Valère Huard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de février 1921.

Montréal, 8 février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,  
535—6-5 FONTAINE & DESJARLAIS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 137.

Dame Rosa Yelin, de la ville et district de Montréal, épouse commune en biens de Myer Hirsh Bernstein, du même lieu, demanderesse; vs ledit Myer Hirsh Bernstein, de la cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 24ième jour de janvier 1921.

Montréal, 2ième février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,  
503—5-5 POPLIGER & ROBINSON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 182.

Dame Anna Plotkin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Solomon Bass, du même lieu, commerçant, demanderesse; vs Solomon Bass, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 31ième jour de janvier 1921.

Montréal, 3 février 1921.

Les procureurs de la demanderesse,  
505—5-5 WEINFELD, SPERBER  
& LEVINE.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 518. Dame Omeline Tellier, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Joseph Montplaisir, journalier, du même lieu, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Montplaisir, de la cité et du district des Trois-Rivières, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17 janvier 1921.

Trois-Rivières, 17 janvier 1921.

Les procureurs de la demanderesse,  
257—3-5 DESILETS & FORTIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4594.

Dame Eleonard Gauthier, épouse commune en biens de J.-Osiar Labrosse, agent, tous deux des cité et district de Montréal et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Osiar Labrosse, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18 janvier 1921 contre le dit défendeur.

Montréal, le 19 janvier 1921.

L'avocat de la demanderesse,  
309—3-5 G-EMILE DEPOCAS.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.  
Montreal, 16th February, 1921.

MASSON & BILLETTE,  
636—7-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1564.

Dame Adèle Fournier, of the city and district of Montreal, wife of Valère Huard, laborer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Valère Huard, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this cause, on the 7th of February, 1921.

Montreal, 8th February, 1921.

FONTAINE & DESJARLAIS,  
536—6-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 137.

Dame Rosa Yelin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Myer Hirsh Bernstein, of the same place, plaintiff; vs The said Myer Hirsh Bernstein, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 24th day of January 1921.

Montreal, 2nd February, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,  
504—5-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 182.

Dame Anna Plotkin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Solomon Bass, of the same place, trader, plaintiff; vs Solomon Bass of the said city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 31st day of January, 1921.

Montreal, 3rd February, 1921.

WEINFELD, SPERBER & LEVINE,  
506—5-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No 518. Dame Omeline Tellier, of the city and district of Three Rivers, wife common as to property of Joseph Montplaisir, laborer, of the same place, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Montplaisir, of the city and district of Three Rivers, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 17th day of January, 1921.

Three Rivers, 17th January, 1921.

DESILETS & FORTIER,  
258—3-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4594.

Dame Eleonard Gauthier, wife common as to property of J.-Osiar Labrosse, agent, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said J.-Osiar Labrosse, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 18th January, 1921, against the said defendant.

Montreal, 19th January, 1921.

G-EMILE DEPOCAS,  
310—3-5 Attorney for plaintiff.

## Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Saint-François,  
Cour supérieure, No 14.

Dame Obélina Noël, de la ville de Scotstown,  
district de Saint-François, épouse commune en  
biens de Joseph Beaudry, de la ville de Scotstown,  
district de Saint-François, journalier, dûment au-  
torisée à ester en justice aux fins des présentes par  
un juge de la Cour supérieure, demanderesse ;  
vs ledit Joseph Beaudry, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens  
a été intentée en cette cause le 26 janvier 1921.

Sherbrooke, 26 janvier 1921.

Les avocats de la demanderesse,

581-7-5 LEBLANC & BOISVERT.

## Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Saint-François,  
Superior Court, No. 14.

Dame Obélina Noël, of the town of Scotstown,  
district of Saint Francis, wife common as to  
property of Joseph Beaudry, of the town of  
Scotstown, district of Saint Francis, laborer, duly  
authorized to *ester en justice* by a judge of the  
Superior Court, plaintiff ; vs the said Joseph  
Beaudry, defendant.

An action for separation as to bed and board  
and property has been instituted on the 26th  
day of January, 1921.

Sherbrooke, 26th January, 1921.

LEBLANC & BOISVERT.

582-7-5 Attorneys for plaintiff.

## Avis divers

Avis est par le présent donné de la part de  
"The Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire  
Insurance Company", compagnie d'assurance  
mutuelle contre le feu, qu'elle s'adressera au  
lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de  
l'article 6860 des Statuts refondus de Québec,  
1909, après publication du présent avis dans  
quatre numéros consécutifs de la *Gazette officielle*  
de Québec, dans le but de former un capital-  
actions de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

Le président,

T.-R. McCREA.

Le directeur-gérant,

GEO. ARMITAGE.

585-7-4

"Bedford Light Company, Limited", donne  
avis par les présentes qu'elle a fait application  
pour remettre sa charte conformément aux dis-  
positions de l'article 5973a des Statuts refondus  
de Québec.

Le procureur de ladite compagnie,

617

Z.-E. CORNELL.

Avis est donné qu'en vertu de la première par-  
tie de la loi des compagnies de Québec, 1920, con-  
formément à l'article 5973a, il a plu au lieutenant-  
gouverneur de la province de Québec d'accepter  
l'abandon de la charte de la compagnie "Géné-  
reux Motor Company, Limited", constituée en  
corporation par lettres patentes en date du 13  
novembre 1916.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date  
de la publication du présent avis, la compagnie  
"Généreux Motor Company, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce quizième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

649

C.-J. SIMARD.

Avis est par les présentes donné que le conseil  
d'administration de la "Charity Organization  
Society of Montreal" demande à l'inspecteur  
des sociétés de secours mutuels que le nom de  
l'organisation soit remplacé par celui de "The  
Family Welfare Association of Montreal", con-  
formément à une résolution passée à une as-  
semblée convoquée à cette fin, le dix-huitième  
jour de janvier mil neuf cent vingt-un.

Le secrétaire-général,

J.-B. DAWSON.

Montréal, Qué., 8 février 1921. 569-6-2

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given on the part of the  
"Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance  
Company" that it will apply to the Lieutenant  
Governor in Council, in virtue of article 6860  
of the Revised Statutes of Quebec, 1909, after  
publication of the present notice in four conse-  
cutive numbers of the *Official Gazette of Quebec*,  
for the purpose of raising a capital stock of two  
hundred thousand dollars (\$200,000.00).

T.-R. McCREA,

President.

GEO. ARMITAGE,

Managing director.

586-7-4

"Bedford Light Company, Limited", hereby  
gives notice that it has applied for leave to sur-  
render its charter according to the provisions of  
article 5973a, Revised Statutes of Quebec.

Z.-E. CORNELL,

Attorney for said company.

618

Notice is given that under Part I of the Que-  
bec Companies' Act, 1920, in accordance to arti-  
cle 5973a, His Honour the Lieutenant-Governor  
of the Province of Quebec has been pleased to  
accept the surrender of the charter of the com-  
pany "Généreux Motor Company, Limited" in-  
corporated by letters patent dated the 13th  
November, 1916.

Notice is further given that from and after the  
date of the publication of the present notice, the  
company "Généreux Motor Company, Limited",  
shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary,  
this fifteenth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

650

Notice is hereby given that the board of  
directors of the "Charity Organization Society  
of Montreal" are petitioning to the inspector  
of mutual benefit association to have the name  
of the organization changed to "The Family  
Welfare Association of Montreal", in accordance  
with a resolution passed at a meeting called for  
this purpose, on the eighteenth day of January,  
nineteen hundred and twenty one.

J.-B. DAWSON,

General Secretary.

Montréal, Qué., 8th February, 1921. 470-6-2

## Compagnie dissoute

## Company dissolved

"La Compagnie Electrique de Louiseville, limitée".

"La Compagnie Electrique de Louiseville, limitée".

Avis est par le présent donné que la Compagnie Electrique de Louiseville, limitée", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 26th décembre 1912, et ayant sa principale place d'affaires à Louiseville, dans le district de Trois-Rivières, est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
579 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that "La Compagnie Electrique de Louiseville, limitée", incorporated by letters patent of this Province, dated the 26th December, 1912, with its principal place of business at Louiseville, in the district of Three Rivers, is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
580 Assistant Provincial Secretary.

## ERRATUM

## ERRATUM

A la page 52 de la *Gazette officielle* du 15 janvier 1921, aux numéros 113-14, au dernier paragraphe, lisez : "La principale place d'affaires sera à Nicolet, dans le district de Nicolet", au lieu de : "La principale place d'affaires sera à Nicolet, dans le district de Trois-Rivières." 595

On page 52 of the *Official Gazette* of the 15th January, 1921, numbers 113-14, at the last paragraph, read : "The principal place of business will be at Nicolet, in the district of Nicolet", instead of : "The principal place of business will be at Nicolet, in the district of Three Rivers." 596

## Ordre de Cour

## Rule of Court

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure.

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court.

Le 15 février 1921.

15th February, 1921.

Présent : L'honorable juge P.-G. MARTINEAU, J.C.S.

Present : Honourable Justice P.-G. MARTINEAU, J. S. C.

Wilfrid Charpentier, demandeur ; vs J.-P.-R. Coderre, défendeur ; et Joseph Surprenant, opposant.

Wilfrid Charpentier, plaintiff ; vs J.-P.-R. Coderre, defendant ; and Joseph Surprenant, opponent.

Vu que l'opposant allègue la déconfiture du défendeur, il est ordonné aux créanciers de produire leurs réclamations au bureau du protonotaire au Palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

Whereas it is alleged by the opponent that the defendant is insolvent, the creditors of the said defendant are ordered to file their claims at the office of the protonotary, at the Court house in Saint-Hyacinthe, within fifteen days from the date of the insertion of this present notice.

Le P. C. S.,  
631-7-2 H.-A. BEAUREGARD.

H.-A. BEAUREGARD,  
632-7-2 P. S. C.

## Soumissions

## Tenders

Avis public est aux présentes donné que la municipalité du village de Danville recevra jusqu'à deux heures de l'après-midi, lundi, le septième jour du mois de mars prochain, des soumissions cachetées et endossées comme suit : "Soumissions pour débentures", pour des débentures au montant de dix-huit mille piastres émises en vertu du règlement 137, approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil. Ces débentures sont de la dénomination de \$500.00, échéant le 1er mai 1940, et portant intérêt au taux de six pour cent l'an, payables semi annuellement les premiers de mai et novembre de chaque année, à la Banque Canadienne du Commerce, à Danville, Qué.

Aussi pour des débentures de quinze mille piastres émises en vertu du règlement 124 approuvé par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Public notice is hereby given that the municipality of the village of Danville will receive until two o'clock in the afternoon, on Monday, the seventh day of the month of March next, tenders sealed and endorsed as follows : "Tenders for Debentures" for debentures of eighteen thousand dollars issued in virtue of by-law 137, approved by the Lieutenant-Governor in Council. These debentures are of the denomination of \$500.00, maturing May 1st, 1940, and bearing interest at the rate of six per cent per annum, payable half yearly on the first of May and November in each year, at the Canadian Bank of Commerce, Danville, Que.

Also for debentures of fifteen thousand dollars issued in virtue of by-law 124, approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Ces débentures sont de la dénomination de \$500.00, échéant le premier jour du mois de novembre mil neuf cent cinquante-sept et portant intérêt au taux de six pour cent l'an, payables deux fois par année, les premier mai et novembre, chaque année, à la Banque de Montréal, au village de Danville.

On n'acceptera pas nécessairement l'une quelconque des soumissions.

Les soumissions seront étudiées à la séance du conseil pour être tenue le même jour, à sept heures de l'après-midi.

Le secrétaire-trésorier,  
479-5-3 C.-C. BROWN.

These debentures are of the denomination of \$500.00, maturing on the first day of the month of November, one thousand nine hundred and fifty seven and bearing interest at the rate of six per cent per annum, payable half yearly on the first day of the months of May and November, in year, each at the Bank of Montreal, in the village of Danville.

None of the tenders will be necessarily accepted.

Tenders will be considered at a meeting of the council to be held on the same day at seven o'clock in the afternoon.

C.-C. BROWN,  
480-5-3 Secretary-Treasurer.

## Ventes par encan

### LA LOI DE FAILLITE

No 13-A.

Dans l'affaire de : Rodolphe Tremblay (de Roy & Tremblay, Québec), Saint-Malachie, cédant autorisé.

Comme appartenant audit cédant autorisé, savoir :

Une terra ayant environ cent trois acres en superficie, plus ou moins, faisant partie du lot numéro un (partie No 1) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Malachie, située dans le septième rang du canton Frampton et bornée comme suit : en front par le chemin public, au sud-ouest par Eddy Hurleyre, présentant Georges Hurley, au nord-ouest par Joseph Tomain et Cyrille Théberge et à la profondeur par le chemin de fer Transcontinental—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Malachie, comté Dorchester, VENDREDI, le QUATRIEME jour de MARS 1921, à 10.30 heures de l'avant-midi.

Le syndic autorisé,  
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.,  
Québec, le 26 janvier 1921. 357-4-2

### LA LOI DE FAILLITE

No 13-A.

Dans l'affaire de "Roy & Tremblay", "garage Saint-Valier", 256-258 rue Saint-Valier, Québec, cédants autorisés.

Comme appartenant auxdits cédants autorisés savoir :

Un terrain situé au côté nord de la rue Saint-Valier, à Saint-Roch, connu sous le numéro dix-huit cent soixante-quinze (1875) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel, pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, mesurant environ cinquante-quatre pieds et demi de front sur soixante-sept pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris le tank et la pompe à gasoline et à l'huile.

Pour être vendu à mon bureau, 44 rue Dalhousie, Québec, MARDI, le 1er MARS 1921, à 10.30 de l'avant-midi.

Le syndic autorisé,  
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
Canada Steamship Lines, Ltd.  
Québec, 26 janvier 1921. 359-4-2

## Auction Sales

### THE BANKRUPTCY ACT

No. 13-A.

In the matter of Rodolphe Tremblay (of Roy & Tremblay, Quebec), Saint-Malachie, authorized assignor.

As belonging to said authorized assignor, to wit :

A land having about one hundred and three acres in superficies, more or less, being part of lot number one (Part No. 1) of the official cadastre for the parish of Saint-Malachie, situate in the seventh range of the township of Frampton and bounded as follows : in front by the public road, on the south-west by Eddy Hurley representing Georges Hurley, on the north-west by Joseph Roumain and Cyrille Theberge and at the depth by the Transcontinental Railway—with buildings thereof erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Malachie, county of Dorchester, on FRIDAY, the FOURTH day of MARCH, 1921, at 10.30 o'clock in the forenoon.

J.-P.-E. GAGNON,  
Authorized trustee.

Office : 44 Dalhousie street,  
Canada Steamship Lines Ltd., Building.  
Quebec, 26th January, 1921. 358-4-2

### THE BANKRUPTCY ACT.

No. 13-A.

In the matter of "Roy & Tremblay", "garage Saint-Valier", 256-258 Saint-Valier street, Quebec, authorized assignors.

As belonging to said authorized assignors, to wit :

A lot of land situated on the north side of Saint-Valier street, in the parish of Saint-Roch, known and designated being number eighteen hundred and seventy five (1875) on the official plan and book for Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, measuring fifty four feet and a half in front by sixty seven feet in depth, the whole more or less—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the gasoline and oil pumps and tank.

To be sold at my office : 44, Dalhousie street, Quebec, TUESDAY, 1st MARCH, 1921, at 10.30 o'clock in the forenoon.

J.-P.-E. GAGNON,  
Authorized trustee.

Office : 44 Dalhousie street.  
Canada Steamship Lines, bldg.  
Quebec, 26th January, 1921. 360-4-2

## Ventes par licitation

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2205.

Samson *et al*, demandeurs ; vs Samson *et vir*, défendeurs ; et le trésorier de la province, *mis-en-cause*.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le septième jour de février mil neuf cent vingt-un, dans une cause dans laquelle Arthur Samson, inspecteur de marine ; Edouard O'Mally, commis, et Charles O'Mally, commis, tous trois de la municipalité de Bienville ; et William O'Mally, commis, anciennement de Bienville, et maintenant de Shelter Island Heights, état de New-York, États-Unis d'Amérique, sont demandeurs ; et Alexina Samson, épouse d'Ernest Roy, de la cité de Lévis, gérant de compagnie d'assurance, et ledit Ernest Roy tant pour lui-même, *es-qualité* d'exécuteur testamentaire de feu Joseph Samson, que pour autoriser sadite épouse, sont défendeurs ; et l'honorable Walter Mitchell, trésorier de la province de Québec, est *mis-en-cause*, ordonnant la licitation de certains immeubles et lopins de terre désignés comme suit :

Les subdivisions dix-huit, dix-neuf, vingt-cinq, vingt-six, onze, douze, dix-sept, vingt, vingt-quatre, six, sept, dix, treize, seize, vingt-un, vingt-trois, vingt-huit, neuf, quatorze et vingt-deux du lot primitif cent quarante-deux du cadastre officiel du village de Bienville ; toute la partie non subdivisée dudit lot numéro cent quarante-deux du susdit cadastre officiel de ladite municipalité, située au sud de la rue Wolfe, dans ladite municipalité ; la subdivision deux du lot numéro deux cent deux du cadastre officiel susdit, actuellement occupé par Dame Lauréat Tanguay et situé du côté sud du chemin du Roi ; la subdivision trente-six du lot cadastral cent quarante-deux susdit, occupé par Alfred Thibault et situé au nord de la rue Wolfe ; la subdivision vingt-neuf du lot cadastral cent quarante-deux, actuellement occupé par Alfred Thibault et situé au nord de la rue Wolfe ; la subdivision quinze dudit lot cadastral cent quarante-deux, actuellement occupé par Gaudias Parent et situé du côté est de la rue Malvina ; le numéro cent trente-cinq A, actuellement occupé par Wilfrid Duclos et situé au nord de la rue Bienville ; toute la partie triangulaire non subdivisée qui reste du susdit lot cent quarante-deux du cadastre susdit ; borné à l'est et au sud par le chemin du Roi, à l'ouest par Wilfrid Duclos, au nord par la rue Wolfe ; toute cette partie non divisée numéro deux cent deux du susdit cadastre officiel de ladite municipalité qui se trouve située entre "le chemin d'en haut" et l'avenue Montmarie ; bornée à l'ouest, partie par le chemin du Roi et partie par Arthur Samson, au nord par la rue Wolfe, à l'est par le révérend Pelletier, curé de Bienville, au sud par l'avenue Montmarie.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS mil neuf cent vingt-un, à DIX heures a.m., Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Québec, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation

## Sales by licitation

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No 2205.

Samson *et al*, plaintiffs ; vs Samson *et vir*, defendants ; and the treasurer of the Province, *mis-en-cause*.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, rendered on the seventh day of February, 1921, in a cause in which Arthur Samson, marine inspector ; Edouard O'Mally, clerk, and Charles O'Mally, clerk, all three of the municipality of Bienville ; and William O'Mally, clerk, heretofore of Bienville, and now of Shelter Island Heights, Estate of New-York, United States of America, are plaintiffs ; and Alexina Samson, wife of Ernest Roy, of the city of Lévis, superintendent of insurance companies, and the said Ernest Roy as well for himself, *es-qualité* of testamentary executor of the late Joseph Samson, as to authorize his said wife, are defendants ; and the Honourable Walter Mitchell, treasurer of the Province of Quebec, is *mis-en-cause*, ordering the licitation of certain immoveables and lots of land designated as follows, to wit :

Subdivisions eighteen, nineteen, twenty-five, twenty six, eleven, twelve, seventeen, twenty, twenty four, six, seven, ten, thirteen, sixteen, twenty one, twenty three, twenty eight, nine, fourteen and twenty two of the original lot one hundred and forty two of the official cadaster of the village of Bienville ; all this undivided part of said lot number one hundred and forty-two of the aforesaid official cadaster of the said municipality, situate on the south side of Wolfe street, in the said municipality ; the subdivision two of lot number two hundred and two of the aforesaid official cadaster, actually occupied by Mrs. Lauréat Tanguay and situate on the south side of the King's road ; subdivision thirty six of cadastral lot one hundred and forty two, aforesaid, occupied by Alfred Thibault and situate on the north side of Wolfe street ; subdivision twenty nine of aforesaid cadastral lot one hundred and forty two, actually occupied by Alfred Thibault and situate north of Wolfe street ; subdivision fifteen of aforesaid cadastral lot one hundred and forty two, actually occupied by Gaudias Parent, situate on the east side of Malvina street ; number one hundred and thirty five A, actually occupied by Wilfrid Duclos, situate north of Bienville street ; all this undivided triangular part that remains of aforesaid cadastral lot number one hundred and forty two ; bounded to the east and south by the King's road, at the west by Wilfrid Duclos, to the north by Wolfe street ; all this undivided part of cadastral lot number two hundred and two of the official cadaster of the said municipality, situate between "le chemin d'en haut" and Montmarie avenue ; bounded to the west, part by the King's road and part by Arthur Samson, to the north by Wolfe street, to the east by Revd. Pelletier, curate of Bienville, to the south by Montmarie avenue.

The said immoveables and lots will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY SECOND day of MARCH, 1921, at TEN o'clock, a.m., sitting the Court, in one of the Court rooms of the Court house of Quebec, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to

devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 11 février 1921.

Les procureurs des demandeurs,  
BERNIER, BERNIER & de BILLY.  
Vraie copie.

Les procureurs des demandeurs,  
575—7-2 BERNIER, BERNIER & de BILLY.

withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, 11th February, 1921.

BERNIER, BERNIER & de BILLY,  
Attorneys for plaintiffs.  
A true copy,

BERNIER, BERNIER & de BILLY,  
576—7-2 Attorneys for plaintiffs.

Province de Québec, district de Montréal,  
Cour supérieure, No 1999.

Avis public est aux présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, pour le district de Montréal, rendu le 8 février 1921, dans une cause dans laquelle Jean Delisio, ingénieur mécanicien, des cité et district de Montréal, est demandeur ; et Leonard Antonacio, menuisier, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs Michel et Antonio Delisio, enfants mineurs issus du mariage de feu Guilio Delisio avec Dame Maria-Vincens Terriri, et ladite Dame Maria-Vincens Terriri, et ladite Dame Maria-Vincens Terriri, épouse commune en biens dudit Leonard Antonacio, des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des droits immobiliers, titres et prétentions résultant d'une promesse de vente de la "Ross Realty Company, Limited", à Guilio Delisio, en date du 28 décembre 1911, dans les immeubles suivants, savoir :

Deux lots de terre portant les numéros deux cent quatre et deux cent cinq (204-205) du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-un (481) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus construites et portant le numéro civique trois mille deux cent quatre-vingt-sept (3,287) de la rue Chabot, cité de Montréal ; lesdits droits, titres et prétentions dans les lots de terre ci-dessus mentionnés seront mis en vente par licitation et adjugés au plus haut et dernier enchère le VINGT-TROIS MARS 1921, Cour tenante, dans la salle d'audience, No 31 du Palais de justice de Montréal, district de Montréal, ou tout autre endroit à être là et alors désigné, sujets aux charges et conditions de vente produites au greffe du protonotaire de ladite Cour ; et que toutes les oppositions à fin d'annuler ou de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal au moins douze jours avant le jour fixé, tel que susdit, pour lesdites vente et adjudication ; et que toutes les oppositions à fin de charge doivent être produites au greffe de ladite Cour au moins six jours après ladite adjudication, et qu'à défaut par les parties intéressées de produire les oppositions dans les délais susmentionnés aux présentes, elles seront forcloses en lui de le faire.

Montréal, 15 février 1921.

Les procureurs du demandeur,  
619—7-2 GUERIN & RENAUD.

Province of Québec, district of Montreal,  
Superior Court, No. 1999.

Public notice is by these presents, given under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, for the district of Montreal, the 8th day of February, 1921, in a cause in which Jean Delisio, mechanic-engineer, of the city and district of Montreal, is the plaintiff ; and Leonard Antonacio, carpenter, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to the minor children Michel Delisio and Antonio Delisio, minor children issued from the marriage of the late Guilio Delisio with Maria-Vincens Terriri, and the said Maria-Vincens Terriri, wife common as to property of the said Leonard Antonacio, of the city and district of Montreal, and the latter a party to the present to authorize his said wife for the purpose hereof, are the defendants, ordering the licitation of immoveable rights, titles and pretensions resulting from a promise of sale of the "Ross Realty Company, Limited", to Guilio Delisio, dated on the 28th of December, 1911, in the following immoveables, to wit :

Two lots of land bearing numbers two hundred and four and two hundred and five (204-205) of the original lot four hundred and eighty-one (481) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with buildings thereon erected, bearing civic number three thousand two hundred and eighty-seven (3,287) of Chabot street, in the city of Montreal ; the said rights, titles and pretensions in the said immoveables will be put up for sale by licitation and adjudicated to the last and highest bidder, the TWENTY THIRD day of MARCH, 1921, Court tenante, in Room No. 31 of the Court house, in the city of Montreal, district of Montreal, or any other room which will then be appointed out, subject to the charges and conditions of sale, deposited in the office of the prothonotary of said Court ; and that all oppositions to annul or to withdraw relating to the said licitation must be deposited and filed in the office of the Superior Court for the district of Montreal at least twelve days before the date fixed as above mentioned, for the said sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed and deposited in the office of the said Court at least six days after the said adjudication, and if default of the parties interested to file such oppositions within the delays above mentioned by these presents, they shall be foreclosed by law from so doing.

Montreal, 15th February, 1921.

GUERIN & RENAUD,  
620—7-2 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2665.

Avis public est par les présentes donné que par jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7 février 1921, dans une cause dans laquelle Dame Mélina Jourdain, veuve d'Olivier Daigneault, en son vivant marchand, de Montréal; Dame Julie Jourdain, veuve d'Octave Corbeil, en son vivant employé civique, de Montréal, et Dame Maria Jourdain, épouse commune en biens de Jean-Baptiste-P. Legault, boucher, de Montréal, et ce dernier tant personnellement qu'à l'effet d'autoriser son épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont demanderesses; et Dame Valéda Black, épouse séparée de biens de Jim Baker, de la cité de Détroit, en l'état du Michigan, l'un des Etats-Unis d'Amérique; Edward Black et John Black, tous deux de ladite cité de Détroit; et Dame Edna Black, épouse contractuellement séparée de biens d'Emile Leroux, de Rougemont, dans le district de Saint-Hyacinthe, et lesdits Jim Baker et Emile Leroux, en autant que besoin est pour autoriser leurs dites épouses aux fins des présentes, sont défenderesses, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame-Ouest, en la cité de Montréal, composé:

1. D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent trois (1703-132) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

2. De la moitié nord-est du lot numéro cent trente-un de la subdivision dudit lot numéro dix-sept cent trois (1703-131); bornée, cette dite moitié, en front par la rue Notre-Dame, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-est par le lot numéro 1703-132 et de l'autre côté au sud-ouest par l'autre moitié du même lot—avec les bâtisses dessus construites, avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans la ruelle en arrière, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Ledit immeuble sus-mentionné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur à la séance de la Cour supérieure, dans la division de pratique d'icelle, au Palais de justice de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS 1921, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour; et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour sus-mentionné pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de produire lesdites oppositions dans les délais prescrits aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 7 février 1921.

Le procureur des demanderesses,  
523-6-2 CHS-E. GAGNON.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2665.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th February, 1921, in a cause wherein Dame Melina Jourdain, widow of Olivier Daigneault, in his lifetime merchant, of Montreal; Dame Julie Jourdain, widow of Octave Corbeil, in his lifetime civic employee, of Montreal, and Dame Maria Jourdain, wife common as to property of Jean-Baptiste-P. Legault, butcher, of Montreal, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, are plaintiffs; and Dame Valéda Black, wife separate as to property of Jim Baker, of the city of Detroit, in the state of Michigan, one of the United States of America; Edward Black and John Black, both of the said city of Detroit; and Dame Edna Black, wife contractually separated as to property of Emile Leroux, of Rougemont, in the district of Saint-Hyacinthe, and the said Jim Baker and Emile Leroux, in so far as needs be to authorize their said wives for the purposes hereof, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows:

An emplacement fronting on Notre-Dame street West, in the city of Montreal, composed:

1. Of a lot of land known and designated under the number one hundred and thirty two of the official subdivision of the lot number one thousand seven hundred and three (1703-132) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

2. Of the northeast half of the lot number one hundred and thirty one of the subdivision of the said lot number one thousand seven hundred and three (1703-131); bounded, said half, in front by Notre-Dame street, in rear by a lane, on one side to the northeast by the lot number 1703-132 and on the other side to the southwest by the other half of the same lot—with all the buildings thereon erected and a common right of way with those having rights therein, in the lane at the rear the whole forming but one single plot.

The above designated immovable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder at a sitting of the Superior Court, in the practice division thereof, at the Montreal Court House, on the TWENTY SECOND day of MARCH, 1921, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montréal, 7th February, 1921.

CHS-E. GAGNON,  
524-6-2 Attorney for plaintiffs.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1473.

Avis public est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 4 février 1921, dans une cause dans laquelle Joseph Sanche et Evariste Sanche, tous

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1473.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, pronounced 4th February, 1921, in a cause in which Joseph Sanche & Evariste Sanche, both bakers, of the city and district of Montreal

deux boulangers à Montréal, sont demandeurs ; et Emilia Thibodeau, veuve de Aquila Sanche, en son vivant boulanger, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs : Lucien, Lucille, Laurette, Eva, Ernest, Georgette et Jeannette Sanche, est défenderesse.

La licitation des immeubles suivants a été ordonnée, savoir :

1. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné comme lot numéro cinquante-neuf aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, contenant quarante-trois pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins,—avec toutes les constructions dessus érigées ;

2. Un autre lot de terre situé au même lieu étant la partie sud-est du lot numéro cinquante-sept (S.E. 57) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant, ladite partie de lot, vingt pieds de front par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; bornée en front par la rue Cadieux, en arrière et du côté nord-ouest par le résidu dudit lot numéro cinquante-sept et du côté sud-est par ledit numéro cinquante-neuf—avec toutes les constructions dessus érigées ;

3. Un lot de terre situé au même lieu et connu et désigné sous le numéro soixante (60) desdits plan et livre de renvoi officiels—avec toutes les constructions dessus érigées ;

4. Un lot de terre situé au même lieu et connu et désigné sous le numéro soixante-un (61) desdits plan et livre de renvoi officiels—avec toutes les constructions dessus érigées ;

5. Un lot de terre situé au même lieu et étant la moitié sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-huit (P.S.-O. 58) desdits plan et livre de renvoi officiels contenant, ladite partie de lot, vingt-cinq pieds et huit pouces de largeur par une profondeur de soixante-seize pieds, mesure anglaise—avec toutes les constructions dessus érigées.

Les constructions ci-dessus portent les numéros civiques 1311 à 1325, inclusivement, de la rue Cadieux, à Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATORZIÈME jour de MARS mil neuf cent vingt-un (1921), par cette Cour, dans la salle d'audience numéro 31, au Palais de justice de Montréal, à DIX heures et DEMIE du matin, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour ; et toutes oppositions à ladite vente devront être déposées au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et l'adjudication ; et toute opposition à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, le tout à peine de forclusion.

Montréal, 8 février 1921.

Le procureur des demandeurs.

CHS-AUG.-H. BERTRAND.

## ERRATUM

L'avis de vente par licitation, dans la cause de Joseph Sanche *et al* ; vs Emilia Thibodeau, publié dans l'édition du 12 février courant, porte, par erreur, le numéro 1473 des dossiers de la Cour supérieure de Montréal, quand le numéro devrait être 2665.

615

are plaintiffs ; and Emilia Thibodeau, widow of Aquila Sanche, in his lifetime baker, of the city and district of Montreal, both personally and in her quality of tutrix to her minor children: Lucien, Lucille, Laurette, Eva, Ernest, Georgette and Jeannette Sanche, is defendant.

The licitation of the following immoveable properties has been ordered, namely :

1. A piece of land situated in Saint-Jean-Baptiste ward, known and designated as being lot No. fifty nine in the official plan and book of reference of village Saint-Jean-Baptiste, measuring forty-three feet in width by seventy five feet in depth, English measure, more or less—with buildings thereon erected ;

2. Another piece of land situated at the same place, being the south-eastern part of lot number fifty seven (S.-E. 57) on the said official plan and book of reference, measuring, the said part of lot twenty feet in front by seventy-six feet in depth, English measure and more or less ; bounded in front by Cadieux street, in rear and on the north western side by the remainder of said lot number fifty seven, on the south-eastern side by said lot fifty nine—with all buildings thereon erected ;

3. A piece of land situated at the same place, known and designated as being lot sixty (60) on said official plan and book of reference—with all buildings thereon erected ;

4. A piece of land situated at the same place, known and designated as being number sixty one (61) of the said official plan and book of reference—with buildings thereon erected ;

5. A piece of land situated at the same place, being the south-western half of lot known and designated as being number fifty eight (S.W. pt. 58) on said official plan and book of reference, containing, said part of lot, twenty five feet eight inches in width by seventy six feet in depth, English measure—with all buildings thereon erected.

All said buildings bearing civic numbers 1311 to 1325, inclusive, Cadieux street, in Montreal.

The above described immoveable properties will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FOURTEENTH day MARCH, 1921, by this Court, in room 31, in the Court House, at Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the prothonotary's office of the said Court ; and all oppositions to the said sale should be deposited at said prothonotary's office, at least twelve days before the date fixed for said sale ; and all opposition for payment in the six days following the adjudication, in default of which, right to file same will be exhausted as according to law.

Montreal, 8th February, 1921.

CHS-AUG.-H. BERTRAND,

Attorney for plaintiffs.

## ERRATUM

The notice of sale by licitation, in the cause of Joseph Sanche *et al* ; vs Emilia Thibodeau, published in the *Quebec Official Gazette* of 12th February instant, through a mistake, bears incorrect No. 1473 of the records of the Superior Court, in Montreal, and the exact number should be 2665.

616

## VENTES PAR LE SHÉRIF IBERVILLE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Iberville.*  
Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH HEBERT,  
No 155. } bourgeois, de la pa-  
roisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, demandeur ; contre LEO-ADONANI DUBUC, du même lieu, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur :

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, connu et désigné sous le numéro soixante-un (No 61) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand ;

2. Un lopin de terre situé en la même paroisse, connu et désigné comme étant les lots numéros 73 et 74 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, dont il faut distraire la lisière de terre expropriée par la Compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, aujourd'hui le "Quebec, Montreal & Southern Railway Company";

3. Un autre lopin de terre situé en la même paroisse, composé des lots numéros 91 et 92 et partie du lot No 90 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand—avec bâtisses y érigées ; cette partie du lot No 90 étant une petite pointe d'un arpent en superficie plus ou moins ; bornée au nord par le lot No 92, à l'est par le chemin neuf, au sud et à l'ouest par le rang Mailhot.

Les immeubles ci-dessus seront vendus en bloc, comme ne formant qu'une seule et même exploitation, en vertu d'une ordonnance à cet effet, rendu à Saint-Jean le QUINZIEME jour de FEVRIER 1921 par le protonotaire du district d'Iberville, en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile, en l'absence du juge.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,  
ARTHUR LASNIER

Saint-Jean, 14 février 1921.

[Première publication, 19 février 1921]  
607—7-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*  
Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH CUSSON,  
No 1577. } demandeur ; contre  
ADELARD ROY, de Montréal.

Saisie comme appartenant audit défendeur :

Une terre supposée contenir quatre arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, sans mesure garantie, bâtie de maison, de grange et autres constructions : cette terre située au côté est du petit rang de Sabrevois, en la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, district d'Iberville ; ayant pour voisin au nord Laurent-Lévi Roy, et au sud Joseph Comeau, et désignée sous les Nos deux cent quarante-quatre et deux cent quarante-cinq (244-245) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, dans le comté d'Iberville.

## SHERIFF'S SALES IBERVILLE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*  
Saint-John's to wit : } JOSEPH HEBERT,  
No. 155. } gentleman, of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, plaintiff ; against LEO-ADONANI DUBUC, of the same place defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, known and designated under the number sixty one (No. 61) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Grégoire-le-Grand ;

2. A parcel of land situate in the same parish, known and designated as being the lots numbers 73 and 74 of the official plan and book of reference of said parish, from which must be deducted the strip of land expropriated by the "Compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis", now the Quebec, Montreal & Southern Railway Company ;

3. Another parcel of land situate in the same parish, composed of the lots numbers 91 and 92 and part of lot No. 90 of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Grégoire-le-Grand—with the buildings thereon erected ; the said part of lot No. 90 being a small point of land of one arpent in superficies, more or less ; bounded on the north by the lot No. 92, on the east by the new road, on the south and west by Mailhot range.

The above immovables will be sold *en bloc*, as forming only one and the same plot, under an order to that effect, rendered at Saint John's on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1921, by the protonotary of the district of Iberville, by virtue of article 33 of the Code of Civil Procedure, in the absence of the judge.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, on the TWENTY SECOND day of MARCH next (1921), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

ARTHUR LASNIER,  
Saint-John's, 14th February, 1921. Sheriff.

[First publication, 19th February, 1921]  
608—7-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montréal.*  
Saint John's, to wit : } JOSEPH CUSSON,  
No. 1577. } plaintiff ; against  
ADELARD ROY, of Montréal.

Seized as belonging to said defendant :

A land supposed to contain four arpents in width by twenty eight arpents in depth, without warranty as to precise measurements, with a house, barn and other constructions thereon ; said land being situated on the east side of the Petit Rang de Sabrevois, in the parish of Saint-Georges-de-Henryville, district of Iberville ; bounded on the north by Laurent-Lévi Roy and on the south by Joseph Comeau, and designated under the Nos. two hundred and forty four and two hundred and forty five (244-245) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Georges-de-Henryville, in the county of Iberville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, dans le district d'Iberville, le TROISIEME jour de MARS prochain (1921), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,  
ARTHUR LASNIER.

Saint-Jean, 25 janvier 1921. 355-4-2  
[Première publication, 29 janvier 1921]

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Georges-de-Henryville, in the district of Iberville, on the THIRD day of MARCH next (1921), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,  
Sheriff's office, Sheriff.

Saint John's, 25th January, 1921. 356-4-2  
[First publication, 29th January, 1921]

## MONTREAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME SARAH-BER-  
No 3695. } NICE BLUMEN-  
THAL, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens d'Abraham Blumenthal, dûment autorisée par son dit mari, demanderesse ; contre MOSES SOLOMON, défendeur.

La moitié indivise d'un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, au coin de la rue Roy dans la cité de Montréal, mesurant soixante pieds de largeur par soixante-huit pieds de profondeur, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins avec une maison et d'autres bâtisses dessus construites, portant le No 528 sur la rue Sanguinet, et les Nos 225 à 239 sur la rue Roy-Est, et droit de passage sur la ruelle qui borde ledit emplacement sur sa profondeur. Ledit emplacement est composé des lots de terre connus et désignés sous le numéro neuf cent trois, subdivision deux cent cinquante, deux cent cinquante-un et deux cent cinquante-deux (903-250, 251 et 252) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ; moins cette partie desdits lots ayant front sur la rue Sanguinet d'une largeur de quatre pieds, expropriée pour élargir ladite rue Sanguinet, lesdites parties de lots ci-haut décrites moins la partie expropriée pour élargir la rue Sanguinet, étant actuellement bornée en front par ladite rue Sanguinet tel qu'élargie, en arrière par une ruelle portant le numéro neuf cent trois, subdivision deux cent cinquante-trois dudit plan, du côté nord-ouest par le lot numéro neuf cent trois, subdivision deux cent quarante-neuf dudit plan ; et de l'autre côté au sud-est par ladite rue Roy.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DOUZE heures (midi).

Bureau du shérif,

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 16 février 1921.  
[Première publication, 19 février 1921]  
639-7-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES  
No 7920. } D'ECOLES DE  
SAINT-LAMBERT, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Saint-Lambert, demandeurs ; vs R.-F. CAMPBELL, défendeur.

Les lots de terre situés dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, ayant front sur l'avenue Buxton, connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 388, 389, et 390 du lot originaire No 161 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; chacun desdits lots mesurant 25 pieds

## MONTREAL

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME SARAH-BER-  
No. 3695. } NICE BLUMEN-  
THAL, of the city of Montreal, wife separate as to property of Abraham Blumenthal, duly authorized by her said husband, plaintiff ; against MOSES SOLOMON, defendant.

One undivided half of an emplacement fronting on Sanguinet street, corner of Roy street, in the city of Montreal, containing sixty feet in width by sixty eight feet in depth, the whole English measure and more or less—with a house and other buildings thereon erected, bearing the No. 528, on Sanguinet street, and the Nos. 225 to 239 on Roy street East, and with the right of passage in the lane bounded the said emplacement at its depth. Said emplacement is composed of the lots of land known and designated as number nine hundred and three, subdivision two hundred and fifty, two hundred and fifty one and two hundred and fifty two (903,250, 251 and 252) on the official plan and in the book of reference of Saint-Louis ward, of the city of Montreal ; less that part of said lots fronting on Sanguinet street of a width of four feet which has been expropriated for the widening of said Sanguinet street, said parts of lots above described less the part expropriated for the widening of Sanguinet street being presently bounded in front by said Sanguinet street is widened, in rear by a lane bearing the number nine hundred and three, subdivision two hundred and fifty three on said plan, on the north west side by the lot number nine hundred and three, subdivision two hundred and forty-nine on said plan ; and on other side to the southeast by the said Roy street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock (noon).

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Montreal, 16th February, 1921.  
[First publication, 19th February, 1921]  
640-7-2

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE SCHOOL COM-  
No. 7920. } MISSIONERS OF  
SAINT-LAMBERT, a body politic and corporate, having its chief place of business at Saint-Lambert, plaintiffs ; vs R.-F. Campbell, defendant.

Those lots of land situated in the town of Saint-Lambert, in the district of Montreal, fronting on Buxton avenue, known and designated as subdivisions Nos 388, 389 and 390 of original lot No. 161 on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil ; each of said lots measuring 25 feet in width

de largeur par 94 pieds de profondeur et en étendue 2350 pieds.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,  
Montréal, 16 février 1921. L.-J. LEMIEUX.  
[Première publication, 19 février 1921]  
641-7-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : LA VILLE DE MONTREAL-EST, corporation municipale, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse ; vs J.-ARSENE PAYETTE, défendeur.

La subdivision numéro 419 du lot numéro 82 du cadastre de la Pointe-aux-Trembles. Ledit lot est situé dans la ville de Montréal-Est et est borné en front par l'avenue Monarque.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,  
Montréal, 16 février 1921. L.-J. LEMIEUX.  
[Première publication, 19 février 1921]  
643-7-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : LA VILLE DE MONTREAL-EST, corporation municipale, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, demanderesse ; vs JOSEPH-VITALIEN BELANGER, défendeur.

Les subdivisions numéros 92, 93, 94, 95, 96, 97 du lot numéro 85 du cadastre de la Pointe-aux-Trembles. Lesdits lots sont situés dans la ville de Montréal-Est et sont bornés en front par l'avenue Marien.

Les subdivisions numéros 117 et 118 du lot numéro 85 du cadastre de la Pointe-aux-Trembles. Lesdits lots sont situés dans la ville de Montréal-Est et sont bornés en front par l'avenue Durocher.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,  
Montréal, 16 février 1921. L.-J. LEMIEUX.  
[Première publication, 19 février 1921]  
645-7-2

by 94 feet in depth and containing in area 2350 feet.

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,  
Montreal, 16th February, 1921. Sheriff.  
[First publication, 19th February, 1921]  
642-7-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : THE TOWN OF MONTREAL-EAST, a municipal corporation having its principal place of business in the town of Montreal-Est, district of Montreal, plaintiff ; vs J.-ARSENE PAYETTE, defendant.

The subdivision number 419 of the lot number 82 of the cadastre of Pointe-aux-Trembles. The said lot is situate in the town of Montreal-Est, and is bounded in front by Monarque avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,  
Montreal, 16th February, 1921. Sheriff.  
[First publication, 19th February, 1921]  
644-7-2

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : THE TOWN OF MONTREAL-EAST, a municipal corporation having its principal place of business in the town of Montreal-Est, district of Montreal, plaintiff ; vs JOSEPH VITALIEN BELANGER, defendant.

The subdivisions numbers 92, 93, 94, 95, 96, 97 of the lot number 85 of the cadastre of Pointe-aux-Trembles. The said lots being situated in the town of Montreal-Est and bounded in front by Marien avenue.

The subdivisions numbers 117 and 118 of the lot number 85 of the cadastre of Pointe-aux-Trembles. The said lots being situated in the town of Montreal-Est and bounded in front by Durocher avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,  
Montreal, 16th February, 1921. Sheriff.  
[First publication, 19th February, 1921]  
646-7-2

### QUEBEC

*Cour de recorder.*

Québec, à savoir : LA CITE DE QUEBEC ; No 8819. contre ADELARD DORVAL, tailleur de cuir de la cité de Québec.

1. La subdivision No 167 (cent soixante-sept) du lot No 63 (soixante-trois) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Dessane, circonstances et dépendances ;

2. La subdivision No 166 (cent soixante-six) du lot No 63 (soixante-trois) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec,

### QUEBEC

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : THE CITY OF QUEBEC ; No. 8819. against ADELARD DOVAL, leather cutter, of the city of Quebec.

1. The subdivision No 167 (one hundred and sixty seven) of the lot No. 63 (sixty three) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec ward, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Dessane street, circumstances and dependencies ;

2. The subdivision No. 166 (one hundred and sixty six) of the lot No 63 (sixty three) of the official cadastre for Notre-Dame-de-Québec ward, now Montcalm ward, of the city of Quebec,

étant un immeuble situé rue Dessane—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 17 février 1921.

[Première publication, 19 février 1921]

[Deuxième publication, 5 mars 1921]

655—7-2

*Cour de recorder.*

Québec, à savoir : ) LA CITE DE QUEBEC ;  
No 6881. ) contre LESTAR GUI-  
GNON.

La subdivision numéro cinquante-deux (52) du lot numéro quatre-vingts (80) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Bougainville—circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 17 février 1921.

[Première publication, 19 février 1921]

[Deuxième publication, 5 mars 1921]

653—7-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : ) LA BANQUE NATIO-  
No 2939. ) NALE, corporation lé-  
gale, ayant son principal bureau d'affaires en la  
cité de Québec ; contre HILDEVERT GRO-  
LEAU, de la cité de Québec, comptable, en sa  
qualité de curateur à la succession vacante de feu  
Léonidas-Eugène-Amédée Bélanger, en son vi-  
vant de la cité de Québec.

Les subdivisions Nos 7 (sept) 8 (huit) et 8 B (huit B) du lot No 3035 (trois mille trente-cinq) du cadastre officiel pour le quartier du Palais, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant des emplacements situés sur la rue Charlevoix—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Québec, 3 février 1921. CLEOPHAS BLOUIN

[Première publication, 5 février 1921]

[Deuxième publication, 19 février 1921]

489—5-2

FIERI FACIAS.

*Cour du recorder.*

Québec, à savoir : ) LA CITE DE QUEBEC ;  
No 8970. ) contre DEMOISELLE  
SABINA DETMERS, de la cité de Montréal,  
dans le district de Montréal, à savoir :

Les lots Nos 3747 et 3748 (trois mille sept cent quarante-sept et trois mille sept cent quarante-huit) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Lavigne—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente foncière annuelle pour les deux lots de \$4.00 payable le premier mai chaque année, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

being an immovable situate on Dessane street—  
with the buildings thereon erected, circumstances  
and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec,  
on the TWENTY FOURTH day of MARCH  
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Québec, 17th February, 1921.

Sheriff.

[First publication, 17th February, 1921]

[Second publication, 19th February, 1921]

656—7-2

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : ) THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 6881. ) against LESTAR GUI-  
GNON.

The subdivision number fifty two (52) of the  
lot number eighty (80) of the official cadastre  
for Notre-Dame-de-Québec ward, now Mont-  
calm ward, of the city of Québec, being a lot of  
land situate on Bougainville street—circumstances  
and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec,  
on the TWENTY FOURTH day of MARCH  
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Québec, 17th February, 1921.

[First publication, 19th February, 1921]

[Second publication, 5th March, 1921]

654—7-2

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : ) LA BANQUE NATIO-  
No. 2939. ) NALE, a body poli-  
tic and corporate, having its principal place of  
business in the city of Québec ; against HILDE-  
VERT GROLEAU, of the city of Québec, ac-  
countant, in his quality of curator to the vacant  
estate of the late Léonidas-Eugène-Amédée Bé-  
langer, in his lifetime of the city of Québec.

The subdivisions Nos 7 (seven) 8 (eight) and  
8 B (eight B) of the lot No. 3035 (three thousand  
and thirty five) of the official cadastre for Palace  
ward, now Champlain ward, of the city of Que-  
bec, being emplacements situated on Charlevoix  
street—with the buildings thereon erected, cir-  
cumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Québec,  
on the ELEVENTH day of MARCH next, at  
TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Québec, 3rd February, 1921.

[First publication, 5th February, 1921]

[Second publication, 19th February, 1921]

490—5-2

FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Québec, to wit : ) THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 8970. ) against MISS SABINA  
DETMERS, of the city of Montreal, district  
of Montreal.

The lots Nos. 3747 and 3748 (three thousand  
seven hundred and forty seven and three thou-  
sand seven hundred and forty eight) of the official  
cadastre for Montcalm ward, now Saint-Jean-  
Baptiste ward, of the city of Québec, being an  
emplacement situate on Lavigne street—with  
the buildings thereon erected, circumstances and  
dependencies.

Subject to an annual ground rent for the two  
lots of \$4.00 payable on the first May of every  
year to the Hôtel-Dieu-de-Québec.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Québec,

Québec, le ONZIEME jour de MARS prochain,  
à DIX heures du matin.  
Bureau du shérif.

Le shérif,  
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 3 février 1921.

[Première publication, 5 février 1921.]

[Deuxième publication, 19 février 1921.]

491-5-2

on the ELEVENTH day of MARCH next, at  
TEN o'clock in the forenoon.  
Sheriff's office.

CLEOPHAS BLOUIN,  
Sheriff.

Quebec, 3rd February, 1921.

[First publication, 5th February, 1921.]

[Second publication, 19th February, 1921.]

492-5-2

## Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du  
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-  
lande et des possessions britanniques au delà  
des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des  
Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou  
qu'elles peuvent concerner—SALUT :

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU  
Assistant-Procureur-Général. } qu'en vertu  
des dispositions du code municipal de la province  
de Québec, le lieutenant-gouverneur en Conseil  
peut, par une proclamation publiée dans la  
*Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en  
vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érec-  
tion de municipalités de village ou de campagne,  
la division de ces municipalités eu leur annexion  
en tout ou en partie à d'autres municipalités,  
même de cité, de ville ou de village, dans un seul  
et même comté, ou encore ordonner le change-  
ment des limites de celles déjà existantes, pourvu  
que ce soit à la requête de la majorité des pro-  
priétaires de biens fonds compris dans les limites  
du territoire dont l'érection en municipalité ou la  
division ou l'annexion à une autre municipalité  
est demandée, et pourvu aussi qu'après tel chan-  
gement, chaque municipalité conserve, selon le  
cas, la population ou le nombre d'habitations  
requis par la loi ;

Attendu qu'une requête signée par la majorité  
des propriétaires de biens-fonds compris dans  
un certain territoire ci-après décrit et situé dans  
la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-  
Lotbinière, comté de Lotbinière, Nous a été  
présentée, demandant de détacher ce territoire  
de la municipalité de Saint-Louis-de-Lotbinière,  
de l'annexer à la municipalité de Saint-Edouard-  
de-Lotbinière, dans le même comté ;

Attendu qu'il Nous a été démontré qu'il restera  
dans la municipalité d'où ce territoire a été déta-  
ché, une population de trois cents âmes ;

Attendu qu'il Nous a été démontré que la  
description technique de ce territoire faite selon  
les exigences de la loi et figurant le territoire  
dont on demande l'annexion à la municipalité  
de la paroisse de Saint-Edouard-de-Lotbinière,  
a été approuvée par Notre Ministre des Terres  
et Forêts ;

Attendu que toutes les autres formalités de la  
loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous  
avons jugé à propos de faire droit à la requête  
qui Nous a été présentée pour l'annexion d'une  
partie de la municipalité de la paroisse de Saint-

## Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United  
Kingdom of Great Britain and Ireland and of  
the British Dominions beyond the Seas, KING,  
Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or  
whom the same may concern,—GREETING :

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in  
Deputy-Attorney-General. } and by virtue  
of the provisions of the Municipal Code of the  
Province of Québec, the Lieutenant-Governor-  
in-Council may, by proclamation, published in  
the "Québec Official Gazette," which shall  
come into force on the date therein mentioned,  
order the erection of village or rural municipa-  
lities, the divisions of such municipalities or  
their annexation, in whole or in part, to other  
municipalities, whether of cities, towns or villages,  
in one and the same county, or also order the  
alterations of the boundaries of those already  
existing, provided that application to that  
effect be made by the majority of the proprietors  
of immoveable property situated within the  
limits of the territory whereof the erection into  
a municipality or the division or the annexation  
to a municipality, is applied for, and provided  
also that, after such change, each municipality  
still possesses, as the case may be, the population  
or the number of inhabited houses required  
by law ;

Whereas, a petition signed by the majority  
of the proprietors of the immoveable property  
comprised within that certain territory herein-  
after described and situated in the municipality  
of the parish of Saint-Louis-de-Lotbinière, in  
the county of Lotbinière, has been presented to  
Us, making application to detach this territory  
from the municipality of Saint-Louis-de-Lotbi-  
nière and annex it to the municipality of Saint-  
Edouard-de-Lotbinière, in the same county ;

Whereas it hath been shewn to Us, there  
shall still remain in the municipality from which  
this territory has been detached, a population  
of three hundred souls ;

Whereas it hath also been shewn to Us that  
the technical description of this territory made  
according to the requirements of the law, and  
showing the territory sought to be annexed  
to the municipality of the parish of Saint-  
Edouard-de-Lotbinière, has been approved by  
Our Minister of Lands and Forests ;

Whereas all the other requirements of the law  
have been fulfilled and that in consequence We  
have deemed fit to comply with the petition  
presented to Us for the annexation of part of  
the municipality of the parish of Saint-Louis-de-

Louis-de-Lotbinière à la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Lotbinière ;

A ces causes, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire,—dans le comté de Lotbinière,—à être annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Lotbinière, est pris dans les rang "Petit-Saint-Charles" de la seigneurie de Lotbinière et comprend les lots numéros de cinq cent quatre-vingt-sept (587) à six cent six (606) inclus du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, de la municipalité de laquelle paroisse ces lots seront démembres ; les bornes de ce territoire, ainsi formé, sont les suivantes, savoir :

Vers le nord-est : la ligne limitative entre les deux paroisses susconcernées, sur la profondeur des concessions "Saint-Charles-nord" et "Saint-Charles-sud" de la seigneurie de Lotbinière ;

Vers le nord-ouest : la limite nord-ouest du rang "Petit-Saint-Charles" ;

Vers le sud-est : la rivière Boisclair et vers le sud, la rivière du Chêne ;

Vers le sud-ouest : le lot numéro six cent sept (607) du cadastre officiel en premier lieu nommé, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière et formera à l'avenir partie de "La municipalité de la paroisse de Saint-Edouard-de-Lotbinière", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de Québec, ce DOUZIEME jour de FEVRIER en l'année mil neuf cent vingt-et-un de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

667

Lotbinière, to the municipality of the parish of Saint-Edouard-de-Lotbinière ;

Therefore with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory,—in the county of Lotbinière,—to be annexed to the municipality of the parish of Saint-Edouard-de-Lotbinière, is taken in the "Petit-Saint-Charles", range of the Lotbinière seigniory, and comprises the lots numbers five hundred and eighty seven (587) to six hundred and six (606) inclusive of the official cadastre of the parish of Saint-Louis-de-Lotbinière, from the municipality of which parish these lots are detached ; the boundaries of the territory, thus formed, are as follows, to wit :

Towards the northeast : the boundary line between the aforementioned two parishes, the depth of the "Saint-Charles-north" and "Saint-Charles-south" concessions of the Lotbinière seigniory ;

Towards the northwest : the northwest boundary of the "Petit-Saint-Charles" range ;

Towards the southeast : the Boisclair river and towards the south the Chêne river ;

Towards the southwest : the lot number six hundred and seven (607) of the official cadastre firstly above mentioned, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Louis-de-Lotbinière and shall henceforth form part of the municipality of the parish of Saint-Edouard-de-Lotbinière.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWELFTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty-one and in the eleventh of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

668

## Arrêté en Conseil

## CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 12 février 1921.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

1. Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 3253 des Statuts refondus, 1909, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire, modifier ou abroger les tarifs des frais payables aux greffiers pour rétribution de leurs services, en exécutant les ordres des juges de paix ;

2. Attendu qu'en vertu de l'article 3511, S. R., 1909, le lieutenant-gouverneur peut faire, modifier ou révoquer tout tarif d'honoraires établi soit par acte de la Législature ou autrement, pour le greffier de la paix dont les honoraires doivent former partie du fonds d'honoraires des officiers de justice ;

3. Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 1154 S. R., 1909, le lieutenant-gouverneur en Conseil a le droit de modifier, de temps au autre, le tarif contenu dans l'article 1151 S. R., 1909 ;

4. Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 3550 S. R., 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, imposer la taxe ou le droit qu'il juge convenable sur les procédés judiciaires dans tous les districts autres que le district de Pontiac, et spécialement sur toutes procédures devant un juge de paix, officier de justice ou magistrat ou devant un tribunal quelconque.

Il est, en conséquence, ordonné :

1. Que le tarif des greffiers de la paix actuellement en vigueur, soit abrogé à compter du 15 mars 1921, et remplacé par le tarif ci-dessous :

2. Que les items énumérés sous la section "a" de l'article 1151, soient aussi abrogés, à compter du 15 mars 1921, et remplacés par les items 1 à 30 inclusivement, du tarif ci-dessous :

Le greffier du Conseil Exécutif,  
A. MORISSET.

## TARIF DES GREFFIERS DE LA PAIX ET DES GREFFIERS DES JUGES DE PAIX.

| No | Procédures.                                                                                                                                                                                                                                                          | Hono<br>raire. | Taxe.   |
|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------|
|    |                                                                                                                                                                                                                                                                      | \$ cts.        | \$ cts. |
| 1  | Pour toute dénonciation ou plainte (information or complaint) affidavit ou déposition...                                                                                                                                                                             | 1.00           |         |
| 2  | Pour tout mandat d'arrestation ou de perquisition...                                                                                                                                                                                                                 | 1.00           | .10     |
| 3  | Pour toute sommation...                                                                                                                                                                                                                                              | 1.00           | .10     |
| 4  | Pour chaque copie de mandat ou de sommation...                                                                                                                                                                                                                       | .20            |         |
| 5  | Pour assistance au rapport de tout mandat, sommation, ordre ou ordonnance...                                                                                                                                                                                         | .50            |         |
| 6  | Pour la préparation de chaque mandat de dépôt...                                                                                                                                                                                                                     | .50            |         |
| 7  | Pour la préparation d'un mandat ordonnant au shérif de conduire un prisonnier devant le juge ou le tribunal...                                                                                                                                                       | .50            |         |
| 8  | Pour chaque assistance devant la Cour, le juge ou le magistrat, chaque fois qu'une cause est appelée pour comparution ou lors de l'audition de l'ajournement ou pour quelque raison que ce soit, (cependant, cet honoraire ne doit être changé qu'une fois par jour) | .50            |         |
| 9  | Pour chaque demande pour libération provisoire...                                                                                                                                                                                                                    | 1.00           |         |
| 10 | Pour toute requête ou application de la nature d'une requête...                                                                                                                                                                                                      | 1.00           |         |
| 11 | Pour rédiger l'acte de cautionnement...                                                                                                                                                                                                                              | 1.00           |         |
| 12 | Pour rédiger l'acte d'élargissement après cautionnement ou sur paiement d'une pénalité...                                                                                                                                                                            | .50            |         |
| 13 | Pour tout subpoena original...                                                                                                                                                                                                                                       | .30            |         |
| 14 | Pour toute copie certifiée d'icelui...                                                                                                                                                                                                                               | .20            |         |
| 15 | Pour l'assèment de chaque témoin...                                                                                                                                                                                                                                  | .20            |         |
| 16 | Pour l'enregistrement de tout jugement final, conviction, certificat de décharge ou acquittement...                                                                                                                                                                  | .50            | .50     |
| 17 | Pour tout ordre ou ordonnance non autrement prévu...                                                                                                                                                                                                                 | .50            |         |
| 18 | Pour copie de tout jugement final, conviction, certificat de décharge ou acquittement, ordre ou ordonnance, document, écrit ou procédure, le certificat non compris, par 100 mots...                                                                                 | .12            |         |
| 19 | Pour certifier la copie de chaque document, écrit ou procédure et pour tout autre certificat non autrement pourvu...                                                                                                                                                 | .50            |         |
| 20 | Pour tout mandat de saisie (distress)...                                                                                                                                                                                                                             | 1.00           | .20     |
| 21 | Pour tout mandat spécial ou ordre d'emprisonnement sur défaut de payer une pénalité...                                                                                                                                                                               | 1.00           | .20     |
| 22 | Pour rédiger et préparer le dossier de la condamnation et faire le rapport sur un bref de certiorari payable par la partie à l'instance de laquelle tel bref est émis et avant qu'il soit rapporté ou produit...                                                     | 4.00           |         |
| 23 | Pour rédiger et préparer les pièces d'un appel de la Cour du Banc du Roi ou autre Cour, payable par l'appelant avant transmission...                                                                                                                                 | 4.00           |         |
| 24 | Pour enregistrement de défaut contre un témoin ou un accusé...                                                                                                                                                                                                       | .50            |         |
| 25 | Pour certifier la fourniture d'un cautionnement et transmettre ce dernier au greffe de la Cour supérieure...                                                                                                                                                         | 1.00           |         |
| 26 | A être payé au sténographe pour prendre dépositions à la sténographie avec transcription :                                                                                                                                                                           |                |         |
|    | Pour 100 mots...                                                                                                                                                                                                                                                     | .24            |         |
|    | Par 100 mots sans transcription...                                                                                                                                                                                                                                   | .12            |         |
|    | Pour chaque copie additionnelle, par 100 mots...                                                                                                                                                                                                                     | .02 1/2        |         |
| 27 | Dans tous les cas où un interprète est requis il sera chargé un honoraire, par heure, de... (Cet honoraire sera réduit à un minimum de .50 pour chaque 1/2 heure ou fraction d'icelle).                                                                              | 1.00           |         |
| 28 | Pour préparer état des frais ou tout état de cause...                                                                                                                                                                                                                | .20            |         |
| 29 | Pour certifier tout mémoire de frais, lorsque requis...                                                                                                                                                                                                              | .20            |         |
| 30 | Pour toute recherche, pour un an...                                                                                                                                                                                                                                  | .20            |         |
|    | Pour toute année additionnelle...                                                                                                                                                                                                                                    | .10            |         |
| 31 | Pour la réception et l'examen du rapport que chaque juge de paix doit faire conformément aux dispositions de l'article 3371 S. R., 1909. (Cet honoraire est payable par le gouvernement).                                                                            | .50            |         |
| 32 | Pour la production de chaque déclaration relative aux journaux et autres publications telles que prévues par les articles 3699 et suivants S. R., 1909...                                                                                                            | 1.00           |         |

## Order-in-Council

## EXECUTIVE COUNCIL

Quebec, 12h February, 1921.

Present : the Lieutenant-Governor in Council

1. Whereas under and by virtue of the provisions of article 3253 of the Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal any tariff of fees payable to the clerks for their services in the execution of any order of the justices of the peace ;

2. Whereas under and by virtue of article 3511 R. S. 1909, the Lieutenant-Governor in Council may make, alter or repeal any tariff of fees whether established by Act of the Legislature or otherwise, for the clerks of the peace whose fees are to form part of the officers of justice fee fund ;

3. Whereas under and by virtue of the provisions of article 1145 R. S. 1909, the Lieutenant-Governor in Council may modify, from time to time, the tariff contained in articles 1151 R. S., 1909 ;

4. Whereas under and by virtue of the provisions of article 3550 R. S. 1909, the Lieutenant-Governor may, by Order in Council impose such tax or duty as he sees fit on judicial proceedings in all the districts, the district of Pontiac except, and especially upon any proceedings before a justice of the peace, offices of justice or magistrate or before any tribunal whatever ;

It is in consequence ordered :

1. That the tariff of the clerks of the peace presently in force, be repealed from and after the 15th mach. 1921, and replaced by the tariff annexed hereto ;

2. That the items enumerated under paragraph "a" of article 1151 be likewise repealed, from and after the 15th March, 1921 and replaced by items 1 to 30, inclusive, of the tariff hereunto annexed.

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

## TARIFF OF CLERKS OF THE PEACE AND OF CLERKS OF JUSTICES OF THE PEACE.

| No | Proceeding                                                                                                                                                                                                                                      | Fees                  | Tax.    |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------|
|    |                                                                                                                                                                                                                                                 | \$ cts.               | \$ cts. |
| 1  | For every information or complaint, affidavit or deposition . . . . .                                                                                                                                                                           | 1.00                  |         |
| 2  | For every warrant to apprehend or search warrant . . . . .                                                                                                                                                                                      | 1.00                  | .10     |
| 3  | For every summons . . . . .                                                                                                                                                                                                                     | 1.00                  | .10     |
| 4  | For every certified copy of a warrant or summons . . . . .                                                                                                                                                                                      | .20                   |         |
| 5  | For attendance at the return of any warrant, summons, order or rule . . . . .                                                                                                                                                                   | .50                   |         |
| 6  | For the preparation of every warrant of remand . . . . .                                                                                                                                                                                        | .50                   |         |
| 7  | For the preparation of a warrant ordering the sheriff to bring a prisoner before the judge or the Court . . . . .                                                                                                                               | .50                   |         |
| 8  | For every attendance before the court, the judge or the magistrate, every time a case is called or appearance or for any hearing, adjournment or other reason whatsoever (But such fee must not be charged more than once in one day) . . . . . | .50                   |         |
| 9  | For each application or provisional discharge . . . . .                                                                                                                                                                                         | 1.00                  |         |
| 10 | For every petition or application in the nature of petition . . . . .                                                                                                                                                                           | 1.00                  |         |
| 11 | For drawing up every recognizance . . . . .                                                                                                                                                                                                     | 1.00                  |         |
| 12 | For drawing up the discharge of defendant or prisoner on the recognizance being entered into or on payment of a penalty . . . . .                                                                                                               | .50                   |         |
| 13 | For every original subpoena . . . . .                                                                                                                                                                                                           | .30                   |         |
| 14 | For every certified copy thereof . . . . .                                                                                                                                                                                                      | .10                   |         |
| 15 | For the swearing of every witness . . . . .                                                                                                                                                                                                     | .20                   |         |
| 16 | For recording the final judgment (conviction certificate of dismissal or acquittal) . . . . .                                                                                                                                                   | .50                   | .50     |
| 17 | For every order or rule not otherwise provided for . . . . .                                                                                                                                                                                    | .50                   |         |
| 18 | For every copy of any final judgment conviction certificate of discharge or acquittal order or rule, document, writing or proceeding, not including the certificate, for every 100 words . . . . .                                              | .12                   |         |
| 19 | For certifying every copy of any document, writing or proceeding, and or any other certificate not otherwise provided for . . . . .                                                                                                             | .50                   |         |
| 20 | For every distress warrant . . . . .                                                                                                                                                                                                            | 1.00                  | .20     |
| 21 | For every special warrant or commitment of imprisonment or non payment of any penalty . . . . .                                                                                                                                                 | 1.00                  | .20     |
| 22 | For drawing up and preparing a record of conviction and making the return to a writ of certiorari, to be paid by the party at whose instance such writ is issued and be ore the same shall be returned or filed . . . . .                       | 4.00                  |         |
| 23 | For drawing up and preparing the record of an appeal to the Court of King's Bench or other Court, to be paid by the party appellant be ore the same shall be transmitted . . . . .                                                              | 4.00                  |         |
| 24 | For every registration of default against a witness or an accused . . . . .                                                                                                                                                                     | .50                   |         |
| 25 | For certifying to the forfeiture of a recognizance, and forwarding the latter to the office of the Superior Court . . . . .                                                                                                                     | 1.00                  |         |
| 26 | To the stenographer, or taking evidence by stenography :<br>When notes are transcribed, per 100 words . . . . .<br>When notes are not transcribed, per 100 words . . . . .<br>For each copy, per 100 words . . . . .                            | .24<br>.16<br>.02 1/2 |         |
| 27 | In every case where an interpreter is required then shall be charged a fee, per hour, of . . . . .<br>(Such fee shall be reduced to a minimum of 50c or each half hour or fraction thereof) . . . . .                                           | 1.00                  |         |
| 28 | For preparing any statement of costs or of record . . . . .                                                                                                                                                                                     | .20                   |         |
| 29 | For certifying any bill of costs, when required . . . . .                                                                                                                                                                                       | .20                   |         |
| 30 | For every search, for one year . . . . .<br>For every additional year . . . . .                                                                                                                                                                 | .20<br>.10            |         |
| 31 | For receiving and examining the return that every justice of the peace must make in accordance with the provisions of article 3371 R. S., 1909 . . . . .<br>(This fee is payable by the Government)                                             | .50                   |         |
| 32 | For the filing of every declaration relating to newspapers and other publications as provided by articles 3699 and following, R. S., 1909 . . . . .                                                                                             | 1.00                  |         |

## Lettres patentes

**"Compagnie P. T. Légaré, Ltée—P. T. Légaré Company, Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de février 1921, constituant en corporation : Pierre-Théophile Légaré, Joseph-Herman Fortier, Pierre-Wilfrid Fortier, Léo Lemay Légaré et Pierre Célestin Falardeau, négociants, tous cinq de la cité de Québec, dans les buts suivants :

1. Faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, celui d'importation ou d'exportation compris de toutes sortes de denrées et marchandises, d'espèces, et, généralement, de tout ce qui peut être l'objet du commerce, et ce, comme principaux, agents ou courtiers ;

2. Fabriquer, manufacturer et construire tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et de la construction en général ;

3. Acquérir, posséder et exploiter, aux fins ci-haut, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tout ce qui peut constituer, fournir ou être une source de la matière première, de l'énergie ou du combustible utiles ou nécessaires à telles fabrication, industrie et construction, comme entr'autres, mais sans limiter la généralité des termes précédents des mines de charbon et de toutes espèces, des limites à bois, des entreprises agricoles, et des pouvoirs hydrauliques, avec pouvoir de vendre ou autrement disposer du surplus de tels combustibles, matières premières ou énergie, ledit pouvoir de vendre, ou autrement disposer de l'énergie électrique ne pouvant, cependant, être exercé que dans les districts de Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Québec, Beauce, Saint-François, Montmagny, Kamouraska et Rimouski ;

4. Acquérir, posséder et exploiter des entrepôts privés et publics, et donner en conséquence tous reçus d'entrepôts et documents de cette nature ;

5. Enregistrer, acquérir, exploiter, céder et disposer de, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous brevets d'inventions, marques de commerce et de fabrique, procédés permis et autres droits et privilèges de cette nature, enregistrés ou non au Canada ou ailleurs ;

6. Acquérir et exploiter, à quelque titre et conditions, et de quelque manière que ce soit, la totalité ou une partie quelconque des biens ou entreprises de ses filiales, ou de toutes personnes ou corporations faisant des opérations semblables, ou en partie semblables à celles que la présente compagnie est autorisée à faire ou conduire, et, en particulier, acquérir aux conditions qui pourront être convenues entre les parties tout l'actif et toutes les entreprises de ladite "P. T. Légaré, Ltée", corporation existant déjà en vertu des lois fédérales comme susdit ;

7. Faire avec toutes telles filiales ou autres personnes et corporations, toutes ententes et conventions que la présente compagnie jugera devoir lui profiter directement ou indirectement ;

8. Faire auxdites filiales, personnes ou corporations, ou à ses clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie, à même ses fonds ou les argents par elle empruntés, des avances ou prêts, ou, encore, soit au moyen de son cautionnement, son endossement, sa simple garantie ou de celle des obligations ou autres valeurs émises par elle, soit en donnant les hypothèques, gages, nantissements et garanties qu'elle est

## Letters patent

**"Compagnie P. T. Légaré, Ltée—P. T. Légaré Company, Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1921, incorporating : Pierre Théophile Légaré, Joseph Herman Fortier, Pierre Wilfrid Fortier, Léo Lemay Légaré, and Pierre Célestin Falardeau, merchants, all five of the city of Quebec, for the following purposes :

1. To carry on, under all branches thereof, the business of dealers in, importers or exporters of all kinds of goods and merchandise, species, and generally everything which can be the object of trade and that as principals, agents or brokers ;

2. To fabricate, manufacture and construct everything which can be the object of manufacture, trade and construction in general ;

3. To acquire, own and exploit, for the above purposes, under any title and in any manner whatever, all that may constitute, furnish or be the source of raw materials, energy or fuel useful or necessary for such manufacture, trade or construction, and amongst other things but without limiting the generality of the foregoing terms coal and other mines, timber limits, agricultural undertakings, water-powers, with power to sell or otherwise dispose of the surplus of such fuel, raw materials or energy, the said power to sell or otherwise dispose of electric energy to be exercised however only within the districts of Three Rivers, Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Quebec, Beauce, Saint Francis, Montmagny, Kamouraska and Rimouski ;

4. To acquire, own and exploit private and public warehouses and in consequence to give all warehouse receipts and like documents ;

5. To register, acquire, exploit, assign and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents, trade marks and brands, processes, permits and other rights and privileges of a like nature, registered or unregistered in Canada or elsewhere ;

6. To acquire, exploit, under any title, conditions and in any manner whatever, the whole or any part whatever of the property or undertaking of its subsidiaries, or of any persons or corporations carrying on similar operations, or partly similar to those which the present company is authorized to do or carry on, and in particular to acquire on such conditions as may be agreed upon between the parties all the assets and undertakings of the said P. T. Légaré, Ltée, a corporation already existing under Federal letters patent as aforesaid ;

7. To enter with all such subsidiaries or other persons or corporations, into any agreements and arrangements which may seem directly or indirectly profitable to the present company ;

8. To make to the said subsidiaries, persons or corporations, or to its customers and others having dealings with the company, out of its funds or monies borrowed by the company, advances or loans, or still, either by way of its bond, endorsement, simple guarantee or that of obligations or other securities issued by it, and either by giving hypothecs, mortgages, liens and pledges it is authorized to give to guarantee its own loans,

autorisée à donner pour garantir ses propres emprunts, obligations et valeurs, en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 6009 Statuts refondus de Québec, 1909, leur faire obtenir des avances, des fonds, du crédit, des marchandises, contrats, ou autres biens et avantages quelconques, et garantir leurs emprunts, valeurs, contrats et obligations généralement quelconques ;

9. Acquérir, détenir et posséder, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, (disposant de, et employant à ces fins ses fonds ou ceux provenant d'emprunts, ses biens mobiliers ou immobiliers, ses actions, ses débiteures, obligations ou autres valeurs) des actions, actions-obligations, obligations et autres valeurs quelconques d'autres compagnies, et en disposer, les céder, vendre, aliéner ou transférer, absolument, ou autrement, à quelque titre et pour quelque objet que ce soit ; les droits de vote, de contrôle et autres afférents auxdites actions, obligations et valeurs, alors qu'elles seront possédées ou détenues par la compagnie, pouvant être exercés par la personne que désignera son conseil d'administration ;

10. Fonder, organiser et contrôler, soit en acquérant ou possédant leurs actions ou autrement, des filiales ou toutes autres compagnies pour toutes fins qui seraient jugées de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

11. Acquérir, par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement, ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent ;

12. Vendre, donner à bail, en nantissement, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer, de, quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente ;

13. Grever de servitude, et hypothéquer tous immeubles quelconques, et consentir, soit comme bailleur ou preneur tous baux emphytéotiques ;

14. Faire tous contrats de louage de service, de mandat, d'agence, de transaction, et de cautionnements, sauf ceux qui ne peuvent être donnés que par des compagnies de garantie spécialement autorisées à ce faire, et généralement faire tous contrats et conventions dont est capable une corporation et toutes choses utiles ou nécessaires pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée, ou s'y rattachant de quelque manière ;

15. Exercer tant pour les objets et les fins de ses entreprises que pour l'exercice de tous autres pouvoirs à elle conférés par les présentes lettres patentes, les pouvoirs et droits mentionnés à la loi des compagnies de Québec, 1920, article 6009, Statuts Refondus de Québec, 1909, la présente compagnie étant autorisée à émettre et à garantir en la manière prévue audit article des obligations, actions-obligations (debenture-stock) et toutes autres espèces de valeur ;

16. Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière jugée convenable, et, à la condition qu'il a été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la com-

obligations and securities, under the Quebec Companies' Act 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes, 1909, to obtain for them advances, funds, credit, merchandise, contracts or other property and advantages whatever, and guarantee their loans, securities, contracts and obligations generally whatever ;

9. To acquire, hold and own under any title and in any manner whatever (disposing of and utilizing for such purposes its funds or those obtained by loans, its moveable or immoveable property, shares, debentures, obligations or other securities) shares, debenture-stock, bonds or other securities whatever of other companies, and dispose thereof, assign, sell, alienate or absolutely or otherwise transfer the same under any title and for whatever object ; the rights to vote, control and other rights attached to said shares, bonds or other securities, when they are held or owned by the company, may be exercised by the person whom the board of directors shall designate ;

10. To establish, organize and control, either by acquiring or owning their shares or otherwise, of the subsidiaries or any other companies for any purposes which may be deemed calculated to directly or indirectly, benefit the present company ;

11. To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever ; and from whatever authority or source they may accrue ;

12. To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph ;

13. To charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteotic lease ;

14. To make all contracts of lease or hire of service, mandate, agency, transaction and surety, save those which can only be given by surety companies especially authorized as to do, and generally make all contracts and agreements which a corporation may enter into and all things useful or necessary for the attainment of the objects for which the present company is incorporated or in any way incidental thereto ;

15. To exercise both for the objects and purposes of its undertakings and the exercise of any other powers granted the said company herein, the powers and rights mentioned in the Quebec Companies' Act, 1920, article 6009 of the Quebec Revised Statutes 1909, the present company being authorized to issue and guarantee in the manner provided by said article bonds, debenture-stock and all other kind of securities ;

16. To invest the funds of the company not immediately required in the manner deemed convenient, and on the condition that the payment or security of the debts and obligations of the com-

pagnie, distribuer en nature entre ses actionnaires, de temps à autre, les biens quelconques de la compagnie et, en particulier, l'argent comptant, les actions, obligations et autres valeurs d'autres corporations que la corporation pourra détenir ;

17. Faire tous paiements quelconques, soit avec des actions de la compagnie émises et réparties comme entièrement ou partiellement acquittées, soit avec de ses obligations, actions-obligations (débenture-stock) ou autres valeurs, ainsi cédées au prix jugé convenable ;

18. Louer, vendre ou autrement aliéner, la totalité ou une partie quelconque de l'ensemble des biens, actif, entreprise et clientèle de la compagnie, considéré ou non comme une exploitation en cours (as a going concern), et ce, à toutes personnes ou corporations quelconques, et accepter pour prix ou compensation les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies, ou toutes autres considérations quelconques ;

19. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province, ou tout autre pays, suivant les lois du lieu, aux fins de lui permettre d'y exercer, en autant qu'elle en aura le droit, les pouvoirs à elle conférés par les présentes lettres patentes et la loi ;

20. Etablir et maintenir, ou aider à l'établissement et au maintien d'associations, caisses ou fonds de secours ou de pensions et autres choses de cette nature, ayant pour but de pourvoir, au profit de ses employés ou ex-employés et de leurs familles, au cas de maladie, d'incapacité ou de mort, ou d'encourager l'économie, et souscrire des fonds pour des objets charitables ou de bienfaisance ou d'intérêt public ;

21. Tous actes comportants l'aliénation des immeubles de la compagnie, de même que l'exercice des pouvoirs mentionnés dans les paragraphes 7, 8 et 18 ci-haut, devront être autorisés, approuvés ou ratifiés par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale dûment convoquée à cet effet, sous le nom de "Compagnie P. T. Légaré, Ltée—P. T. Légaré Company, Ltd", le montant du capital actions de la compagnie est de cinq millions de piastres, divisé en :

I. Six mille actions privilégiées série "A" de cent piastres chacune ;

II. Quatre mille actions privilégiées série "B" de cent piastres chacune ;

III. Quarante mille actions ordinaires de cent piastres chacune ;

#### ACTIONS PRIVILEGIEES SERIE "A"

23. Les porteurs de ces actions jouiront des privilèges et droits, et seront sujts aux restrictions et dispositions ci-après, savoir :

a. Ils auront sur les actions privilégiées série "B" et les actions ordinaires, relativement au paiement du principal de leurs actions et de tous les dividendes sur icelles totalement ou partiellement imposés et accumulés, y compris la partie du dividende proportionnelle à la période de temps écoulé sur l'année en cours, et les intérêts dus sur les dividendes non payés à échéance, privilèges et priorité sur la totalité des biens et de l'actif de la compagnie sans aucune exception ;

b. Ils auront droit à un dividende annuel et déterminé de six pour cent (6%) sur la valeur au pair desdites actions, et payable semi-annuellement, lequel dividende sera cumulatif, c'est-à-dire que tout tel dividende annuel ou partie d'ice-

pany has been provided for, distribute in kind among its shareholders, from time to time, any property of the company, and in particular, cash, shares, bonds and other securities of other corporations which the corporation may hold ;

17. To make any payments whatever either with shares of the company issued and allotted as fully or partly paid up, either with its bonds, debenture-stock or other securities, thus assigned at a price deemed convenient ;

18. To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part whatever of the whole of the property, assets, undertakings and goodwill of the company, considered or not as a going concern and that to such persons or corporations whatever and to accept as the price or consideration thereof the shares, bonds or other securities of any other companies or any other considerations whatever ;

19. To procure the company to be registered and recognized in any other province or any other country according to the laws of the place, to permit the company to exercise therein, in so far as it is empowered, the powers granted to the company by the present letters patent and by law ;

20. To establish and maintain or aid in the establishment and maintenance of associations, assistance or pension funds and other things of a like nature for the purpose of providing, to the profit of its employees, ex-employees and their families, in case of sickness, disability or death, or to promote economy, and to subscribe funds for charitable or benevolent objects or objects of public interest ;

21. All deeds to alienate the immovables of the company and the exercise of the powers mentioned in the foregoing paragraphs 7, 8 and 18, must be authorized, approved or ratified by the vote of the shareholders representing at least two-thirds in value of the subscribed capital stock of the company at a general meeting duly called to that effect, under the name of "Compagnie P. T. Légaré, Ltée—P. T. Légaré Company, Ltd", with a total capital stock of five million dollars, divided in :

I. Six thousand preference shares, class A, of one hundred dollars each.

II. Four thousand preference shares, class B, of one hundred dollars each.

III. Forty thousand common shares of one hundred dollars each.

#### PREFERENCE SHARES CLASS "A"

23. The holders of such shares shall enjoy the privileges and rights and be subject to the restrictions and provisions hereinafter mentioned, namely :

a. They shall have on the preference shares class "B" and the common shares, respecting the payment of the principal of their shares and all dividends thereon, fully or partly unpaid and accumulated, including the part of dividend proportionately to the period of time expired in the current year, and the interests due on the unpaid dividend at maturity, privileges and priority over the whole of the property and assets of the company without any exception ;

b. They shall be entitled to a fixed annual cumulative dividend of six per centum (6%) on the par value of said shares payable semi-annually and every such unpaid annual dividend or any part thereof shall accumulate with the future di-

lui non payés, s'accumulera avec les dividendes à venir, de telle façon que la compagnie, avant de pouvoir déclarer ou payer un dividende sur la balance de son capital-actions, ou de faire, sous aucune forme quelconque, une répartition de bénéfices ou de profits entre ses autres actionnaires, devra avoir payé en entiers aux porteurs desdites actions privilégiées série "A", tous les dividendes accumulés et échus, et les intérêts sur les dividendes non payés à échéance, et pourvu à celui en cours, mais ledit dividende tiendra lieu pour les porteurs desdites actions, de toute part quelconque dans les bénéfices et profits de toute nature réalisés ou accumulés par la compagnie, sous quelque forme que ce soit, leurs droits contre ou dans l'actif et les biens de la compagnie étant limités exclusivement au paiement du principal de leurs actions et du dit dividende suivant les privilèges et propriété ci-haut ;

Enfin, tout dividende non payé à échéance portera intérêt à six pour cent (6%) jusqu'à la date qu'il sera payé ;

c. Ils auront droit au choix exclusif qu'un des directeurs de la compagnie, et en outre exerceront tous les autres droits de vote aux assemblées de la compagnie que peuvent avoir les porteurs des autres actions de la compagnie ;

d. La compagnie aura le droit de racheter, en tout temps, toutes ou partie desdites actions, ou toutes ou partie de celles détenues par aucun porteur d'icelles, et devra avant de pouvoir, soit créer et émettre aucunes autres actions privilégiées ayant, de quelque manière, quant au paiement du principal d'icelles ou des dividendes préférence sur, ou simple concurrence avec les dites actions privilégiées série "A", soit exercer les pouvoirs à elle conférés par le paragraphe 18 ci-haut, ou se fusionner avec toute autre compagnie racheter celles détenues par ceux des porteurs desdites actions privilégiées série "A" dont le consentement à l'émission de telles nouvelles actions, ou à l'exercice desdits pouvoirs mentionnés au paragraphe 18 ci-haut, ou à une fusion, ne pourra être obtenu ;

Tout tel rachat devra être fait à une des dates d'échéances des dividendes semi-annuels, et le prix à être payé, le paiement devant se faire en argent, sera la valeur au pair desdites actions avec en plus tous les dividendes accumulés et échus à ladite date, mais la compagnie pourra retenir sur ledit prix tout montant non payé sur les actions non entièrement acquittées ;

La compagnie pourra, par règlement, déterminer le mode de procéder audit rachat, les avis à donner, les conditions de remise et de cancellation des certificats représentant les actions rachetées, et généralement toutes autres matières concernant ledit rachat ;

e. Lesdites actions seront sujettes aux règlements de la compagnie quant à tout ce qui concerne les certificats d'actions, leur transfert, les restrictions imposées quant au transfert des actions, et généralement à tout ce qui, dans lesdits règlements, ne sera pas incompatible ou contraire aux présentes dispositions ;

f. Aucun des droits, privilèges, et priorité conférés par les présentes, aux porteurs desdites actions privilégiées ne devront être censés limiter en aucune façon les droits de la compagnie d'émettre des obligations ou autres valeurs ayant priorité et privilège sur lesdites actions privilégiées, et d'exercer à ce sujet tous les pouvoirs mentionnés à l'article 6009 des Statuts refondus de 1909 Loi des compagnies de Québec 1920, et qui lui sont conférés en vertu de la loi et des présentes lettres patentes ;

g. La compagnie pourra en tout temps, par un règlement voté et approuvé, conformément à

vidends in such a way that the company before declaring or paying a dividend on the balance of its capital stock or making in any way whatever, an allotment of benefits or profits amongst its remaining shareholders, must have paid in full to the holders of said preference shares class "A" all the accumulated dividends due and the interest on the unpaid dividends at maturity, and provided for the dividend for the current year, but said dividend shall take the place for the holders of said shares of any part whatever in the benefits and profits of any nature realized or accumulated by the company in any way whatever, their rights against or in the assets and property of the company being exclusively limited to the payment of the principal of their shares and of the said dividend according to the privileges and priorities aforesaid ; finally any unpaid dividend at maturity shall bear interest at the rate of six per centum (6%) until the date of its payment.

c. They shall have the exclusive right to choose one of the directors and in addition thereto shall exercise all other rights to vote at the meetings of the company which the other shareholders of the company may enjoy ;

d. The company may redeem, at any time, all or part of the said shares, or all or part of those held by any holder of said shares, but shall before doing so, create and either issue any other preference shares having, in some way, as to the payment of the principal thereof or the dividend thereon priority over or simple concurrence with the paid preference shares class "A", or exercise the powers granted to the company by the aforesaid paragraph 18, or to amalgamate with any other company, redeem those held by those of the holders of said preference shares class "A" whose consent to the issue of such new shares, or to the exercise of the said powers mentioned in the aforesaid paragraph 18, or to the amalgamation, cannot be obtained ;

Such shares can only be redeemed at the semi-annual dividend maturing date, and the price to be paid, the payment to be in cash, shall be the par value of said shares plus the accumulated dividends due on such date, but the company may retain out of such sum any amount due on unpaid shares ;

The company may, by by-law, fix the mode of proceeding to such redemption, the notices to give, the conditions of handing over and cancellation of the certificates representing the redeemed shares and generally all other subjects respecting the redemption of such shares ;

e. The said shares shall be subject to the by-laws of the company as regards the certificates of shares, their transfer, the restrictions imposed as to the transfer of the shares, and generally anything, in the said by-laws, not in contravention with or contrary to the present provisions ;

f. None of the rights, privileges and priorities conferred herein to the holders of said preference shares shall be considered as limiting in any way the rights of the company to issue bonds or other securities having priority and privilege over the said preference shares, and to exercise to that end all the powers mentioned in article 6009 of the Revised Statutes 1909, Quebec Companies' Act, 1920, and granted to the company by law or the present letters patent ;

g. The company may, at any time, by a by-law voted and approved, pursuant to article 5989 of

l'article 5989 des Statuts refondus 1909, loi des compagnies de Québec 1920, modifier toutes et chacune des dispositions ci-haut, ou les révoquer en entier et convertir les dites actions privilégiées en actions ordinaires, sauf et excepté cependant quant à celles desdites actions alors émises et réparties et non rachetées et dont les porteurs n'auront pas consenti à telles modifications, révocations et conversion ;

#### ACTIONS PRIVILEGIEES SERIE "B"

24. Sauf que les droits, privilèges et priorité qui leur sont assignés prendront rang après ceux conférés aux porteurs des actions privilégiées série "A" et n'existeront qu'à l'encontre des porteurs des actions ordinaires, les porteurs des dites actions privilégiées série "B" jouiront et bénéficieront des droits, privilèges et priorité et seront sujets aux restrictions et dispositions énoncées aux sous-paragraphes a, b, c, f et g du paragraphe 23 ci-haut, lesquels s'appliqueront *mutatis mutandis* auxdites actions privilégiées série "B" ;

25. La compagnie pourra en tout temps et de temps à autre et aux conditions qu'elle jugera bon d'imposer, échanger, sur la demande de tel actionnaire, toutes ou partie des actions ordinaires entièrement acquittées détenues par un actionnaire de la compagnie pour un égal nombre des dites actions privilégiées série "B" non encore émises et réparties et qui seront elles-mêmes émises, sur tel échange, comme entièrement acquittées, et annuler l'émission, la répartition et le certificat des actions ordinaires ainsi reçues en échange par la compagnie, lesquelles actions ordinaires redeviendront partie du capital-actions de la compagnie non encore émis et reparti ;

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
637 C.-J. SIMARD.

the Revised Statutes, 1909, Quebec Companies' Act 1920, modify all or any of the above provisions, or repeal the whole or same and convert the said preference shares in common shares, save and except however as regards the said shares then issued and allotted and unredeemed and the holders of which have not consented to such modifications, repeal and conversion.

#### PREFERENCE SHARES CLASS "B"

24. Save that the rights, privileges and priorities assigned them shall take rank after those conferred to the holders of the preference shares class "A" and shall exist only against the holders of common shares, the holders of said preference shares class "B" shall enjoy and benefit of the rights, privileges and priorities and be subject to the restrictions and provisions enumerated in subparagraphs a, b, c, f and g of the foregoing paragraph 23, which shall apply *mutatis mutandis* to the said preference shares class "B" ;

25. The company may, at any time and from time to time and on such conditions it may think fit to enact, exchange on demand of such shareholder, all or part of the fully paid up common shares held by a shareholder of the company for an equal number of said preference shares class "B" un-issued and unallotted and which shall be issued, on such exchange, as fully paid up, and to cancel the issue, allotment and certificate of the common shares thus received in exchange by the company, which common shares shall again become part of the un-issued and un-allotted capital stock of the company.

The chief place of the company, will be in the city of Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
638 Assistant Provincial Secretary.

#### Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour supérieure, No 6642. Joseph Barthelemy Girard, journalier, de Jonquières, demandeur ; vs Marie-Alice Paradis, épouse commune en biens dudit Joseph-Barthelemy Girard, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause le 12 février 1921.

Chicoutimi, 16 février 1921.  
Le procureur du demandeur,  
659-7-5 THS-LS BERGERON.

Province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure, No 2408. Dame Mélanie Déry, épouse commune en biens de Lucien Langlais, cultivateur, de Normandin, demanderesse ; vs ledit Lucien Langlais, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause le 10 février 1921.

Roberval, 16 février 1921.  
Le procureur de la demanderesse,  
661-7-5 THS-LS BERGERON.

#### Actions for separation as to bed and board

Province of Québec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 6642. Joseph Barthelemy Girard, laborer, of Jonquières, plaintiff ; vs Marie-Alice Paradis, wife common as to property of said Joseph-Barthelemy Girard, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause on the 12th February, 1921.

Chicoutimi, 16th February, 1921.  
THS-LS BERGERON,  
660-7-5 Attorney for plaintiff.

Province of Québec, district of Roberval, Superior Court, No. 2408. Dame Mélanie Déry, wife common as to property of Lucien Langlais, farmer, of Normandin, plaintiff ; vs the said Lucien Langlais, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause on the 10th February, 1921.

Roberval, 16th February, 1921.  
THS-LS BERGERON,  
2-7-5 Attorney for plaintiff.

## Avis divers

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, conformément à l'article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Independent Securities, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 mai 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Independent Securities, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
663 C.-J. SIMARD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, conformément à l'article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Maxwell Securities, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 novembre 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Maxwell Securities, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1921.

Le sous-secrétaire de la province,  
665 C.-J. SIMARD.

## Miscellaneous Notice

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act 1920, pursuant to article 5973a, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company, Independent Securities Limited, incorporated by letters patent dated the 11th May, 1920.

Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice, the said company Independent Securities Limited, shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
664 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, pursuant to article 5973a, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maxwell Securities Limited" incorporated by letters patent dated the 4th November, 1920.

Notice is also hereby given that from and after the date of the publication of this notice the said company Maxwell Securities Limited shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1921.

C.-J. SIMARD,  
666 Assistant Provincial Secretary.

## Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16 février 1921, dans une cause dans laquelle Emery Lavigne, litographe, de la cité de Montréal, district de Montréal; Charles-Auguste-Gustave Lavigne, commis, du village de La Tuque, district de Trois-Rivières; Regina Lavigne, fille majeure, Adelia Lavigne, fille majeure, Elisabeth Lavigne, fille majeure, et Eugène Lavigne, comptable, tous quatre de la cité d'Outremont, dit district, sont demandeurs; et Dame Corinne Provencher, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Baptiste-Edmond Lavigne, du même lieu, et ledit Jean-Baptiste-Edmond Lavigne tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux présentes; Albina Provencher, du même lieu, épouse séparée de biens de L.-W. Beaugregard, médecin, aussi du même lieu, et ledit L.-W. Beaugregard, pour autoriser sadite épouse aux présentes; Emile Provencher, Léon Provencher, Champlain Provencher, Emery Provencher, Lionel Lavigne, tous de ladite cité de Montréal, et G.-A. Henri Dufresne, médecin, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs Raoul Lucien et Paul Lavigne, issus du premier mariage de Dame Henriette Dufresne, du village de Rosemere, district de Montréal, épouse en secondes noces, contractuellement séparée de biens de Alfred Bourret, avec feu Alphonse-T. Lavigne sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

## Sale by licitation

Notice is given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 16th February, 1921, in a cause wherein Emery Lavigne, lithographer, of the city of Montreal, district of Montreal; Charles-Auguste-Gustave Lavigne, clerk, of the village of La Tuque, district of Three Rivers; Regina Lavigne, spinster of age, Adelia Lavigne, spinster of age, Elizabeth Lavigne, spinster of age, and Eugène Lavigne, accountant, all four of the city of Outremont, said district, are plaintiffs; and Dame Corinne Provencher, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of Jean-Baptiste-Edmond Lavigne, of the same place, and the said Jean-Baptiste-Edmond Lavigne both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof; Albina Provencher, of the same place, wife separate as to property of L.-W. Beaugregard, doctor of medicine, also of the same place, and the said L.-W. Beaugregard, to authorize his said wife for the purposes hereof; Emile Provencher, Léon Provencher, Champlain Provencher, Emery Provencher, Lionel Lavigne, all of the said city of Montreal, and G.-A.-Henri Dufresne, doctor of medicine, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to the minor children, Raoul, Lucien and Paul Lavigne, issued of the first marriage of Dame Henriette Dufresne, of the village of Rosemere, district of Montreal, wife by a second marriage and contractually separate as to property of Alfred Bourret, with the late Alphonse-T. Lavigne, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

1. Un terrain situé à Montréal, composé de partie du lot No 51 et partie du lot No 52 de la subdivision officielle du lot numéro 330 (Pt. de 330-51 et 52) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec une maison dessus érigée portant les numéros civiques 293 et 293a de la rue Chambord, et autres dépendances et servitudes ; lesdites parties de lots bornées comme suit : la partie du lot numéro 51 de ladite subdivision officielle, en front, au sud-ouest par ladite rue Chambord ; en arrière, au nord-est par une ruelle publique ; d'un côté, au nord-ouest, par le lot No 52 de ladite subdivision sud désignée, et de l'autre côté, au sud-est, par le reste dudit lot numéro 51 de la dite subdivision ; cette partie du lot ayant environ huit pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot, soit environ 78 pieds ; et la partie du lot No 52 de ladite subdivision officielle, en front, au sud-ouest par ladite rue Chambord ; en arrière, au nord-est, par une ruelle publique ; d'un côté, au nord-ouest, par le résidu dudit lot No 52, et de l'autre côté, au sud-est, par ledit lot No 51 de ladite subdivision ; cette partie de lot contenant aussi environ 8 pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot, soit environ 78 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins ;

2. Deux lots de terre sis et situés sur le niveau de l'avenue Henri-Julien, Montréal, portant les numéros 1073 et 1074 de la subdivision officielle du lot No 15 (No 15-1073 et 15-1074) des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste—avec maison en bois lambrissée en brique et pierre, portant les numéros civiques 834, 836, 838 et 840 avenue Henri-Julien, ainsi que le tout se trouve actuellement et sans aucune réserve ;

3. Deux lopins de terre situés sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Denis, à Montréal, portant les numéros 532 et 533 de la subdivision du numéro 15 sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, et contenant chacun 25 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, bornés au nord-est par la rue Saint-Denis, en arrière par une ruelle portant les Nos 15-543, du côté nord-ouest par le No 15-534 et du côté sud-est par le numéro 15-531, desdits plan et livre de renvoi officiels—avec deux maisons y érigées portant les numéros 914, 916, 918, 920, 922 et 924, rue Saint-Denis, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec d'autres ;

4. Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros 83 et 84 au plan de la subdivision officielle du lot numéro 15 aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste ;

Deux autres lots de terre connus et désignés sous les numéros 83 et 84 de la subdivision officielle du lot numéro 104 de la subdivision officielle du lot numéro 15 (Nos 15-104-83—15-104-84) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste ;

Le tout formant une propriété de quarante pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur (40 x 80) mesure anglaise, bornée en front par la rue Berri—avec une maison et autres bâties dessus érigées, portant les numéros civiques 859, 861, 863 et 865 de la rue Berri, et droit de passage dans la ruelle faisant partie du No 184 au plan de la subdivision du lot numéro douze (12-184) auxdits plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, laquelle ruelle longe la ligne séparant les numéros 184 et 183 de la subdivision du lot numéro douze desdits plan et livre de renvoi officiels ;

5. Un lot de terre situé à Montréal, dans le

1. A piece of land composed of part of the lot No. 51 and part of the lot No. 52 of the official subdivision of the lot number 330 (pt. No. 330-51 and 52) of the official plan and book of reference of the village of Côte-Saint-Louis—with a house thereon erected bearing civic numbers 293 and 293a in Chambord street, and other dependencies and servitudes ; the said parts of lots bounded as follows : the part of lot number 51 of the said official subdivision in front, to the southwest by said Chambord street ; in rear to the northeast by a public lane ; on one side to the northwest, by the lot No. 52 of said subdivision aforementioned and on the other side, to the southeast, by the residue of said lot number 51 of said subdivision ; that part of lot measuring about eight feet in width by the whole depth of said lot, about 78 feet ; and the part of the No. 52 of said official subdivision, in front, to the southwest by said Chambord street ; in rear, to the northeast, by a public lane ; on one side, to the northwest, by the residue of said lot No. 52 and on the other side, to the southeast, by the said lot No. 51 of said subdivision, said part of lot containing also about 8 feet in width by the whole depth of said lot, about 78 feet, the whole English measure and more or less ;

2. Two lots of land lying and situate on the level of Henri Julien avenue, Montreal, bearing the number 1073 and 1074 of the official subdivision of lot No. 15 (No. 15-1073 and 1074) of the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste—with a stone and brick veneer house bearing the civic numbers 834, 836, 838 and 840 Henri Julien avenue, as the whole now subsists and without any reserve ;

3. Two parcels of land situated on the southwest side of Saint-Denis street, at Montreal, bearing the numbers 532 and 533 of the subdivision of number 15 on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, in the county of Hochelaga, and containing, each lot, 25 feet in width by 100 feet in depth, English measure and more or less ; bounded on the northeast by Saint-Denis street, in rear by a lane bearing the No. 15-543, on the northwest side by the No. 15-534 and on the southeast side by the No. 15-531 of said official plan and book of reference—with two houses thereon erected bearing the number, 914, 916, 918, 920, 922 and 924 Saint-Denis street, with a right of way in the lane in common with others ;

4. Two lots of land known and designated under the numbers 83 and 84 on the official subdivision plan of the lot number 15 on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste ;

Two other lots of land known and designated under the numbers 83 and 84 of the official subdivision of the lot number 104 of the official subdivision of the lot number 15 (Nos. 15-104-83, 15-104-84), on the official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste ;

The whole forming one property of forty feet in front by eighty feet in depth (40 x 80), English measure ; bounded in front by Berri street—with a house and other buildings thereon erected bearing civic numbers 859, 861, 863 and 865, Berri street and a right of way in the lane forming part of the No. 184 on the subdivision plan of the lot number twelve (12-184), on said official plan and book of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste, which lane runs along the line dividing the numbers 184 and 183 of the subdivision of the lot number twelve of said official plan and book of reference ;

5. A lot of land situate at Montreal, in Lafon-

quartier Lafontaine, sur le niveau de la rue Montcalm, contenant 87 pieds et 9 pouces de front par 75 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et tel qu'enclos—avec une maison en brique à deux étages et à deux côtés, une maison en bois à un étage et à deux côtés, portant les numéros civiques 360, 362, 364 et 368 de la rue Montcalm, et autres dépendances ; ledit lot de terre connu sous le numéro 978 aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Lafontaine ;

6. Deux lots de terre ayant front sur la rue Plessis, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros 793 et 794 sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Papineau à Montréal, contenant chacun quarante pieds de front par 101 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites portant les Nos 274, 276, 278, 282, 284 et 286 de la rue Plessis ;

7. Trois lots de terre contigus situés sur le niveau de la rue Plessis dans le quartier Papineau, connus et désignés sous les numéros 917, 918 et 919 des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Papineau, contenant en totalité, ces trois lots, une largeur de 120 pieds sur une profondeur de 101 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec un pâté de maisons construites en bois et lambrissées en brique, remises et autres bâtisses portant les numéros civiques 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352 et 354, Plessis ;

8. Un emplacement situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Jacques, à l'encoignure ouest des rues Montcalm et Lagachetière, connu sous le numéro 366 sur le plan et au livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Jacques, contenant 42 pieds et 9 pouces de front par 84 pieds et 9 pouces de profondeur ; le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise,—avec une maison en brique à deux étages et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 611, 613 et 615 de la rue Lagachetière est ;

9. Un lot de terre de forme irrégulière situé rue Cadieux, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le No 573, contenant 86 pieds et 3 pouces de largeur sur la devanture, de 84 pieds et 3 pouces de largeur en arrière, sur 125 pieds de profondeur, mesure anglaise, de là, 42 pieds et 6 pouces de largeur sur 39 pieds et 6 pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, formant 12,335 pieds en superficie ; borné en front par la rue Cadieux, en profondeur par les numéros 564 et 569, d'un côté par les numéros 570 et 572, et de l'autre côté par les numéros 564 et 574, audits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 454, 458, 462, 464 et 466 de la rue Cadieux ;

10. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, à Montréal, étant le numéro 589 du cadastre dudit quartier, contenant 55 pieds et 3 pouces de front sur environ 127 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Cadieux, en arrière par les lots numéros 587 et 590, du côté nord-ouest par le lot numéro 591, et du côté sud-est par le lot numéro 580 des dits plan et livre de renvoi officiels ;

11. Un emplacement situé à Montréal, sur le niveau de la rue Sanguinet, connu et désigné comme étant le numéro 688 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant ledit emplacement, 40 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec une maison en bois à deux étages, portant les

taîne ward, on the level of Montcalm street, containing 87 feet and 9 inches in front by 75 feet in depth, the whole English measure and more or less, without warranty as to precise measurements and as fenced in—with a two storey, two side, brick house, a one storey, two side, wooden house bearing the civic numbers 360, 362, 364 and 368 Montcalm street and other dependencies ; the said lot of land known under the number 978 on the official plan and book of reference of said Lafontaine ward ;

6. Two lots of land fronting on Plessis street, in the city of Montreal, known and designated under the numbers 793 and 794 on the official plan and book of reference of Papineau ward, in Montreal, each containing forty feet in front by 101 feet in depth, English measurement and more or less—with buildings thereon erected bearing the Nos. 274, 276, 278, 282, 284 and 286 of Plessis street ;

7. Three contiguous lots of land situate on the level of Plessis street in Papineau ward, known and designated under the numbers 917, 918 and 919 on the official plan and book of reference of the said Papineau ward, the said three lots containing in all a width of 120 feet by a depth of 101 feet, all English measurement and more or less—with a block of wooden houses covered in brick, sheds and other buildings bearing the civic numbers 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352 and 354, Plessis ;

8. An emplacement situate in the city of Montreal, in Saint-James ward, on the west corner of Montcalm and Lagachetière streets, known under the number 366 on the official plan and book of reference of the said Saint-James ward, containing 42 feet and 9 inches in front by 84 feet and 9 inches in depth, all English measurement and more or less—without warranty of exact measurement, with a two story brick house and other buildings thereon erected bearing the civic numbers 611, 613 and 615 of Lagachetière street east ;

9. A lot of land of irregular outline situate on Cadieux street, known and designated on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward under the No. 573, containing 86 feet and 3 inches in width in front 86 feet and 3 inches in width at the rear by 125 feet in depth, English measurement, thence 42 feet and 6 inches in width by 39 feet and 6 inches in depth, English measurement and more or less, forming 12,335 feet in area ; bounded in front by Cadieux street, in depth by the numbers 564 and 569, on one side by the number 570 and 572, and on the other side by the numbers 564 and 574 on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 454, 458, 462, 464 and 466 of Cadieux street ;

10. A lot of land situate in Saint-Louis ward, in Montreal, being the number 589 of the cadastre of the said ward, containing 55 feet and 3 inches in front by about 127 feet in depth, English measurement and more or less ; bounded in front by Cadieux street, in the rear by the lots numbers 587 and 590, on the northwest side by the lot number 591, and on the southeast side by the lot number 580 on the said official plan and book of reference ;

11. An emplacement situate in Montreal, on the level of Sanguinet street, known and designated as being the number 688 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, the said emplacement containing 40 feet in front by 80 feet in depth, all more or less—with a two story wooden house bearing the civic numbers

Nos civiques 268a, 270, 272 et 274 Sanguinet, et dépendances dessus construites ;

12. Un lopin de terre connu comme étant le numéro 87 de la subdivision du lot numéro 903 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis à Montréal, contenant 25 pieds de front par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, faisant front sur la rue Saint-Denis—avec le droit à la ruelle en commun avec d'autres—avec une maison à trois étages portant les numéros civiques 698, 700 et 702 rue Saint-Denis ;

13. Un lot de terre de forme irrégulière situé à l'encoignure ouest des rues Cadieux et Demontigny, dans le quartier Saint-Louis, contenant 7,897 pieds, mesure anglaise, en superficie, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu sous le numéro 572 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec deux maisons en brique à un étage, portant les numéros civiques 57, 59, 61 et 63 de la rue Demontigny est, et autres dépendances ;

14. Un lot de terre situé à Montréal, dans le quartier Saint-Louis, faisant face, partie à la rue Cadieux, partie à la rue Ontario, et partie à la rue Grubert, connu sous le numéro 591 sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant 42 pieds de largeur en front, et 49 pieds 6 pouces aussi de largeur, en arrière, par une profondeur irrégulière, et mesurant une superficie de 6,959 pieds le tout, plus ou moins—avec deux maisons dont l'une lambrissée en brique et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 36, 38, 40, 42, de la rue Ontario est, et 544, 546 de la rue Cadieux ;

15. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, sur le niveau de la rue Hôtel de Ville, connu sous le numéro 492 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant 40 pieds de front par 82 pieds et 6 pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, —avec maison et autres bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 343 et 345 avenue Hôtel de Ville ;

16. Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, sur le niveau de la rue Sanguinet, contenant 90 pieds de front par une profondeur de 83 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, connu et désigné sous le numéro 680 sur le plan officiel et dans le livre de renvoi dudit quartier Saint-Louis, avec une maison en bois lambrissée en brique, à deux étages et autres bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 232 et 234 de la rue Sanguinet ;

17. Un lot de terre situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, de forme irrégulière, à l'encoignure sud de l'avenue Hôtel de Ville et Ontario, connu sous le numéro 622 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la contenance de 931 pieds, mesure anglaise, en superficie, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 106 et 108 de la rue Ontario est, et 452 de l'avenue Hôtel de Ville ;

18. Un lot de terre de forme irrégulière situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, sur le niveau des rues Ontario et Cadieux, connu sous le numéro 592 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant 49 pieds et 6 pouces de front sur la rue Cadieux et 5 pieds 6 pouces de largeur à l'arrière ligne, par une profondeur de 128 pieds, plus ou moins—avec maisons et dépendances sus-érigées ;

19. Trois lots de terre de forme irrégulière ayant une superficie totale de 7,500 pieds et situés sur la rue Dufferin, dans le quartier Bor-

268a, 270, 272 et 274 Sanguinet, and dependencies thereon erected ;

12. A parcel of land known as being the number 87 of the subdivision of the lot number 903 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward in Montreal, containing 25 feet in front by 100 feet in depth, English measurement and more or less, fronting on Saint-Denis street,—with right in the lane in common with others, with a three story house bearing the civic numbers 698, 700 and 702 Saint-Denis street ;

13. A lot of land of irregular outline situate on the west corner of Cadieux and Demontigny streets, in Saint-Louis ward, containing 7,897 feet, English measurement, in area, all more or less, without warranty of exact measurement, known under the number 572 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, — with two one story brick houses bearing the civic numbers 57, 59, 61 and 63 of Demontigny street east, and other dependencies ;

14. A lot of land situate in Montreal, in Saint-Louis ward, facing partly Cadieux street, partly Ontario street, and partly Grubert street, known under the number 591 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, containing 42 feet in width in front, and 49 feet 6 inches also in width at the rear, by an irregular depth, and measuring 6,959 feet in area, all more or less —with two houses of which one covered in brick and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers 36, 38, 40, 42 of Ontario street east, and 544, 546 of Cadieux street ;

15. A lot of land situate in Saint-Louis ward, on the level of City Hall street, known under the number 492 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, containing 40 feet in front by 82 feet and 6 inches in depth, all English measurement and more or less— with house and other buildings thereon erected bearing the civic numbers 343 and 345 City Hall avenue ;

16. An emplacement situate in Saint-Louis ward, on the level of Sanguinet street, containing 90 feet in front by a depth of 83 feet, all English measurement and more or less, without warranty of exact measurement, known and designated under the number 680 on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward, — with a two story wooden house covered in brick and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers 232 and 234 of Sanguinet street ;

17. A lot of land situate in the city of Montreal, in Saint Louis ward, of irregular outline, on the south corner of City Hall Avenue and Ontario street, known under the number 622 on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, containing 931 feet, English measurement, in area, more or less—with house and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers 106 and 108 of Ontario street East, and 452 of City Hall Avenue ;

18. A lot of land of irregular outline situate in the city of Montreal, in Saint-Louis ward, on the level of Ontario and Cadieux streets, known under the number 592 on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, containing 49 feet and 6 inches in front on Cadieux street and 5 feet 6 inches in width at the rear line, by a depth of 128 feet, more or less—with houses and dependencies thereon erected ;

19. Three lots of land of irregular outline having a total area of 7,500 feet and situate on Dufferin street, in Bordeaux ward parish of Sault-

deux, paroisse du Sault-au-Récollet, connus et désignés comme subdivisions numéros 385, 386 et 387 du lot originaire No 225 (225-385, 386 et 387) et les lots subdivisions Nos 57, 58 et 59 du lot originaire No 226 (226-57, 58 et 59) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, sans bâtisse;

20. 1. Un lopin de terre connu comme étant le numéro 78 de la subdivision du numéro 15 sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, maintenant le quartier Saint-Jean-Baptiste de Montréal;

2. Un lopin de terre situé entre le terrain ci-dessus décrit et la rue Berri, et connu comme étant le No 78 de la subdivision du numéro 104 de la subdivision du numéro 15 du même village Saint-Jean-Baptiste;

3. Une lisière de terre de quatre pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, faisant partie du numéro 15, subdivision 79 et du numéro 15 subdivision 104, resubdivision 79 (15-79, 15-104-79) du même village Saint-Jean-Baptiste, bornée en front par la rue Berri, en arrière par partie du lot numéro 12-187, d'un côté par l'autre partie des numéros 15-79 et 15-104-79, et de l'autre côté par les numéros 15-78 et 15-104-78 aux dits plan et livre de renvoi officiels; une partie de cette lisière de terre est affectée à la servitude d'un passage mitoyen dont elle forme la moitié jusqu'à une profondeur suffisante pour pouvoir en arriver en voiture en arrière des maisons auxquelles elle sert—avec les édifices dessus construits portant les numéros civiques 887-889 de la rue Berri et le droit de mitoyenneté dans les murs des propriétés voisines.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérissur le VINGT-TROISIEME jour de MARS 1921, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre No 31, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 17 février 1921.

Les avocats des demandeurs,  
657-7-2 ST-GERMAIN, GUERIN &  
RAYMOND

au-Récollet, known and designated as subdivisions numbers 385, 386 and 387 of the primitive lot No. 225 (225-385, 386 and 387) and the subdivision lots numbers 57, 58 and 59 of the primitive lot No. 226 (226-57, 58 and 59) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, without building;

20. 1. A parcel of land known as being the number 78 of the subdivision of the number 15 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, now Saint-Jean-Baptiste ward of Montreal;

2. A parcel of land situate between the land hereabove described and Berri street, and known as being the No. 78 of the subdivision of the number 104 of the subdivision of the number 15 of the same Saint-Jean-Baptiste village;

3. A strip of land of four feet in width by eighty feet in depth, forming part of number 15, subdivision 79 and of number 15 subdivision 104, resubdivision 79 (15-79, 15-104-79) of the same Saint-Jean-Baptiste village, bounded in front by Berri street, in the rear by part of the lot number 12-187, on one side by the other part of the numbers 15-79 and 15-104-79, and on the other side by the numbers 15-78 and 15-104-78 on the said official plan and book of reference; a part of the said strip of land is subject to the servitude of a mitoyen passage of which it forms the half up to a depth sufficient to be able to arrive in vehicle at the rear of the houses which it serves—with the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 887-889 of Berri street and the right of mitoyenneté in the walls of the adjoining properties.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the TWENTY THIRD day of MARCH, 1921, sitting the Court, in the Court room of the Court House, in Montreal, Room No. 31, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 17th February, 1921.

ST. GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,  
658-7-2 Attorneys for plaintiffs.

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 7.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| Dme Abdalla vs Kouri.....     | 411 |
| " Brisson vs Pineault.....    | 411 |
| " Ethier vs Larin.....        | 411 |
| " Fournier vs Huard.....      | 412 |
| " Gauthier vs Labrosse.....   | 412 |
| " Plotkin vs Bass.....        | 412 |
| " Prairie vs Fontaine.....    | 411 |
| " Tellier vs Montplaisir..... | 412 |
| " Yelin vs Bernstein.....     | 412 |

## Index of the Quebec Official Gazette, No 7.

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| Dme Abdalla vs Kouri.....     | 411 |
| " Brisson vs Pineault.....    | 411 |
| " Ethier vs Larin.....        | 411 |
| " Fournier vs Huard.....      | 412 |
| " Gauthier vs Labrosse.....   | 412 |
| " Plotkin vs Bass.....        | 412 |
| " Prairie vs Fontaine.....    | 411 |
| " Tellier vs Montplaisir..... | 412 |
| " Yelin vs Bernstein.....     | 412 |

|                                                                                                       |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :— |     |
| Déry vs Langlais.....                                                                                 | 432 |
| Girard vs Dme Paradis.....                                                                            | 432 |
| Noel vs Beaudry.....                                                                                  | 413 |
| ANNONCEURS :—Avis aux :—.....                                                                         | 390 |
| ADVERTISERS :—Notice to :—..... 390                                                                   |     |
| ARRÊTÉ EN CONSEIL :—                                                                                  |     |
| ORDER IN COUNCIL :—                                                                                   |     |
| Tarif des greffiers de la paix.....                                                                   | 426 |
| Tariff of the clerks of the peace..... 426                                                            |     |
| AVIS DIVERS :—                                                                                        |     |
| MISCELLANEOUS NOTICES :                                                                               |     |
| Bedford Light Coy, Ltd.....                                                                           | 413 |
| Charity Organization Society of Montreal.....                                                         | 413 |
| Genereux Motor Co'y, Lt'd.....                                                                        | 413 |
| Independent Securities, Ltd.....                                                                      | 433 |
| Loi des Compagnies, 1920.....                                                                         | 389 |
| Maxwell Securities, Ltd.....                                                                          | 433 |
| The Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Co'y.....                                            | 413 |
| The Stanstead & Sherbrooke Mutual Fire Insurance Co'y..... 413                                        |     |
| COMPAGNIE DISSOUTE :—                                                                                 |     |
| COMPANY DISSOLVED :—                                                                                  |     |
| La Cie électrique de Louiseville, ltée....                                                            | 414 |
| La Cie électrique de Louiseville, ltée.... 414                                                        |     |
| DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—                                                                          |     |
| APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—                                                                         |     |
| Brown Corporation.....                                                                                | 409 |
| Desjardins, Napoléon.....                                                                             | 407 |
| Grandbois, Henri et autres.....                                                                       | 407 |
| La Cie de Publication La Presse, Ltée..                                                               | 407 |
| Le Conseil de la cité de Montréal.....                                                                | 408 |
| Robson, John-Joseph & Foster, Thomas-Yates.....                                                       | 308 |
| Twite, Ernest-D.....                                                                                  | 407 |
| Wilkinson, William-Thomas.....                                                                        | 408 |
| Brown Corporation..... 409                                                                            |     |
| Desjardins, Napoléon..... 407                                                                         |     |
| Grandbois, Henri and others..... 407                                                                  |     |
| La Cie de Publication La Presse, Ltée.. 407                                                           |     |
| The Council of the city of Montreal... 408                                                            |     |
| Robson, John-Joseph & Foster, Thomas-Yates..... 408                                                   |     |
| Twite, Ernest-D..... 407                                                                              |     |
| Wilkinson, William-Thomas..... 408                                                                    |     |
| DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—                                                              |     |
| DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—                                                                   |     |
| Municipalité scolaire de Saint-Théophile.                                                             | 409 |
| School municipality of Saint-Théophile.. 409                                                          |     |
| DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—                                                               |     |
| DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—                                                                    |     |
| Paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui.                                                                | 409 |
| Parish of Saint-Zénon-du-Lac-Humqui.. 409                                                             |     |
| DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—                                                                   |     |
| DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—                                                                    |     |
| L'affermage de forces hydrauliques et de concession forestière.....                                   | 410 |
| Loan of water-powers and timber limit. 410                                                            |     |
| DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—                                                                              |     |
| TREASURY DEPARTMENT :—                                                                                |     |
| Merchants Casualty Co'y.....                                                                          | 410 |
| Merchants Marine Insurance Co'y, Lt'd.                                                                | 410 |
| Merchants Casualty Co'y..... 410                                                                      |     |
| Merchants Marine Insurance Co'y, Lt'd. 410                                                            |     |
| ERRATA :—                                                                                             |     |
| ERRATA :—                                                                                             |     |
| Page 52, 15 janvier 1921, Nos 113-14....                                                              | 414 |
| Sanche vs Thibodeau.....                                                                              | 419 |
| Page 52, 15th January, 1921, Nos. 113-14. 414                                                         |     |
| Sanche vs Thibodeau..... 419                                                                          |     |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—                                                                         |     |
| DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—                                                                          |     |
| Société coopérative agricole des comtés du sud.....                                                   | 411 |
| Société coopérative agricole des comtés dusud..... 411                                                |     |
| LETTRES PATENTES :—                                                                                   |     |
| LETTERS PATENT :—                                                                                     |     |
| Adler, ltée.....                                                                                      | 396 |
| Armstrong and Cook Co'y, Lt'd.....                                                                    | 406 |
| Arrow Clothing Co'y, Lt'd.....                                                                        | 400 |
| Claridge Hotel Corporation.....                                                                       | 405 |
| Cie P. T. Légaré, ltée—P. T. Légaré Co'y, Lt'd.....                                                   | 428 |
| D. E. S., ltée.....                                                                                   | 402 |
| International Athletic & Social Club....                                                              | 401 |
| Adler, ltée..... 396                                                                                  |     |
| Armstrong and Cook Co'y, Lt'd..... 406                                                                |     |
| Arrow Clothing Co'y, Lt'd..... 400                                                                    |     |
| Claridge Hotel Corporation..... 405                                                                   |     |
| Cie P. T. Légaré, ltée—P. T. Légaré Co'y, Lt'd..... 428                                               |     |
| D. E. S., Lt'd..... 402                                                                               |     |
| International Athletic & Social Club.... 401                                                          |     |

|                                                      |     |                                                      |     |
|------------------------------------------------------|-----|------------------------------------------------------|-----|
| La Maison Albert, ltée.....                          | 394 | La Maison Albert, ltée.....                          | 394 |
| Mde Paquette, ltée.....                              | 399 | Mde Paquette, ltée.....                              | 399 |
| Montreal Electrotpe Co'y, Lt'd.....                  | 393 | Montreal Electrotpe Co'y, Lt'd.....                  | 393 |
| Northwestern Oil Co'y, Lt'd.....                     | 395 | Northwestern Oil Co'y, Lt'd.....                     | 395 |
| P.-L. Baldwin & Sons, Lt'd.....                      | 392 | P.-L. Baldwin & Sons, Lt'd.....                      | 392 |
| Quebec Cereal & Grain Company, Lt'd..                | 397 | Quebec Cereal & Grain Company, Lt'd..                | 397 |
| The City Sponging Works, Lt'd.....                   | 397 | The City Sponging Works, Lt'd.....                   | 397 |
| The Ronalds Press & Advertising Agency,<br>Lt'd..... | 390 | The Ronalds Press & Advertising Agency,<br>Lt'd..... | 390 |

## ORDRE DE COUR :—

|                             |     |
|-----------------------------|-----|
| Charpentier vs Coderre..... | 414 |
|-----------------------------|-----|

## PROCLAMATION :—

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| Paroisse Saint-Edouard-de-Lotbinière... | 424 |
|-----------------------------------------|-----|

## SOUMISSIONS :—

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| La municipalité du village de Danville. | 414 |
|-----------------------------------------|-----|

## VENTES PAR ENCAN :—

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Roy & Tremblay..... | 415 |
| Tremblay.....       | 415 |

## VENTES PAR LICITATION :—

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| Delisio vs Antonacio <i>et al.</i> .....                   | 417 |
| Jourdain (Dmes) <i>et al</i> vs Dme Black <i>et al.</i> .. | 418 |
| Lavigne <i>et al</i> vs Provencher <i>et al.</i> .....     | 433 |
| Samson <i>et al</i> vs Samson <i>et vir.</i> .....         | 416 |
| Sanche vs Thibodeau.....                                   | 418 |

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

## IBERVILLE :—

|                      |     |
|----------------------|-----|
| Cusson vs Roy.....   | 420 |
| Hébert vs Dubuc..... | 420 |

## MONTREAL :—

|                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------|-----|
| Blumenthal (Dme) vs Solomon.....                                 | 421 |
| La ville de Montréal-est vs Bélanger....                         | 422 |
| La ville de Montréal-est vs Payette.....                         | 422 |
| Les commissaires d'écoles de Saint-Lam-<br>bert vs Campbell..... | 421 |

## QUÉBEC :—

|                                                   |     |
|---------------------------------------------------|-----|
| La Banque Ntionale vs Groleau <i>ès-qual.</i> ... | 423 |
| La cité de Québec vs Dlle Detmers.....            | 423 |
| La cité de Québec vs Dorval.....                  | 422 |
| La cité de Québec vs Guignon.....                 | 423 |

## RULE OF COURT :—

|                             |     |
|-----------------------------|-----|
| Charpentier vs Coderre..... | 414 |
|-----------------------------|-----|

## PROCLAMATION :—

|                                        |     |
|----------------------------------------|-----|
| Parish Saint-Edouard-de-Lotbinière.... | 424 |
|----------------------------------------|-----|

## TENDERS :—

|                                             |     |
|---------------------------------------------|-----|
| The municipality of the village of Danville | 414 |
|---------------------------------------------|-----|

## AUCTION SALES :—

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Roy & Tremblay..... | 415 |
| Tremblay.....       | 415 |

## SALES BY LICITATION :—

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| Delisio vs Antonacio <i>et al.</i> .....                   | 417 |
| Jourdain (Dmes) <i>et al</i> vs Dme Black <i>et al.</i> .. | 418 |
| Lavigne <i>et al</i> vs Provencher <i>et al.</i> .....     | 433 |
| Samson <i>et al</i> vs Samson <i>et vir.</i> .....         | 416 |
| Sanche vs Thibodeau.....                                   | 418 |

## SHERIFF'S SALES :—

## IBERVILLE :—

|                      |     |
|----------------------|-----|
| Cusson vs Roy.....   | 420 |
| Hébert vs Dubuc..... | 420 |

## MONTREAL :—

|                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------|-----|
| Blumenthal (Dme) vs Solomon.....                                | 421 |
| The town of Montreal-east vs Belanger..                         | 422 |
| The town of Montreal-east vs Payette... ..                      | 422 |
| The school commissioners of Saint-Lam-<br>bert vs Campbell..... | 421 |

## QUEBEC :—

|                                                    |     |
|----------------------------------------------------|-----|
| La Banque Nationale vs Groleau <i>ès-qual.</i> ... | 423 |
| The city of Quebec vs Dlle Detmers....             | 423 |
| The city of Quebec vs Dorval.....                  | 422 |
| The city of Quebec vs Guignon.....                 | 423 |

